

Journal officiel

de l'Union européenne

C 150

Édition
de langue française

Communications et informations

49^e année

28 juin 2006

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>Actes adoptés en application du titre VI du traité sur l'Union européenne</i>	
2006/C 150/01	Budget 2007 pour Europol	1
<hr/>		
	I Communications	
	Parlement européen	
2006/C 150/02	Décision du bureau du Parlement européen du 29 mars 2004 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen	9
	Commission	
2006/C 150/03	Taux de change de l'euro	33
2006/C 150/04	Engagement de procédure (Affaire COMP/M.4180 — Gaz de France/Suez) ⁽¹⁾	34
2006/C 150/05	Aide d'État — République tchèque — Aide d'État C 12/2006 (ex N 132/2005) — Régime d'aide au transport combiné — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	35
2006/C 150/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.4253 — Bridgepoint/Limoni) — Affaire susceptible d'être traitée selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	47
2006/C 150/07	Communication de la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil — Imposition d'obligations de service public sur les services aériens réguliers à l'intérieur de l'Italie ⁽¹⁾	48
2006/C 150/08	Aide d'État — Pologne — Aide d'État n° C 49/2005 (ex N 233/2005) — Aide à la restructuration en faveur de Chemobudowa Kraków S.A. — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	51
2006/C 150/09	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.4236 — Wendel-Carlyle/Stahl) ⁽¹⁾	59

FR

II Actes préparatoires

.....

III Informations

Parlement européen

2006/C 150/10	Appel à propositions (N° VIII-2007/01) — Ligne budgétaire 4020 «Financement des partis politiques européens»	60
---------------	--	----

Rectificatifs

2006/C 150/11	Rectificatif à l'appel à propositions — DG EAC n° 33/06 — Octroi de subventions pour la promotion et la coordination de projets de développement des systèmes de crédits dans l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) (JO C 144 du 20.6.2006)	63
---------------	---	----

2006/C 150/12	Rectificatif aux notes explicatives concernant les protocoles pan-euro-méditerranéens de l'origine (JO C 16 du 21.1.2006)	64
---------------	---	----



(Actes adoptés en application du titre VI du traité sur l'Union européenne)

Budget 2007 pour Europol⁽¹⁾

(2006/C 150/01)

Europol

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 ⁽¹⁾ (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire
1	RECETTES			
10	Contributions			
100	Contributions des États membres	51 957 486	55 296 814	Du montant prévu pour 2007, 3,03 millions EUR sont prévus pour les coûts des arriérés de salaires à payer ainsi que pour l'appel d'offres éventuel concernant le RPV et la gestion connexe de deux réseaux en parallèle. Nonobstant l'article 38, paragraphe 1, du règlement financier, ces montants ne pourront être appelés qu'une fois que le conseil d'administration aura arrêté à l'unanimité une décision en ce sens.
101	Solde de l'exercice t-2	8 247 514	9 472 186	
	<i>Total chapitre 10</i>	60 205 000	64 769 000	
11	Autres recettes			
110	Intérêts	1 200 000	1 000 000	
111	Produit de l'impôt sur les traitements du personnel d'Europol	1 945 000	2 025 000	
112	Divers	200 000	100 000	
	<i>Total chapitre 11</i>	3 345 000	3 125 000	
12	Financement de tiers			
120	Contribution de la BCE au titre des enquêtes relatives aux contrefaçons	p.m.	—	
121	Financement de projets par la Commission européenne et les autres parties associées	p.m.	p.m.	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 321). Cet article peut également comprendre des contributions de participants. La contribution propre d'Europol à ce type de projets sera financée par le biais d'autres articles.

⁽¹⁾ Adopté par le Conseil le 12 juin 2006.

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 (*) (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire	
122	Autres financements de tiers	—	p.m.	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 322). Cet article peut également comprendre des contributions de participants. La contribution propre d'Europol à ce type de projets sera financée par le biais d'autres articles.	
	<i>Total chapitre 12</i>	p.m.	p.m.		
	TOTAL TITRE 1	63 550 000	67 894 000		
2	PERSONNEL			Ce montant ne peut être utilisé qu'aux fins du financement des arriérés. Voir article 100 et annexe C.	
20	Dépenses afférentes aux traitements				
200	Agents d'Europol	35 650 000	39 406 000		
201	Agents locaux	620 000	550 000		
202	Adaptations des rémunérations	1 200 000	640 000		
	<i>Total chapitre 20</i>	37 470 000	40 596 000		
21	Autres dépenses afférentes au personnel				
210	Recrutement	350 000	314 000		
211	Formation du personnel d'Europol	550 000	525 000		
	<i>Total chapitre 21</i>	900 000	839 000		
	TOTAL TITRE 2	38 370 000	41 435 000	Du fait de la structure modifiée du budget en 2006, pour 2005, cet article inclut également un montant de 16 807 EUR qui a été exécuté à des fins de formation au titre de l'ancien article 603 (Autres dépenses de l'équipe de projet).	
3	AUTRES DÉPENSES			Du fait de la structure modifiée du budget en 2006, pour 2005, cet article inclut également un montant de 17 197 EUR qui a été exécuté au titre de l'ancien article 601 (Dépenses de l'équipe de projet).	
30	Coûts liés aux activités				
300	Réunions	960 000	870 000		
301	Traductions	645 000	749 000		
302	Impression de documents	355 000	260 000		
303	Voyages	1 330 000	1 170 000		
304	Études, conseils (autres que TIC)	150 000	110 000		
305	Formation dans un domaine de spécialisation	65 000	85 000		
306	Équipement technique	40 000	10 000		
307	Subventions opérationnelles	150 000	150 000		
	<i>Total chapitre 30</i>	3 695 000	3 404 000		
					Cet article était précédemment intitulé «Formation». La description a été modifiée afin d'éviter les confusions entre cet article et l'article 211.

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 (*) (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire
31	Soutien général			
310	Coûts de construction	1 020 000	1 100 000	
311	Véhicules	175 000	225 000	
314	Documentation et sources publiques	425 000	400 000	
315	Subventions	720 000	550 000	
316	Autres acquisitions	200 000	210 000	
317	Autres dépenses de fonctionnement	410 000	450 000	Du fait de la structure modifiée du budget en 2006, pour 2005, cet article inclut également un montant de 3 410 EUR qui a été exécuté pour d'autres dépenses au titre de l'ancien article 603 (Autres dépenses de l'équipe de projet).
318	Nouveau bâtiment	500 000	220 000	
	<i>Total chapitre 31</i>	3 450 000	3 155 000	
32	Dépenses financées par des tiers			
320	Dépenses pour le compte de la BCE afférentes à des enquêtes en matière de contrefaçon	p.m.	—	
321	Dépenses pour des projets financés par la Commission européenne et les autres parties associées	p.m.	p.m.	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 121). La contribution propre d'Europol à ce type de projets sera financée par le biais d'autres articles. Cet article est prévu pour les dépenses concernant des projets financés sur la base de programmes communautaires.
322	Dépenses financées par d'autres tiers	p.m.	p.m.	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 122). La contribution propre d'Europol à ce type de projets sera financée par le biais d'autres articles
	<i>Total chapitre 32</i>	p.m.	p.m.	
	TOTAL TITRE 3	7 145 000	6 559 000	
4	INSTANCES ET ORGANES			
40	Dépenses afférentes aux traitements			
400	Agents d'Europol	825 000	900 000	
401	Agents locaux	p.m.	p.m.	
402	Adaptation des rémunérations	30 000	15 000	Ce montant ne peut être utilisé qu'aux fins du financement des arriérés. Voir article 100 et annexe C.
	<i>Total chapitre 40</i>	855 000	915 000	

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 ⁽¹⁾ (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire
41	Autres dépenses de fonctionnement			
410	Conseil d'administration	1 800 000	2 145 000	
411	Autorité de contrôle commune	1 135 000	970 000	<i>Le montant prévu pour 2005 comprend un montant de 85 000 EUR pour les «Frais de recours», qui, dans la structure précédente du budget, était inclus dans l'article «Autorité de contrôle commune».</i>
412	Frais de recours	p.m.	p.m.	<i>Un fonds a été mis en place pour les frais de recours à partir des budgets 2004 et 2005. Le montant affecté au fonds (qui est actuellement de 170 000 EUR) est revu annuellement.</i>
413	Contrôleur financier	10 000	8 000	
414	Comité de contrôle commun	50 000	52 000	
415	Structure de liaison des responsables des services de police	175 000	100 000	
	<i>Total chapitre 41</i>	3 170 000	3 275 000	
	TOTAL TITRE 4	4 025 000	4 190 000	
6	TIC (TECS y compris)			
62	TIC			
620	Technologies de l'information	2 900 000	2 900 000	<i>Ancien article 312.</i>
621	Technologies des communications	4 810 000	7 735 000	<i>Ancien article 313. Ce montant comprend un montant de 2 375 000 EUR, prévu pour l'appel d'offres concernant le nouveau RPV. Voir article 100 et annexe C.</i>
622	Conseils	3 130 000	1 970 000	<i>Ancien article 602.</i>
623	Systèmes d'analyse, liaison, index et sécurité	3 050 000	3 005 000	<i>Ancien article 610.</i>
624	Système d'information	120 000	100 000	<i>Ancien article 611.</i>
	<i>Total chapitre 62</i>	14 010 000	15 710 000	
	TOTAL TITRE 6	14 010 000	15 710 000	
	TOTAL DES RECETTES, SECTION A	63 550 000	67 894 000	
	TOTAL DES DÉPENSES, SECTION A	63 550 000	67 894 000	
	SOLDE	—	—	

(¹) Pour l'exercice 2006, les chiffres tiennent compte du virement de crédits (dossier n° 2220-103) et du projet de budget rectificatif pour l'État hôte (dossier n° 2210-197), qui ont été approuvés par le conseil d'administration lors de sa réunion de novembre 2005.

État hôte

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire
7	RECETTES, ÉTAT D'ACCUEIL			
70	Contributions			
700	Contribution de l'État d'accueil, sécurité	2 139 109	2 242 742	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir chapitre 80). La proposition du directeur doit être arrêtée conformément à un accord conclu entre Europol et le ministre de la justice néerlandais.

Titre Chapitre Article	Description	Budget 2006 (EUR)	Budget 2007 (EUR)	Commentaire
701	Contribution de l'État d'accueil, immeubles	p.m.	p.m.	Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 810). La proposition du directeur doit être arrêtée conformément à un accord conclu entre Europol et le ministère de la justice néerlandais.
702	Solde de l'exercice t-2	247 891	217 258	
	<i>Total chapitre 70</i>	2 387 000	2 460 000	
71	<u>Autres recettes</u>			
711	Divers	p.m.	p.m.	
	<i>Total chapitre 71</i>	p.m.	p.m.	
	TOTAL TITRE 7	2 387 000	2 460 000	
8	DÉPENSES, ÉTAT D'ACCUEIL			Nonobstant l'article 35 de la Convention Europol et l'article 16 du règlement financier, le conseil d'administration peut, statuant à l'unanimité et sur la base d'une proposition du directeur, modifier le montant des crédits, à condition que le total des recettes couvre le total des dépenses (voir article 700). La proposition du directeur doit être arrêtée conformément à un accord conclu entre Europol et le ministère néerlandais de la justice.
80	Sécurité			
800	Sécurité	2 387 000	2 460 000	
	<i>Total chapitre 80</i>	2 387 000	2 460 000	
81	Dépenses relatives au bâtiment			
810	Dépenses relatives au bâtiment, État hôte	p.m.	p.m.	
	<i>Total chapitre 81</i>	p.m.	p.m.	
	TOTAL TITRE 8	2 387 000	2 460 000	
	TOTAL DES RECETTES, SECTION C	2 387 000	2 460 000	
	TOTAL DES DÉPENSES, SECTION C	2 387 000	2 460 000	
	SOLDE, SECTION C	—	—	

Remarque: les totaux 2005 une fois arrondis peuvent différer de la somme des montants individuels.

ANNEXE A

Tableau des effectifs 2007

Titre 2, Europol

Grade	Budget 2006	Nouveaux postes	Budget 2007
1	1	—	1
2	3	—	3
3	3	—	3
4	17	1	18
5	60	3	63
6	70	4	74
7	100	5	105
8	79	2	81
9	43	1	44
10	—	—	—
11 (*)	1	—	1
12 (*)	5	—	5
13 (*)	—	—	—
Total	382	16	398

(*) Les postes dans ces grades seront attribués à des agents locaux pour autant que cela soit prévu dans le statut du personnel.

Titre 4, Instances et organes

Grade	Budget 2006	Nouveaux postes	Budget 2007
1	—	—	—
2	—	—	—
3	—	—	—
4	2	—	2
5	2	—	2
6	—	—	—
7	1	1	2
8	2	—	2
9	—	—	—
10	—	—	—
11 (*)	—	—	—
12 (*)	—	—	—
13 (*)	—	—	—
Total	7	1	8

(*) Les postes dans ces grades seront attribués à des agents locaux pour autant que cela soit prévu dans le statut du personnel.

Total

Grade	Budget 2006	Nouveaux postes	Budget 2007
Total	389	17	406

ANNEXE B

Contributions des États membres

Budget 2007

	PNB 2005	Part du PNB pour 2005 — 25 États membres	Solde 2005	Part du PNB pour 2005 — 27 États membres	Contributions avant ajustement de 2005	Contributions après ajustement de 2005
	(en millions EUR)	(EUR)	(EUR)	(EUR)	(EUR)	(EUR)
	a	b = a/10 584 037	c = b. 9 472 186	d = a/10 681 753	e = d. 64 769 000	f = e-c
Autriche	237 465	2,24 %	212 519	2,22 %	1 439 873	1 227 354
Allemagne	2 227 939	21,05 %	1 993 895	20,86 %	13 509 148	11 515 254
Belgique	294 174	2,78 %	263 271	2,75 %	1 783 726	1 520 456
Chypre	12 829	0,12 %	11 481	0,12 %	77 788	66 307
Danemark	201 500	1,90 %	180 333	1,89 %	1 221 799	1 041 467
Espagne	835 859	7,90 %	748 052	7,83 %	5 068 246	4 320 194
Estonie	8 466	0,08 %	7 577	0,08 %	51 336	43 759
Finlande	153 201	1,45 %	137 107	1,43 %	928 934	791 827
France	1 674 679	15,82 %	1 498 754	15,68 %	10 154 446	8 655 692
Grèce	175 915	1,66 %	157 435	1,65 %	1 066 664	909 229
Hongrie	83 277	0,79 %	74 529	0,78 %	504 953	430 424
Irlande	125 838	1,19 %	112 619	1,18 %	763 021	650 402
Italie	1 387 559	13,11 %	1 241 796	12,99 %	8 413 489	7 171 693
Lettonie	10 690	0,10 %	9 567	0,10 %	64 818	55 251
Lituanie	18 654	0,18 %	16 694	0,17 %	113 107	96 413
Luxembourg	23 406	0,22 %	20 947	0,22 %	141 923	120 975
Malte	4 620	0,04 %	4 134	0,04 %	28 012	23 878
Pays-Bas	470 129	4,44 %	420 742	4,40 %	2 850 633	2 429 891
Pologne	193 298	1,83 %	172 992	1,81 %	1 172 065	999 073
Portugal	137 655	1,30 %	123 194	1,29 %	834 674	711 479
Slovaquie	34 686	0,33 %	31 042	0,32 %	210 318	179 276
Slovénie	27 135	0,26 %	24 285	0,25 %	164 536	140 251
Suède	286 576	2,71 %	256 472	2,68 %	1 737 661	1 481 189
République tchèque	82 831	0,78 %	74 129	0,78 %	502 246	428 117
Royaume-Uni	1 875 657	17,72 %	1 678 620	17,56 %	11 373 081	9 694 461
Sous-total	10 584 037	100,00 %	9 472 186	99,09 %	64 176 497	54 704 311
Bulgarie	21 291	0,00 %	—	0,20 %	129 098	129 098
Roumanie	76 425	0,00 %	—	0,72 %	463 404	463 404
Total général	10 681 753	100,00 %	9 472 186	100,00 %	64 769 000	55 296 814
					Solde 2005	9 472 186
					Autres recettes	3 125 000
					Total des recettes	67 894 000

Notes: Les chiffres se rapportant aux contributions pour 2007 sont donnés à titre indicatif uniquement. Ils seront ajustés, conformément à l'article 40, paragraphe 2, du règlement financier, en fonction de la différence entre le montant de la contribution versée au titre de 2005 et celui de la contribution nécessaire pour financer les dépenses réelles de 2005. Ces ajustements seront effectués au moment de l'appel des contributions pour 2007, avant le 1^{er} décembre 2006.

Les chiffres relatifs au PNB pour la Bulgarie sont ceux communiqués par les services du budget de la Commission européenne, tels que rendus publics par la DG ECFIN lors de la session du Conseil ECOFIN du printemps 2004. Les chiffres relatifs à la Roumanie ont été rendus publics lors de la session que le Conseil ECOFIN a tenue en automne 2005. Dans le cas où la Roumanie et la Bulgarie n'adopteraient pas la Convention Europol le 1^{er} janvier 2007, la question sera examinée selon la procédure décrite à l'annexe 2 du dossier no 2210-162r3 (annexe à la note explicative jointe au budget 2005, qui précise les modalités de traitement des contributions des États en voie d'adhésion).

Les totaux une fois arrondis pourraient différer de la somme des montants individuels.

ANNEXE C

Données détaillées concernant les montants appelés après approbation unanime du conseil d'administration

	Article 202	Article 621	Article 402	Total
Arriérés de salaires	640 000	—	15 000	655 000
Coûts liés au RPV	—	2 375 000	—	2 375 000
Total	640 000	2 375 000	15 000	3 030 000

I

(Communications)

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉCISION DU BUREAU DU PARLEMENT EUROPÉEN

du 29 mars 2004 ⁽¹⁾

fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen

(2006/C 150/02)

LE BUREAU,

Vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 191,

Vu le règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen ⁽²⁾,

Vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽³⁾ (ci-après dénommé «règlement financier»), le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽⁴⁾ (ci-après dénommé «règlement sur les modalités d'exécution») ainsi que le règlement (CE) n° 643/2005 de la Commission du 27 avril 2005 abrogeant le règlement (CE) n° 2909/2000 relatif à la gestion comptable des immobilisations non financières des Communautés européennes ⁽⁵⁾,

Vu l'article 22, paragraphe 10, du règlement du Parlement,

- A. Considérant qu'il y a lieu de définir les modalités pour l'octroi et la gestion des subventions destinées à contribuer au financement des partis politiques au niveau européen.
- B. Considérant que le soutien financier pour les partis politiques au niveau européen est une subvention au sens des articles 108 et suivants du règlement financier,

DÉCIDE:

*Article premier***Objet**

La présente réglementation fixe les modalités d'application du règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen.

Article 1 bis

S'agissant du financement des partis politiques au niveau européen, le Bureau adopte au début de chaque législature un cadre financier indicatif pluriannuel, fondé sur les valeurs de référence concernant le montant de base alloué par parti et le montant complémentaire établi en fonction du nombre de députés membres du parti concerné. Ce cadre constituera, pour l'autorité budgétaire du Parlement européen, la référence essentielle dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle, sans préjudice des compétences dévolues par le traité à l'autorité budgétaire.

⁽¹⁾ Modifié par la décision du Bureau du 1^{er} février 2006.

⁽²⁾ JO L 297 du 15.11.2003, p. 1.

⁽³⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 357 du 31.12.2002, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 107 du 28.4.2005, p. 17.

*Article 2***Appel à propositions**

Le Parlement européen publie chaque année, avant la fin du premier semestre, un appel à propositions en vue de l'octroi de la subvention pour le financement des partis politiques au niveau européen. La publication indique les critères d'éligibilité, les modalités de financement communautaire et les dates envisagées pour la procédure d'attribution.

*Article 3***Demande de financement**

1. Aux fins de l'application de l'article 4 du règlement (CE) n° 2004/2003, chaque parti politique au niveau européen souhaitant bénéficier d'une subvention par le budget général de l'Union européenne introduit sa demande par écrit auprès du président du Parlement européen avant le 15 novembre précédant l'exercice budgétaire pour lequel la subvention est demandée. Les conditions énoncées à l'article 3 dudit règlement doivent être remplies à la date de l'introduction de la demande.

2. Le formulaire à utiliser pour la demande de subvention est annexé à la présente réglementation (voir annexe 1). Il est disponible sur le site Internet du Parlement.

3. Toute notification au titre de l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2004/2003 est adressée au président du Parlement européen.

*Article 4***Décision sur la demande de financement**

1. Sur proposition du Secrétaire général, le Bureau examine les demandes de financement sur la base des critères établis aux articles 3 et 4 du règlement (CE) n° 2004/2003, afin de déterminer les demandes susceptibles de bénéficier d'un financement. Le Bureau et, dans le cadre de la préparation de la décision du Bureau, également le Secrétaire général peuvent inviter un demandeur à compléter ou à expliciter les pièces justificatives jointes à la demande, dans le délai qu'ils fixent.

2. Avant le 15 février de l'exercice budgétaire pour lequel la subvention est demandée, le Bureau arrête la liste des bénéficiaires et les montants retenus. En cas de non-octroi de la subvention demandée, le Bureau énonce dans la même décision les motifs du rejet de la demande, au regard notamment des critères établis aux articles 3 et 4 du règlement (CE) n° 2004/2003.

La décision du Bureau est adoptée sur la base de l'examen des demandes prévu au paragraphe 1. Elle tient compte des changements de la situation éventuellement intervenus depuis l'intro-

duction de la demande, sur la base de communications reçues au titre de l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2004/2003 et des changements qui sont notoires.

Lorsque, par suite d'une augmentation du nombre des partis demandant à bénéficier d'un financement, ou du nombre des députés ayant entre-temps adhéré à un parti demandeur, les montants de référence destinés aux demandeurs diffèrent de ceux prévus à l'article 1 bis, le Secrétaire général en informe immédiatement le Bureau qui peut inviter le Président à soumettre une proposition à la commission compétente en vue de l'adaptation des crédits disponibles.

3. Le président informe par écrit le demandeur des suites réservées à sa demande. En cas d'octroi, la communication comporte, en annexe, le projet de convention de subvention à signer par le bénéficiaire. En cas de non-octroi de la subvention demandée, il communique les motifs du rejet par le Bureau. L'information des demandeurs dont la demande n'a pas été retenue par le Bureau intervient dans les quinze jours calendrier suivant la transmission de la décision d'octroi aux bénéficiaires.

*Article 5***Convention de subvention**

La subvention d'un parti politique au niveau européen fait l'objet d'une convention écrite entre le Parlement européen, représenté par le président ou son délégué, et le bénéficiaire. Le texte de la convention de subvention est annexé à la présente réglementation (voir annexe 2); cette convention doit être dûment complétée et signée par les deux parties dans les trente jours suivant la décision du Bureau visée à l'article 4. Le texte de la convention de subvention n'est pas susceptible de modification.

*Article 6***Paiement**

1. Sauf décision contraire du Bureau, la subvention sera versée en tant que préfinancement aux partis politiques au niveau européen en une tranche unique équivalente à 80 % du montant maximal de la subvention fixée à l'article 1.3, paragraphe 2, de la convention de subvention, et ce dans les quinze jours suivant la signature de la convention:

2. La liquidation du solde intervient après la fin de la période d'éligibilité au financement communautaire sur la base des dépenses réellement encourues par le bénéficiaire pour la réalisation du programme de travail. Lorsque le montant total des paiements précédents est supérieur au montant de la subvention finale déterminée, le Parlement européen procède au recouvrement des paiements indus.

3. Avant le 15 mai et au plus tard le 30 juin qui suit la fin de l'exercice budgétaire, le bénéficiaire remet les documents suivants permettant la liquidation du solde:

- un rapport final sur la réalisation du programme de travail;
- un décompte financier final des dépenses éligibles réellement encourues, en suivant la structure du budget prévisionnel;
- un état récapitulatif complet des recettes et des dépenses correspondant aux comptes du bénéficiaire pour la période d'éligibilité couverte par la convention de subvention;
- un rapport d'audit externe des comptes du bénéficiaire effectué par un organisme ou un expert indépendant, habilité selon la législation nationale à procéder à des missions de contrôle des comptes.

4. L'audit externe a pour objet de certifier que les documents financiers soumis par le bénéficiaire au Parlement sont conformes aux dispositions financières de la convention de subvention, que les dépenses déclarées sont réelles et les recettes déclarées exhaustives, et que les obligations découlant des articles 6, 7, 8 et 10, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2004/2003 ont été respectées.

5. À la réception des documents visés au paragraphe 3 et dans un délai de deux mois, le Bureau approuve, sur proposition du Secrétaire général, le rapport final sur la réalisation du programme de travail et le décompte financier final.

Le Bureau peut demander au bénéficiaire des pièces justificatives ou tout complément d'information qu'il jugera nécessaire pour permettre l'acceptation du rapport final et du décompte financier final. Le bénéficiaire dispose de 15 jours pour soumettre les pièces justificatives.

Le Bureau, après avoir entendu les représentants du parti politique concerné, peut rejeter le rapport final et le décompte final et demander la soumission d'un nouveau rapport et d'un nouveau décompte. Le bénéficiaire dispose de 15 jours pour soumettre un nouveau rapport et un nouveau décompte.

En l'absence de réaction écrite du Parlement dans le délai précité de deux mois, le rapport final et le décompte financier final sont réputés acceptés.

6. Le bénéficiaire notifie au Parlement le montant des intérêts ou avantages équivalents éventuellement générés par les préfinancements qu'il a reçus du Parlement. La notification doit intervenir lors de la demande de paiement du solde qui apure le préfinancement. Ces intérêts font l'objet d'un ordre de recouvrement par le Secrétaire général ou son délégué.

Article 7

Détermination de la subvention finale

1. Sans préjudice des informations obtenues ultérieurement dans le cadre des contrôles et d'audits, le Bureau arrête, après avoir entendu les représentants du parti politique concerné qui en exprime la demande, le montant de la subvention finale à octroyer au bénéficiaire sur la base des documents visés à l'article 6, paragraphe 3, acceptés par le Bureau.

2. En aucun cas le montant total versé par le Parlement au bénéficiaire ne peut excéder:

- le montant maximal de la subvention fixé à l'article 1.3, paragraphe 2, de la convention de subvention;
- 75 % des dépenses réelles éligibles.

3. La subvention est limitée au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses éligibles du budget de fonctionnement du bénéficiaire ayant conduit à la réalisation du programme de travail, et en aucun cas elle ne lui procure de profit selon les termes de l'article 165 du règlement sur les modalités d'exécution. Tout excédent donne lieu à une réduction, à due concurrence, du montant de la subvention.

4. Sur la base du montant de la subvention finale ainsi déterminée et du montant cumulé des paiements qu'il a précédemment effectués au titre de la convention de subvention, le Bureau arrête le montant du solde à payer à hauteur des montants restant dus au bénéficiaire. Lorsque le montant cumulé des paiements précédemment effectués excède le montant de la subvention finale, le Secrétaire général ou son délégué émet un ordre de recouvrement pour le montant en excès.

Article 8

Suspension et réduction de la subvention

Sur proposition du Secrétaire général, le Bureau suspend les paiements et réduit la subvention, et le cas échéant met un terme à la convention de subvention, en demandant éventuellement le remboursement à due concurrence,

- a) en cas d'utilisation de la subvention pour des dépenses non autorisées par le règlement (CE) n° 2004/2003;
- b) en cas de non-notification au titre de l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2004/2003;
- c) en cas de non-respect des conditions et des obligations visées respectivement aux articles 3 et 6 du règlement (CE) n° 2004/2003;

d) en cas de réalisation d'une des circonstances décrites aux articles 93 ou 94 du règlement financier.

Avant de prendre une décision, le Bureau donne au bénéficiaire la possibilité de prendre position sur les irrégularités constatées.

Article 9

Recouvrement

1. Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée aux termes des conditions de la convention de subvention, le bénéficiaire verse au Parlement, dans les conditions et à la date d'échéance fixées par celui-ci, les montants concernés.

2. En cas d'absence de paiement par le bénéficiaire à la date d'échéance fixée par le Parlement, celui-ci majore les sommes dues d'intérêts de retard au taux défini à l'article II.14, paragraphe 3, de la convention de subvention. Les intérêts de retard portent sur la période écoulée entre la date d'échéance fixée pour le paiement, exclue, et la date de réception par le Parlement du paiement intégral des sommes dues, incluse.

Article 10

Contrôles et audits

1. La vérification régulière au titre de l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 2004/2003 est effectuée par le Secrétaire général.

2. Le bénéficiaire fournit toutes les données détaillées demandées au Parlement, ainsi qu'à tout autre organisme externe mandaté par le Parlement, afin que ce dernier puisse s'assurer de la bonne exécution du programme de travail et des dispositions de la convention de subvention.

3. Le bénéficiaire tient à la disposition du Parlement l'ensemble des documents originaux, notamment comptables, bancaires et fiscaux ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies certifiées conformes des documents originaux relatifs à la convention de subvention pendant une période de cinq ans à partir de la date de paiement du solde des montants dus visé à l'article I.4 de la convention de subvention.

4. Le bénéficiaire facilite la réalisation par le Parlement, soit directement par l'intermédiaire de ses agents, soit par l'intermédiaire de tout autre organisme externe qu'il aura mandaté à cet effet, d'un audit sur l'utilisation qui est faite de la subvention. Ces audits peuvent se faire pendant toute la période d'exécution de la convention de subvention jusqu'au paiement du solde, ainsi que pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde. Le cas échéant, les résultats de ces audits

pourront conduire à des décisions de recouvrement par le Bureau.

5. Chaque convention de subvention prévoit expressément le pouvoir de contrôle du Parlement européen et de la Cour des comptes, sur pièces et sur place, du parti politique au niveau européen ayant bénéficié d'une subvention par le budget général de l'Union européenne.

6. En vertu du règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ⁽¹⁾, ce dernier peut également effectuer des contrôles et des vérifications sur place selon les procédures prévues par la législation communautaire pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités. Le cas échéant, les résultats de ces contrôles pourront conduire à des décisions de recouvrement par le Bureau.

Article 11

Assistance technique

1. Sur proposition du Secrétaire général, le Bureau peut octroyer aux partis politiques au niveau européen une assistance technique, conformément à la décision du Bureau du 14 mars 2000 régissant l'utilisation des locaux du Parlement européen par des utilisateurs externes, telle que modifiée par la décision du 2 juin 2003, et toute autre assistance technique prévue par une réglementation ultérieure. Le Bureau peut déléguer au Secrétaire général certains types de décisions relatives à l'octroi d'une assistance technique.

2. Chaque année, dans les trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire, le Secrétaire général soumet à l'attention du Bureau un rapport qui présente en détail l'assistance technique fournie par le Parlement européen à chaque parti politique au niveau européen. Le rapport est ensuite publié sur le site Internet du Parlement.

Article 12

Publicité

Toutes les subventions octroyées par le Parlement européen au cours d'un exercice aux partis politiques au niveau européen sont publiées au cours du premier semestre de l'exercice suivant, sur le site Internet du Parlement européen en indiquant:

- le nom et l'adresse du bénéficiaire,
- l'objet de la subvention,
- le montant octroyé et le taux de financement par rapport au budget de fonctionnement total du bénéficiaire.

⁽¹⁾ JO L 136 du 31.5.1999, p. 1.

*Article 13***Droit de recours**

Les décisions prises en vertu de la présente réglementation peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de justice des Communautés européennes et le Tribunal de première instance des Communautés européennes, dans les conditions prévues par le traité.

*Article 14***Normes transitoires pour l'exercice budgétaire 2004**

1. La date figurant à l'article 3, paragraphe 1, de la présente réglementation est remplacée par le 23 juillet 2004 et la date figurant à l'article 4, paragraphe 2, par le 16 septembre 2004.
2. Par dérogation à l'article 6, paragraphe 1, de la présente réglementation, une tranche unique de préfinancement de 80 % du montant maximal de la subvention fixé à l'article 1.3, paragraphe 2, de la convention de subvention est versée dans les

quinze jours suivant la signature de la convention de subvention.

*Article 15***Révision de la réglementation**

Avant le 30 septembre 2005, le Secrétaire général du Parlement européen présente au Bureau un rapport sur la mise en œuvre de la présente réglementation. Le rapport indique, le cas échéant, d'éventuelles propositions de modifications à apporter à cette réglementation et au système de financement des partis politiques européens prévu par le règlement (CE) n° 2004/2003.

*Article 16***Entrée en vigueur**

La présente réglementation entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

ANNEXE 1

PARLEMENT EUROPÉEN



FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES AU NIVEAU EUROPÉEN

LIGNE BUDGÉTAIRE 3 7 1 0

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR
L'ANNÉE 200_**

COMPOSITION DU DOSSIER

Le tableau qui suit doit vous servir de guide lors de la préparation de votre dossier de demande. Nous vous conseillons également d'utiliser ce tableau comme liste de contrôle pour vérifier que tous les documents requis sont inclus.

DOCUMENTS À FOURNIR SUR PAPIER			
1	Lettre de couverture originale	2	<input type="checkbox"/>
2	Formulaire de demande dûment rempli et signé (y inclus la déclaration sur l'honneur)	2	<input type="checkbox"/>
3a	Statut du parti politique	1	<input type="checkbox"/>
3b	Certificat d'enregistrement officiel	1	<input type="checkbox"/>
3c	Preuve d'existence récente du parti politique	1	<input type="checkbox"/>
3d	Liste des directeurs/membres du conseil d'administration (noms et prénoms, titres ou fonctions au sein du parti candidat)	1	<input type="checkbox"/>
4	Documents attestant que le demandeur remplit les conditions visées à l'article 3, points b), c) et d), et à l'article 10, paragraphe 1, point b) ⁽¹⁾ , du règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen (ou déclaration qu'il n'y a pas de modification par rapport aux documents déjà transmis)		<input type="checkbox"/>
5	Programme du parti politique		<input type="checkbox"/>
6	Etat financier global pour 200_ certifié par un organisme externe de contrôle de comptes ⁽²⁾	1	<input type="checkbox"/>
7	Budget prévisionnel de fonctionnement indiquant les dépenses éligibles à un financement à charge du budget communautaire	1	<input type="checkbox"/>

⁽¹⁾ Y inclus les listes des élus visés à l'article 3, point b), premier alinéa, et à l'article 10, paragraphe 1, point b).

⁽²⁾ Sauf si le parti politique au niveau européen a été créé pendant l'année courante.

SECTION I: Informations administratives concernant le parti politique**1.1. IDENTIFICATION DU PARTI POLITIQUE**

Nom du parti politique (nom légal complet):

Nom abrégé (éventuellement):

Acronyme (éventuellement):

Statut légal du parti politique:

Numéro d'enregistrement officiel (ou information équivalente):

Nom et titre (fonction) de la personne habilitée à prendre des engagements juridiques au nom du parti politique:

Nom et titre (fonction) de la personne responsable pour les aspects techniques:

Adresse du parti politique:

Rue:

Numéro:

Code postal:

Ville:

Pays:

Tél.:

Fax:

E-mail:

1.2. **INFORMATIONS À SOUMETTRE AVEC LA DEMANDE**

(avec la signature et le cachet de la banque)

TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE

Nom:

Adresse:

.....

Commune/Ville: Code postal:

Pays: Numéro TVA:

Contact:

Téléphone: Fax:

E-mail:

BANQUE

Nom de la banque:

.....

Adresse:

.....

Commune/Ville: Code postal:

Compte bancaire:

Iban:

Code BIC/SWIFT:

Remarques:

.....

.....

.....

SECTION II: Description du programme de travail

2.1. Description et calendrier des activités de votre parti pour lesquelles vous demandez une subvention

2.2. Nom de la personne responsable pour la gestion des activités énumérées sous 2.1.

SECTION III: Résultats et évaluation

3.1. Description du mécanisme d'évaluation du programme de travail, conformément aux principes d'économie, d'efficience et d'efficacité

3.2. Visibilité du financement du Parlement européen

SECTION IV: Déclarations

Je, soussigné, certifie que:

- le parti politique n'est pas dans l'une des situations mentionnées par le règlement financier des Communautés européennes ⁽¹⁾,
- le parti politique a les capacités financières et organisationnelles pour réaliser le programme de travail décrit dans le formulaire de demande;
- le parti politique se conformera et se soumettra à ces conditions de base et coopérera sans restriction avec le Parlement européen pour la supervision de ces activités;
- les informations fournies dans cette demande ainsi que dans ses annexes sont exactes et aucune information n'est dissimulée, en tout ou en partie, au Parlement européen:

Signature autorisée du parti politique:

Titre (M ^{me} , M., Pr. ...)	
Nom et Prénom	
Fonction dans l'organisation candidate	
Nom du parti politique	
Date:	
Signature:	

(1) Article 93, paragraphe 1: «Sont exclus [...] les candidats [...]:

- a) qui sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- b) qui ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
- c) qui, en matière professionnelle, ont commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier;
- d) qui n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis [...] ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter;
- e) qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés;
- f) qui, suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention financées par le budget communautaire, ont été déclarés en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.»

Article 94: «Sont exclus [...] les candidats [...] qui [...]:

- a) se trouvent en situation de conflit d'intérêts;
- b) se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements.»

ANNEXE 2

PARLEMENT EUROPÉEN



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

CONVENTION DE SUBVENTION AU FONCTIONNEMENT

Numéro:

Entre

le Parlement européen, dont le Secrétariat général est établi au Plateau du Kirchberg, L-2929 Luxembourg, ci-après dénommé «*le Parlement européen*»,
lequel est, pour la signature de la présente convention, représenté par le Président,
d'une part,

et

.....
[dénomination officielle complète du parti politique européen].....
[forme juridique officielle].....
[n° d'enregistrement légal].....
[adresse officielle complète].....
[numéro TVA]

ci-après dénommé «*le bénéficiaire*»,
lequel est, pour la signature de la présente convention, représenté
par:,
d'autre part,

IL EST CONVENU

des **conditions particulières**, des **conditions générales** ainsi que des **annexes** suivantes:**Annexe I** Programme de travail du bénéficiaire**Annexe II** Budget prévisionnel de fonctionnement du bénéficiaire

qui font partie intégrante de la présente convention (ci-après dénommée «la convention»).

Les dispositions des conditions particulières prévalent sur celles des autres parties de la convention.

Les dispositions des conditions générales prévalent sur celles des annexes.

I — CONDITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE I.1. — OBJET

- I.1.1. Conformément au règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen ⁽¹⁾ et à la décision du Bureau du 29 mars 2004 fixant les modalités d'application du règlement précité, le Parlement européen a décidé de subventionner, dans les conditions reprises dans les conditions particulières, les conditions générales et les annexes de la présente convention, que le bénéficiaire déclare connaître et accepter, le programme annuel d'activités du bénéficiaire qui correspond à la poursuite de ses activités et objectifs statutaires pour l'exercice AAAA.
- I.1.2. Le bénéficiaire s'engage à mettre tout en œuvre pour réaliser, sous sa propre responsabilité, son programme de travail tel qu'il est décrit dans l'annexe I. Le bénéficiaire s'engage en outre à respecter, dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée, à savoir les principes de liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit.

ARTICLE I.2. — DURÉE

- I.2.1. La convention entre en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties prenantes à la convention.
- I.2.2. La période d'éligibilité des dépenses au financement par le Parlement européen couvre la période du jj/mm/aa au jj/mm/aa.

ARTICLE I.3. — FINANCEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL

- I.3.1. Le montant total des dépenses éligibles au financement du Parlement européen est estimé à EUR, conformément au budget prévisionnel de fonctionnement du bénéficiaire qui figure à l'annexe II. Ce budget prévisionnel de fonctionnement reprend l'ensemble des dépenses et recettes de fonctionnement estimées par le bénéficiaire pour la période considérée, en distinguant les dépenses éligibles des dépenses non éligibles au financement par le Parlement européen, conformément aux définitions de dépenses données à l'article II.12.
- I.3.2. Le Parlement européen prend en charge un montant maximal de EUR, équivalent à % du montant total estimé des dépenses éligibles, tel que mentionné au paragraphe 1. La détermination de la subvention finale est effectuée conformément aux dispositions de l'article II.15, sans préjudice de l'article II.17.

Lors de la détermination de la subvention finale, la participation du Parlement européen est limitée au montant maximal de la subvention fixé à l'article I.3, paragraphe 2, de la convention et ne peut en aucun cas excéder 75 % des dépenses réelles éligibles. Les montants et les sources d'autres financements externes sont mentionnés dans le budget prévisionnel visé au paragraphe 1.

- I.3.3. Par dérogation à l'article II.11, lors de la réalisation du programme de travail, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre rubriques de dépenses éligibles, à la condition que cette adaptation des dépenses n'affecte pas la réalisation du programme de travail et que le transfert entre rubriques n'excède pas 20 % du montant de chaque rubrique de dépenses éligibles telle que mentionnée dans le budget prévisionnel, dans le respect du montant total des dépenses éligibles mentionné au paragraphe 1. Il en informe le Parlement européen par écrit. Le Bureau autorise le Président du Parlement européen à approuver les transferts excédant la limite précitée. Ces transferts doivent être motivés dans le rapport final.

ARTICLE I.4. — MODALITÉS DE PAIEMENT

En fonction du programme de travail et du calendrier prévisionnel de paiement des dépenses éligibles pour la subvention, les versements de la subvention interviendront selon le calendrier et les modalités suivants:

I.4.1. Préfinancement

Un préfinancement d'un montant de EUR représentant 80 % du montant mentionné à l'article I.3, paragraphe 2, sera versé au bénéficiaire dans les quinze jours suivant la signature de la convention.

⁽¹⁾ JO L 297 du 15.11.2003, p. 1.

I.4.2. Liquidation du solde

La demande de liquidation du solde est présentée au plus tard pour le 15 mai de l'exercice suivant et doit être accompagnée d'un rapport final sur la réalisation du programme de travail, d'un décompte financier final des dépenses éligibles réellement encourues, en suivant la structure du budget prévisionnel, ainsi que d'un état récapitulatif complet des recettes et des dépenses correspondant aux comptes du bénéficiaire sur la période d'éligibilité couverte par la convention et d'un rapport d'audit externe des comptes du bénéficiaire effectué par un organisme ou expert indépendant, habilité selon la législation nationale à procéder à des missions de contrôle des comptes. Le Parlement européen dispose d'un délai de deux mois pour approuver ou rejeter le rapport d'activités, ou demander toute pièce justificative ou information complémentaire, conformément à la procédure mentionnée à l'article II.13, paragraphe 2. Le cas échéant, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours pour soumettre les compléments d'information ou un nouveau rapport.

Dans les 30 jours suivant l'approbation par le Parlement européen du rapport d'activités accompagnant la demande de paiement du solde, le solde de la subvention déterminée conformément aux dispositions de l'article II.15 est versé au bénéficiaire ou, le cas échéant, le trop-perçu est mis en recouvrement. Ce délai de paiement peut être suspendu par le Parlement européen conformément à la procédure mentionnée à l'article II.14, paragraphe 2.

ARTICLE I.5. — COMPTE BANCAIRE

Les paiements sont effectués sur un compte bancaire ou un sous-compte bancaire du bénéficiaire libellé en euros, dont les données sont reproduites ci-dessous:

Nom de la banque:

Adresse de l'agence bancaire:

Dénomination exacte du titulaire du compte:

Numéro de compte complet (y compris les codes bancaires):

Codification IBAN de ce compte:

Code BIC/SWIFT:

Ce compte ou sous-compte doit permettre l'identification des fonds versés par le Parlement européen et doit être réservé exclusivement à la réception des fonds versés par le Parlement européen pour la réalisation du programme de travail subventionné. Lorsque les fonds versés sur ce compte portent intérêts ou bénéficient d'avantages équivalents selon la loi de l'État sur le territoire duquel ce compte est ouvert, ces intérêts ou autres avantages sont, lorsqu'ils sont générés par des versements de préfinancement, recouverts par le Parlement européen dans les conditions prévues à l'article II.14, paragraphe 4.

ARTICLE I. 6. — DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Toute communication faite dans le cadre de la présente convention doit revêtir la forme écrite et mentionner le numéro de la convention. Elle doit être envoyée aux adresses suivantes:

Pour le Parlement européen:

Parlement européen
Le président
a.b.s du directeur général des finances
Bureau SCH 05B031
L-2929 Luxembourg.

Le courrier ordinaire est considéré reçu par le Parlement européen à la date à laquelle il est formellement enregistré par le service du courrier du Parlement européen.

Pour le bénéficiaire:

M/ Mme

.....
[Fonction]

.....
[Dénomination officielle de l'organisme bénéficiaire]

.....
[Adresse officielle complète]

ARTICLE I.7. — LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La subvention est régie par les dispositions de la convention, par les dispositions du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾ (ci-après dénommé «règlement financier») et ses modalités d'application ainsi que par le règlement (CE) n° 2004/2003 et la décision du Bureau du 29 mars 2004 fixant les modalités d'application de ce dernier règlement.

À titre subsidiaire, pour toute question qui n'est pas réglée par les dispositions visées ci-dessus, la loi luxembourgeoise est applicable.

Les décisions du Parlement européen concernant l'application des dispositions de la convention ainsi que les modalités de la mise en œuvre de la convention peuvent faire l'objet d'un recours du bénéficiaire auprès du Tribunal de première instance des Communautés européennes et, en cas de pourvoi, de la Cour de justice des Communautés européennes.

ARTICLE I.8. — PROTECTION DES DONNÉES

Toute donnée à caractère personnel figurant dans la convention est traitée en conformité avec les dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données ⁽²⁾. Ces données sont traitées uniquement dans le cadre de l'exécution et du suivi de la convention par la Direction générale des Finances du Parlement européen, sans préjudice de leur éventuelle communication aux organes responsables des tâches de contrôle et d'audit conformément à la législation communautaire.

Le bénéficiaire peut, sur demande écrite, obtenir la communication de ses données à caractère personnel et corriger toute donnée erronée ou incomplète. Pour toute demande relative au traitement de ses données à caractère personnel, le bénéficiaire peut s'adresser à la Direction générale des Finances du Parlement européen et à l'Unité de la protection des données à caractère personnel au sein du Parlement européen. En ce qui concerne le traitement de ses données à caractère personnel, le bénéficiaire peut introduire un recours à tout moment auprès du contrôleur européen de la protection des données.

⁽¹⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO L 8 du 12.1.2001, p. 1.

II — CONDITIONS GÉNÉRALES

PARTIE A: DISPOSITIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE II.1. — RESPONSABILITÉ

- II.1.1. Le bénéficiaire est seul responsable du respect de toutes les obligations légales qui lui incombent.
- II.1.2. Le Parlement européen ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de la réalisation du programme de travail. En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le Parlement européen.
- II.1.3. Sauf en cas de force majeure, le bénéficiaire est tenu de réparer tout dommage causé au Parlement européen par suite de la réalisation ou de la mauvaise réalisation du programme de travail.
- II.1.4. Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de la réalisation du programme de travail.

ARTICLE II.2. — CONFLIT D'INTÉRÊTS

En application de l'article 52 du règlement financier, le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait influencer une exécution impartiale et objective de la convention.

ARTICLE II.3. — CONFIDENTIALITÉ

Le Parlement européen et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention dûment qualifié de confidentiel et dont la divulgation pourrait causer un préjudice à l'autre partie. Les parties restent liées par cette obligation au-delà de la période couverte par le financement communautaire.

ARTICLE II.4. — PUBLICITÉ

- II.4.1. Sauf demande contraire du Parlement européen, toute communication ou publication du bénéficiaire concernant la réalisation du programme de travail, y compris lors d'une conférence ou d'un séminaire, doit mentionner qu'elle concerne une action qui fait l'objet d'un soutien financier de la part du Parlement européen.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

- II.4.2. Le bénéficiaire autorise le Parlement européen à publier, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, y compris par Internet, les informations suivantes:
- le nom et l'adresse du bénéficiaire,
 - l'objet de la subvention,
 - le montant octroyé et le taux de financement par rapport au budget de fonctionnement total du bénéficiaire,
 - l'assistance technique fournie par le Parlement européen.

ARTICLE II.5. — ÉVALUATION

Lorsqu'une évaluation intermédiaire ou finale de l'impact de la subvention par rapport aux objectifs du règlement (CE) n° 2004/2003 est entreprise par le Parlement européen, le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du Parlement européen et/ou des personnes mandatées par lui tout document ou information de nature à permettre à cette évaluation d'être menée à bonne fin, et à leur donner les droits d'accès prévus à l'article II.17.

ARTICLE II.6. — FORCE MAJEURE

- II.6.1. On entend par force majeure toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties à la convention et non imputable à une faute ou à une négligence de leur part, qui empêche l'une des parties à la convention d'exécuter l'une de ses obligations conventionnelles et qui n'a pas pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou délais de mise à disposition d'équipement ou de matériel (dans la mesure où ils ne résultent pas d'un cas de force majeure), les conflits de travail, les grèves ou les difficultés financières ne pourront être invoqués comme cas de force majeure par la partie en défaut d'exécution.
- II.6.2. Si l'une des parties à la convention est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de cet événement.
- II.6.3. Aucune des parties ne sera considérée comme ayant manqué à l'une de ses obligations conventionnelles si elle en est empêchée par un cas de force majeure. Les parties à la convention prennent toute mesure pour minimiser les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

ARTICLE II.7. — PASSATION DE MARCHÉS

Lorsque des marchés doivent être conclus par le bénéficiaire pour les besoins de la réalisation du programme de travail et constituent des dépenses éligibles du budget de fonctionnement, le bénéficiaire est tenu d'effectuer une mise en concurrence des candidats potentiels et d'attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport entre la qualité et le prix, dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des contractants potentiels et en veillant à l'absence de conflit d'intérêts.

Le bénéficiaire reste seul responsable de la réalisation du programme de travail et du respect des dispositions de la convention. Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour que l'attributaire du marché renonce à faire valoir tous droits à l'égard du Parlement européen au titre de la convention.

ARTICLE II.8. — CESSION

Les créances détenues sur le Parlement européen sont incessibles.

Par exception, dans des cas dûment justifiés, le Parlement européen pourra autoriser que tout ou partie de la convention et des paiements qui en découlent puisse être cédé à un tiers, suite à une demande écrite motivée du bénéficiaire à cet effet. Le Parlement européen doit signifier son éventuel accord écrit préalablement à la cession envisagée. En l'absence de l'accord visé ci-dessus ou en cas de non-respect des conditions dont elle est assortie, la cession n'est pas opposable au Parlement européen et n'a aucun effet à son égard.

En aucun cas, un tel transfert ne peut libérer le bénéficiaire de ses obligations vis-à-vis du Parlement européen.

ARTICLE II.9. — RÉSILIATION DE LA CONVENTION**II.9.1. Par le bénéficiaire**

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la convention à tout moment, moyennant un préavis de 30 jours, sans être tenu à une quelconque indemnité à ce titre.

II.9.2. Par le Parlement européen

Le Parlement européen peut décider de mettre un terme à la convention, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes:

- a) lorsque le bénéficiaire ne remplit plus les conditions de financement telles que définies aux articles 3 et 6 du règlement (CE) n° 2004/2003;
- b) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du bénéficiaire est susceptible d'affecter la convention de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention;
- c) lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations substantielles qui lui incombent conformément aux dispositions de la convention, y compris ses annexes;

- d) en cas de force majeure, notifiée conformément à l'article II.6;
- e) lorsque le bénéficiaire est déclaré en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de mise en liquidation ou de toute autre procédure analogue;
- f) lorsque le bénéficiaire fait des déclarations fausses ou fournit des rapports non conformes à la réalité pour obtenir la subvention prévue dans la convention;
- g) lorsque le bénéficiaire a, de façon intentionnelle ou par négligence, commis une irrégularité substantielle dans la mise en œuvre de la convention ainsi qu'en cas de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale de la part du bénéficiaire portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes. Est constitutive d'une irrégularité substantielle toute violation d'une disposition conventionnelle ou réglementaire résultant d'un acte ou d'une omission par le bénéficiaire, qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget communautaire.

II.9.3. Modalités de résiliation

La procédure est engagée par lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent.

Dans les cas visés au paragraphe 2, points a), b), c) et e), le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours pour faire part de ses observations et prendre les mesures nécessaires, le cas échéant, pour assurer la continuité du respect de ses obligations conventionnelles. En l'absence d'acceptation de ces observations confirmée par un accord écrit du Parlement européen dans les 30 jours suivant la réception desdites observations, la procédure est maintenue.

Lorsqu'il y a préavis, la résiliation est effective au terme du délai de préavis, celui-ci courant à compter de la date de réception de la décision du Parlement européen de mettre un terme à la convention.

En l'absence de préavis dans les cas visés au paragraphe 2, points d), f) et g), la résiliation est effective à compter du jour suivant la date de réception de la décision du Parlement européen de mettre un terme à la convention.

II.9.4. Effets de la résiliation

En cas de résiliation, les paiements du Parlement européen sont limités aux dépenses éligibles effectivement encourues par le bénéficiaire à la date effective de la résiliation, dans le respect des dispositions de l'article II.15. Les dépenses liées aux engagements en cours mais destinées à être exécutées après la résiliation ne sont pas prises en considération. Le bénéficiaire dispose d'un délai de 60 jours à partir de la date de prise d'effet de la résiliation de la convention notifiée par le Parlement européen pour produire une demande de paiement final conforme aux dispositions de l'article II.13, paragraphe 2. À défaut de réception d'une telle demande de paiement final dans le délai imparti, le Parlement européen ne procède pas au remboursement des dépenses encourues par le bénéficiaire jusqu'à la date de résiliation et il recouvre le cas échéant tout montant dont l'utilisation n'est pas justifiée par des rapports d'activités et des rapports financiers approuvés par le Parlement européen.

Par exception, au terme du préavis visé au paragraphe 3 lorsque le Parlement européen met un terme à la convention au motif que le bénéficiaire n'a pas produit le rapport final sur la réalisation du programme de travail et le décompte financier final des dépenses éligibles réellement encourues dans le délai visé à l'article I.4, paragraphe 2, et qu'il ne s'est toujours pas acquitté de cette obligation dans les deux mois qui suivent la relance écrite notifiée à cet effet par le Parlement européen par lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent, le Parlement européen ne procède pas au remboursement des dépenses encourues par le bénéficiaire jusqu'à la date de fin de la période d'éligibilité au financement communautaire et il recouvre le cas échéant tout montant dont l'utilisation n'est pas justifiée par des rapports d'activités et rapports financiers approuvés par le Parlement européen.

Par exception, en cas de résiliation par le Parlement européen pour les motifs exposés au paragraphe 2, points f) ou g), le Parlement européen peut exiger le remboursement partiel ou total des sommes déjà versées au titre de la convention sur la base de rapports d'activités et de rapports financiers approuvés par le Parlement européen, proportionnellement à la gravité des manquements reprochés et après avoir mis le bénéficiaire en mesure de présenter ses observations.

ARTICLE II.10. — SANCTIONS FINANCIÈRES RÉGLEMENTAIRES

En vertu du règlement financier, tout bénéficiaire déclaré en défaut grave d'exécution de ses obligations conventionnelles est passible de sanctions financières pouvant représenter 2 à 10 % de la valeur de la subvention en cause, dans le respect du principe de proportionnalité. Ce taux peut être de 4 à 20 % en cas de récidive dans les cinq ans suivant le premier manquement. La décision éventuelle du Parlement européen d'appliquer ces sanctions financières sera notifiée au bénéficiaire par écrit.

ARTICLE II.11. — AVENANTS

- II.11.1. Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant écrit. Aucune entente orale ne peut lier les parties à cet effet.
- II.11.2. L'avenant ne peut avoir pour objet ou pour effet d'apporter à la convention des modifications substantielles susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention, ni de violer l'égalité de traitement entre les demandeurs de subvention.
- II.11.3. Lorsque la demande de modification émane du bénéficiaire, celui-ci doit l'adresser au Parlement européen en temps utile avant sa prise d'effet envisagée et, en tout état de cause, un mois avant la date de fin d'éligibilité au financement communautaire, sauf dans des cas dûment justifiés par le bénéficiaire et acceptés par le Parlement européen.

PARTIE B: DISPOSITIONS FINANCIÈRES**ARTICLE II.12. — DÉPENSES ÉLIGIBLES**

II.12.1. Afin de pouvoir être considérées comme des dépenses éligibles au financement communautaire, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants:

- être en relation directe avec l'objet de la convention et être prévues dans le budget prévisionnel annexé à la convention;
- être nécessaires pour la réalisation du programme de travail faisant l'objet de la convention;
- être raisonnables et justifiées et répondre aux principes de bonne gestion financière, notamment d'économie et de rapport coût/efficacité;
- être générées pendant la période d'éligibilité des dépenses au financement communautaire telle que définie à l'article I.2, paragraphe 2, de la convention;
- être effectivement encourues par le bénéficiaire, être enregistrées dans la comptabilité du bénéficiaire conformément aux principes comptables qui lui sont applicables et avoir fait l'objet des déclarations prescrites par les lois fiscales et sociales applicables;
- être identifiables et contrôlables.

Les procédures de comptabilité et de contrôle interne du bénéficiaire doivent permettre une réconciliation directe des dépenses et recettes déclarées au titre du programme de travail avec les états comptables et les pièces justificatives correspondantes.

II.12.2. Sont notamment éligibles les dépenses de fonctionnement suivantes, pour autant qu'elles répondent aux critères définis au paragraphe précédent:

- les frais administratifs, les frais liés au soutien technique, aux réunions, à la recherche, aux manifestations transfrontalières, aux études, à l'information et aux publications;
- les dépenses de personnel, correspondant aux salaires réels augmentés des charges sociales et des autres coûts légaux rentrant dans la rémunération, pour autant qu'ils n'excèdent pas les taux moyens correspondant à la politique habituelle du bénéficiaire en matière de rémunération;
- les frais de voyage et de séjour du personnel, pour autant qu'ils correspondent aux pratiques habituelles du bénéficiaire en matière de frais de déplacement;
- les coûts d'achat d'équipements, pour autant que les biens concernés soient destinés directement à l'accomplissement du programme de travail et évalués et amortis conformément au règlement (CE) n° 643/2005 de la Commission du 27 avril 2005 abrogeant le règlement (CE) n° 2909/2000 relatif à la gestion comptable des immobilisations non financières des Communautés européennes (1). Seule la part d'amortissement du bien correspondant à la période d'éligibilité au financement communautaire couverte par la convention peut être prise en compte par le Parlement européen, sauf si la nature et/ou l'utilisation du bien justifie une prise en charge différente par le Parlement européen;
- les coûts de matériels consommables et de fournitures,
- les coûts découlant d'autres contrats passés par le bénéficiaire pour les besoins de la réalisation de son programme de travail, pour autant que les conditions prévues à l'article II.7 soient respectées;
- les coûts découlant directement d'exigences posées par la convention (notamment coût d'audits), y compris, le cas échéant, les frais de services financiers (notamment coût des garanties financières).

(1) JO L 336 du 30.12.2000, p. 75.

II.12.3. Sont considérés comme non éligibles:

- les augmentations de capital et la rémunération du capital;
- les dettes et la charge de la dette;
- les provisions;
- les intérêts débiteurs;
- les créances douteuses;
- les pertes de change;
- la TVA, excepté dans le cas où le bénéficiaire établit qu'il ne peut pas la récupérer;
- les dépenses déclarées et prises en charge dans le cadre d'une action spécifique donnant lieu à subvention communautaire;
- les dépenses démesurées ou inconsidérées.

II.12.4. Le Parlement européen peut accepter, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, que le cofinancement d'actions spécifiques du programme de travail visé à l'article I.3, paragraphe 2, soit constitué en partie par des apports en nature. Dans ce cas, la valorisation de ces apports ne doit pas excéder les dépenses réellement supportées et dûment justifiées par les documents comptables des tiers qui ont effectué ces apports au bénéficiaire à titre gratuit mais en assumant le coût correspondant, ou les coûts généralement acceptés sur le marché considéré.

Sont exclus de cette possibilité les apports de type immobilier.

Dans le cas de cofinancement en nature, les apports ainsi valorisés apparaissent pour le même montant dans les dépenses de réalisation du programme de travail en tant que dépenses éligibles et dans les recettes du programme de travail en tant que cofinancement en nature. Le bénéficiaire s'engage à disposer de ces apports dans les conditions prévues à la convention.

ARTICLE II.13. — PAIEMENTS

Les paiements sont effectués conformément à l'article I.4.

II.13.1. Préfinancement

Le préfinancement est destiné à fournir un fond de trésorerie au bénéficiaire. Le préfinancement ne peut pas être supérieur à 80 % du montant maximal de la subvention tel que visé à l'article I.3, paragraphe 2.

II.13.2. Paiement du solde de la subvention

La liquidation du solde intervient après la fin de la période d'éligibilité au financement communautaire sur la base des dépenses réellement encourues par le bénéficiaire pour la réalisation du programme de travail. Lorsque le montant total des paiements précédents est supérieur au montant de la subvention finale déterminée, le Parlement européen procède au recouvrement des paiements indus.

Avant le 15 mai qui suit la fin de l'exercice budgétaire, le bénéficiaire doit remettre les documents suivants permettant la liquidation du solde:

- un rapport final sur la réalisation du programme de travail;
- un décompte financier final des dépenses éligibles réellement encourues, en suivant la structure du budget prévisionnel;
- un état récapitulatif complet des recettes et des dépenses correspondant aux comptes du bénéficiaire pour la période d'éligibilité couverte par la convention;
- un rapport d'audit externe des comptes du bénéficiaire effectué par un organisme ou un expert indépendant, habilité selon la législation nationale à procéder à des missions de contrôle des comptes.

L'audit externe a pour objet de certifier que les documents financiers soumis par le bénéficiaire au Parlement sont conformes aux dispositions financières de la convention, que les dépenses déclarées sont réelles et les recettes déclarées exhaustives, et que les obligations découlant des articles 6, 7, 8 et 10, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2004/2003 ont été respectées.

À la réception des documents visés au deuxième alinéa et dans un délai de deux mois, le Bureau, sur proposition du Secrétaire général et, dans l'hypothèse d'une décision négative, après avoir entendu les représentants du parti politique concerné, approuve le rapport final sur la réalisation du programme de travail et le décompte financier final.

Le Bureau peut demander au bénéficiaire des pièces justificatives ou tout complément d'information qu'il jugera nécessaire pour permettre l'acceptation du rapport final et du décompte financier final. Le bénéficiaire dispose de 15 jours pour soumettre les pièces justificatives.

Le Bureau, après avoir entendu les représentants du parti politique concerné, peut rejeter le rapport final et le décompte final et demander la soumission d'un nouveau rapport et d'un nouveau décompte. Le bénéficiaire dispose de 15 jours pour soumettre un nouveau rapport et un nouveau décompte.

En l'absence de réaction écrite du Parlement dans un délai de deux mois, le rapport final et le décompte financier final sont réputés acceptés.

Les demandes d'informations complémentaires ou d'un nouveau rapport sont notifiées au bénéficiaire par écrit. Le bénéficiaire dispose du délai de quinze jours prévu à l'article I.4. précité pour soumettre les informations ou nouveaux documents demandés.

En cas de demande d'informations complémentaires, le délai d'examen est prolongé du délai d'obtention de ces informations.

En cas de rejet et de demande d'un nouveau rapport, ce dernier est soumis à la procédure d'approbation décrite dans le présent article.

En cas de nouveau rejet, le Parlement européen se réserve la possibilité de mettre un terme à la convention en invoquant l'article II.9, paragraphe 2, point c).

ARTICLE II.14. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES PAIEMENTS

II.14.1. Les paiements sont effectués par le Parlement européen en euros. La conversion éventuelle des coûts réels en euros se fait au taux journalier publié au *Journal Officiel de l'Union européenne* ou, à défaut, au taux mensuel comptable établi par le Parlement européen et publié sur son site Internet, le jour de l'établissement de l'ordre de paiement par le Parlement européen, sauf dispositions spécifiques prévues dans les conditions particulières de la convention.

Les paiements par le Parlement européen sont considérés comme effectués à la date de débit du compte du Parlement européen.

II.14.2. Les délais de paiement établis à l'article I.4 peuvent être suspendus par le Parlement européen à tout moment par notification au bénéficiaire concerné que sa demande de paiement ne peut être honorée, soit qu'elle n'est pas conforme aux dispositions conventionnelles, soit que les documents justificatifs adéquats n'ont pas été produits, soit qu'il y a suspicion de non-éligibilité de certaines dépenses figurant dans le décompte financier produit, aux fins de vérifications complémentaires.

Le Parlement européen peut également suspendre ses paiements à tout moment en cas de violation, avérée ou présumée, par le bénéficiaire des dispositions de la convention, notamment suite aux résultats des audits et des contrôles prévus à l'article II.17.

Le Parlement européen notifie cette suspension au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent. La suspension prend effet à la date d'envoi de la lettre par le Parlement européen. Le délai de paiement restant recommence à courir à partir de la date d'enregistrement de la demande de paiement correctement établie, de la réception des pièces justificatives demandées ou à la fin de la période de suspension telle que notifiée par le Parlement européen.

II.14.3. À l'expiration des délais de paiement établis à l'article I.4, et sans préjudice du paragraphe 2, le bénéficiaire peut demander, dans les deux mois suivant la date de réception du paiement tardif, à bénéficier d'intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros, majoré de trois points et demi; le taux de référence auquel s'applique la majoration est le taux en vigueur le premier jour du mois de la date limite de paiement, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne* dans la série C.

Les intérêts de retard portent sur la période écoulée entre la date limite de paiement, exclue, et la date de paiement telle que définie au paragraphe 1, incluse. Ces intérêts ne sont pas considérés comme une recette pour la détermination de la subvention finale au sens de l'article II.15, paragraphe 4. La suspension de paiement par le Parlement européen ne peut être considérée comme un retard de paiement.

II.14.4. Le bénéficiaire doit notifier au Parlement européen le montant des intérêts ou avantages équivalents éventuellement générés par les préfinancements qu'il a reçus du Parlement européen. La notification doit intervenir annuellement si les intérêts concernés représentent des montants significatifs, et en tout état de cause lors de la demande de paiement du deuxième préfinancement ou du solde qui apure le préfinancement. Ces intérêts ne sont pas considérés comme une recette au sens de l'article II.15, paragraphe 4. Ils font l'objet d'un ordre de recouvrement par le Parlement européen conformément à l'article II.16.

- II.14.5. Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de notification par le Parlement européen du montant de la subvention finale déterminant le montant du paiement du solde ou de l'ordre de recouvrement en application de l'article II.15, ou, à défaut, de la date de réception du paiement du solde, pour demander des informations par écrit sur la détermination de la subvention finale, en motivant les éventuelles contestations. Passé ce délai, de telles demandes ne seront plus considérées. Le Parlement européen s'engage à répondre par écrit dans les deux mois à compter de la date de réception de la demande d'informations en motivant sa réponse. Cette procédure est sans préjudice de la possibilité pour le bénéficiaire de former un recours contre la décision du Parlement européen en application de l'article I.7. Conformément aux dispositions de la législation communautaire à cet égard, de tels recours doivent être formés dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

ARTICLE II.15. — DÉTERMINATION DE LA SUBVENTION FINALE

- II.15.1. Sans préjudice des informations obtenues ultérieurement dans le cadre des contrôles et des audits, le Bureau arrête le montant de la subvention finale à octroyer au bénéficiaire sur la base des documents visés à l'article II.13, paragraphe 2, acceptés par le Bureau, après avoir entendu les représentants du parti politique concerné qui en exprime la demande.
- II.15.2. En aucun cas le montant total versé par le Parlement européen au bénéficiaire ne peut excéder le montant maximal de la subvention fixé à l'article I.3, paragraphe 2, même si les dépenses réelles éligibles totales excèdent le montant total des dépenses éligibles estimées mentionnées à l'article I.3, paragraphe 1.
- II.15.3. Au cas où les dépenses réelles éligibles à la fin de la période d'éligibilité seraient inférieures au total des dépenses éligibles estimées, la participation du Parlement européen est limitée au montant maximal de la subvention fixé à l'article I.3, paragraphe 2, et ne peut en aucun cas excéder 75 % des dépenses réelles éligibles.
- II.15.4. Le bénéficiaire accepte que la subvention soit limitée au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses éligibles du budget de fonctionnement du bénéficiaire ayant conduit à la réalisation du programme de travail et qu'en aucun cas elle ne lui procure de profit.

Le profit se définit comme l'excédent éventuel de l'ensemble des recettes de fonctionnement réelles du bénéficiaire sur l'ensemble de ses dépenses de fonctionnement réelles. Les recettes réelles à considérer sont celles constatées, générées ou confirmées à la date d'établissement de la demande de paiement du solde par le bénéficiaire pour les financements externes à la subvention communautaire, auxquelles s'ajoute le montant de subvention déterminé après application des principes prévus aux paragraphes 2 et 3. Ne sont à considérer au sens du présent article que les dépenses de fonctionnement réelles issues des états financiers du bénéficiaire et correspondant aux catégories de dépenses prévues dans le budget prévisionnel visé à l'article I.3, paragraphe 1, et figurant à l'annexe II; les dépenses non éligibles sont en tout état de cause couvertes par des ressources non communautaires.

Tout excédent ainsi déterminé donne lieu à une réduction, à due concurrence, du montant de la subvention.

- II.15.5. Sans préjudice de la possibilité de mettre un terme à la convention conformément à l'article II.9 et sans préjudice de la possibilité pour le Parlement européen d'appliquer les sanctions visées à l'article II.10, le Parlement européen peut réduire la subvention initialement prévue en cas de non-exécution, de mauvaise exécution, d'exécution partielle ou tardive du programme de travail agréé, à due concurrence de la réalisation effective du programme de travail dans les conditions prévues à la convention.
- II.15.6. Sur la base du montant de la subvention finale ainsi déterminée et du montant cumulé des paiements qu'il a précédemment effectués au titre de la convention, le Parlement européen arrête le montant du paiement du solde à hauteur des montants restant dus au bénéficiaire. Lorsque le montant cumulé des paiements précédemment effectués excède le montant de la subvention finale, le Parlement européen émet un ordre de recouvrement pour le montant en excès.

ARTICLE II.16. — RECOUVREMENT

- II.16.1. Lorsque des montants ont été indûment versés au bénéficiaire ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée aux termes des conditions de la convention, le bénéficiaire verse au Parlement européen, dans les conditions et à la date d'échéance fixées par celui-ci, les montants concernés.
- II.16.2. En cas d'absence de paiement par le bénéficiaire à la date d'échéance fixée par le Parlement européen, celui-ci majore les sommes dues d'intérêts de retard au taux défini à l'article II.14, paragraphe 3. Les intérêts de retard portent sur la période écoulée entre la date d'échéance fixée pour le paiement, exclue, et la date de réception par le Parlement européen du paiement intégral des sommes dues, incluse.

Tout paiement partiel s'impute d'abord sur les frais et intérêts de retard et ensuite sur le principal.

II.16.3. En l'absence de paiement à la date d'échéance, le recouvrement des sommes dues au Parlement européen peut être effectué par compensation avec des sommes dues au bénéficiaire à quelque titre que ce soit en l'en informant préalablement par lettre recommandée avec accusé de réception ou équivalent. L'accord préalable du bénéficiaire n'est pas requis.

II.16.4. Les frais bancaires occasionnés par le recouvrement des sommes dues au Parlement européen sont à la charge exclusive du bénéficiaire.

ARTICLE II.17 — CONTRÔLES ET AUDITS

II.17.1. Le bénéficiaire fournit toutes les données détaillées demandées au Parlement européen, ainsi qu'à tout autre organisme externe mandaté par le Parlement européen, afin que ce dernier puisse s'assurer de la bonne exécution du programme de travail et des dispositions de la convention.

II.17.2. Le bénéficiaire tient à la disposition du Parlement européen l'ensemble des documents originaux, notamment comptables, bancaires et fiscaux, ou, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les copies certifiées conformes des documents originaux relatifs à la convention pendant une période de cinq ans à partir de la date de paiement du solde des montants dus visé à l'article I.4.

II.17.3. Le bénéficiaire facilite la réalisation par le Parlement européen, soit directement par l'intermédiaire de ses agents, soit par l'intermédiaire de tout autre organisme externe qu'il aura mandaté à cet effet, d'un audit sur l'utilisation qui est faite de la subvention. Ces audits peuvent se faire pendant toute la période d'exécution de la convention jusqu'au paiement du solde, ainsi que pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde. Le cas échéant, les résultats de ces audits pourront conduire à des décisions de recouvrement par le Parlement européen.

II.17.4. Le bénéficiaire s'engage à ce que le personnel du Parlement européen ainsi que les personnes extérieures mandatées par le Parlement européen aient un droit d'accès approprié aux locaux du bénéficiaire, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous format électronique, pour mener à bien ces audits.

II.17.5. En vertu du règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) (1), ce dernier peut également effectuer des contrôles et des vérifications sur place selon les procédures prévues par la législation communautaire pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités. Le cas échéant, les résultats de ces contrôles pourront conduire à des décisions de recouvrement par le Parlement européen.

II.17.6. La Cour des Comptes européenne dispose des mêmes droits, notamment le droit d'accès, que le Parlement européen en ce qui concerne les contrôles et audits.

SIGNATURES

Pour le bénéficiaire

Pour le Parlement européen

.....
[nom/prénom/fonction]

.....
[nom/prénom]

.....
[signature]

.....
[signature]

Fait à Fait à
[lieu], [date] [lieu], [date]

Le [bénéficiaire] déclare par la présente accepter spécialement et expressément l'article I.8, l'article II.1.2, l'article II.9.2 et l'article II.14.2. (2).

.....
(signature du bénéficiaire)

(1) JO L 136 du 31.5.1999, p. 1.

(2) À inclure jusqu'au 29 février 2008, si la loi applicable au contrat est la loi luxembourgeoise, conformément à l'article 1135-1 du code civil luxembourgeois.

ANNEXE

Structure analytique du budget prévisionnel de fonctionnement

Dépenses	(euros)	Recettes	(euros)
Dépenses éligibles			
Rubrique 1: Frais de personnel		Subvention du Parlement européen: = max. 75 % des dépenses éligibles	
1. Salaires			
2. Charges			
3. Formation professionnelle			
4. Frais de mission du personnel			
5. Autres frais de personnel			
Rubrique 2: Frais d'infrastructure et d'exploitation			
1. Loyer, charges et frais d'entretien			
2. Frais d'installation, d'exploitation et d'entretien afférents aux équipements			
3. Frais d'amortissement des biens meubles et immeubles			
4. Papeterie et fournitures de bureau			
5. Affranchissement et télécommunication			
6. Frais d'impression, de traduction, de reproduction			
7. Autres frais d'infrastructure			
Rubrique 3: Dépenses de fonctionnement			
1. Frais de documentation (journaux, agences de presse, bases de données)			
2. Frais d'étude et de recherche			
3. Frais juridiques			
4. Frais de comptabilité et d'audit			
5. Frais divers de fonctionnement			
Rubrique 4: Réunions et frais de représentation			
1. Frais de réunions du parti politique			
2. Participations à des séminaires et conférences			
3. Frais de représentation			
4. Frais pour les invitations			
5. Autres frais de réunions			
Rubrique 5: Dépenses d'information et de publication			
1. Frais de publication		
2. Création et exploitation de sites Internet		Ressources propres	
3. Frais de publicité		(à énumérer)	
4. Matériel de communication (gadgets)			
5. Séminaires			
6. Expositions			
7. Autres frais d'information			
Rubrique 6: Dépenses relatives aux apports en nature		Apports en nature	
TOTAL DES DÉPENSES ÉLIGIBLES			
Dépenses NON éligibles			
1. Dotations aux provisions		Ressources propres affectées aux	
2. Charges financières		dépenses non éligibles	
3. Pertes de change			
4. Créances douteuses			
5. Autres ... à préciser			
TOTAL DES DÉPENSES NON ELIGIBLES			
TOTAL DU BUDGET			

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

27 juin 2006

(2006/C 150/03)

1 euro =

Monnaie		Taux de change	Monnaie		Taux de change
USD	dollar des États-Unis	1,2567	SIT	tolar slovène	239,65
JPY	yen japonais	146,42	SKK	couronne slovaque	38,149
DKK	couronne danoise	7,4572	TRY	lire turque	2,0626
GBP	livre sterling	0,69070	AUD	dollar australien	1,7170
SEK	couronne suédoise	9,2313	CAD	dollar canadien	1,4112
CHF	franc suisse	1,5669	HKD	dollar de Hong Kong	9,7605
ISK	couronne islandaise	95,45	NZD	dollar néo-zélandais	2,0847
NOK	couronne norvégienne	7,9435	SGD	dollar de Singapour	2,0072
BGN	lev bulgare	1,9558	KRW	won sud-coréen	1 204,92
CYP	livre chypriote	0,5750	ZAR	rand sud-africain	9,1437
CZK	couronne tchèque	28,462	CNY	yuan ren-min-bi chinois	10,0525
EEK	couronne estonienne	15,6466	HRK	kuna croate	7,2565
HUF	forint hongrois	279,13	IDR	rupiah indonésien	11 756,43
LTL	litas lituanien	3,4528	MYR	ringgit malais	4,631
LVL	lats letton	0,6960	PHP	peso philippin	67,202
MTL	lire maltaise	0,4293	RUB	rouble russe	33,9980
PLN	zloty polonais	4,0639	THB	baht thaïlandais	48,339
RON	leu roumain	3,5972			

(¹) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

Engagement de procédure
(Affaire COMP/M.4180 — Gaz de France/Suez)

(2006/C 150/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 19 juin 2006, la Commission a pris une décision d'engagement de procédure dans l'affaire mentionnée ci-dessus, après avoir constaté que la concentration notifiée soulevait des doutes sérieux quant à sa comptabilité avec le marché commun. L'engagement de procédure ouvre une seconde phase d'investigation concernant la concentration notifiée. La décision est prise en application de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil.

La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Afin d'être prises en considération d'une manière complète dans la procédure, ces observations devraient parvenir à la Commission au plus tard dans les quinze jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.4180 — Gaz de France/Suez, à l'adresse suivante:

Commission des Communautés européennes
DG Concurrence
Merger Registry
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles

AIDE D'ÉTAT — RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**Aide d'État C 12/2006 (ex N 132/2005)****Régime d'aide au transport combiné****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2006/C 150/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 4 avril 2006 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la République tchèque sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant une partie du régime d'aide susmentionné.

La Commission a décidé de ne pas soulever d'objection à l'égard d'une autre partie dudit régime, telle que décrite dans la lettre qui suit le présent résumé.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aspects du régime d'aides à l'égard desquels la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale Énergie et Transports
Direction A
Bâtiment/Bureau DM 28 6/109
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles
N° télécopieur: (32-2) 296 41 04

Ces observations seront communiquées à la République tchèque. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande

RÉSUMÉ**PROCÉDURE**

Par lettre du 16 mars 2005, la représentation permanente de la Tchéquie a notifié un régime d'aide au transport combiné. Cette notification a été enregistrée le 16 mars 2005 sous le numéro N132/2005. Par lettre du 19 mai 2005, la Commission a demandé des informations complémentaires concernant ce régime, à laquelle les autorités tchèques ont répondu par une lettre enregistrée à la DG TREN le 11 juillet 2005. Une réunion technique entre les autorités tchèques et les services de la Commission a eu lieu le 14 juin 2005. Une deuxième demande d'informations a été envoyée par lettre datée du 5 septembre 2005. La réponse à cette demande a été envoyée par les autorités tchèques par lettre datée du 5 octobre 2005. Une troisième demande d'informations a été envoyée par lettre du 1^{er} décembre 2005, les autorités tchèques y ont répondu par leur lettre datée du 9 janvier 2006.

DESCRIPTION DE LA MESURE D'AIDE À L'ENCONTRE DE LAQUELLE LA COMMISSION OUVRE LA PROCÉDURE

Les bénéficiaires sont les exploitants de transport combiné, les transporteurs ferroviaires et les exploitants de terminaux. Toutes les petites, moyennes et grandes entreprises sont éligibles à l'aide. Toutes les sociétés européennes ayant leur siège social, des succursales ou des filiales dans la République tchèque peuvent y avoir accès.

Le budget escompté pour la période 2006 — 2010 s'élève à 1 580 000 couronnes tchèques (soit 55 702 450 euros).

La base juridique est le projet de résolution du gouvernement de la République tchèque, relatif à la politique cadre pour le développement et la promotion des transports combinés au cours de la période 2006-2010.

L'objectif du régime est de développer le transport combiné de manière à déplacer les transports de marchandises de la route vers d'autres modes de transport. Le régime devrait principalement accroître l'utilisation du transport combiné non accompagné en améliorant sa compétitivité.

Les mesures envisagées par la République tchèque sont les suivantes: aide à la construction, à l'extension et à la modernisation des terminaux de transport combiné existants, aide à l'acquisition d'équipements de transport combiné et à l'investissement et, enfin, aide au démarrage de nouveaux itinéraires de transports combinés.

En ce qui concerne l'aide à l'achat d'équipements de transport combiné et les aides à l'investissement, une des mesures notifiées concerne l'achat de wagons spéciaux pour le transport combiné. Dans leur notification, les autorités de la République tchèque estiment que ces wagons spéciaux sont inutilisables en service ferroviaire traditionnel mais aptes exclusivement au transport d'unités intermodales. La construction spéciale de ces wagons, modifiés pour le seul transport d'unités intermodales, les rend impropres au transport des marchandises voyageant par wagons traditionnels. Ainsi, ils n'ont ni plancher, ni parois latérales, ni extrémités mais sont équipés de pièces de fixation (verrous tournants «twistlocks»). La subvention est accordée à ces seuls wagons spéciaux et le demandeur doit préciser leur spécification exacte et les utiliser sur une nouvelle ligne de transport combiné spécifique. L'objectif principal de l'aide est de doter

chaque ligne de transport combiné d'un nombre suffisant de wagons ou d'obtenir les wagons nécessaires aux «nouveaux systèmes de transport combiné» (préparation de remorques routières, par exemple) qui n'ont pas encore été exploités jusqu'à présent par la République tchèque. Le même principe sera appliqué aux véhicules routiers spéciaux de transport combiné et l'aide sera étendue aussi à des unités de transport intermodales, à l'exception des conteneurs ISO.

L'intensité de l'aide pourra atteindre 50 % du coût total de l'aide à l'infrastructure et 30 % du coût d'achat total des équipements de transport combiné et de la phase de démarrage des nouveaux itinéraires de transport combiné.

ÉVALUATION DE LA MESURE

Conformément à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE, les aides accordées par un État membre qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence sont incompatibles avec le marché commun dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, sauf dérogations prévues par le traité. Dans le cadre du régime proposé, les bénéficiaires sélectionnés perçoivent une contribution de l'État aux frais résultant du transport de marchandises en mode combiné alors que d'autres entreprises, nationales ou établies dans d'autres États membres et actives dans le même secteur n'y ont pas droit. Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que le régime d'aide notifié constitue une aide au sens de l'article 88, paragraphe 1, et est dès lors interdit sauf s'il peut être considéré comme compatible avec le marché commun en vertu d'une des dérogations prévues par le traité ou la législation dérivée.

L'article 87, paragraphe 3, point c), précise que les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Le développement du transport combiné et d'activités susceptibles de réduire la congestion du trafic routier relève par conséquent de l'intérêt commun au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité. Cet article est donc la base légale adéquate pour analyser le régime d'aide notifié.

La Commission doute que l'aide à l'acquisition de certains types de wagons destinés au transport combiné puisse être déclarée compatible avec le traité. La possibilité d'autoriser une aide d'État au matériel roulant doit être examinée soigneusement, compte tenu notamment que, selon la nature des biens en question, cette aide pourrait être équivalente à une aide au fonctionnement, à l'égard de laquelle la Commission a une vision particulièrement restrictive.

(¹) JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

D'un autre côté, vu la politique d'encouragement du transport combiné de la Commission, la mesure pourrait être jugée compatible au titre de l'article 87 paragraphe 3, point c), s'il était garanti, entre autres, que ces wagons ne peuvent être utilisés que pour des opérations de transport combiné et pas pour des transports ferroviaires classiques, quoi qu'en disent les autorités tchèques. La Commission ne dispose pas actuellement d'assez d'informations pour établir définitivement que ces wagons ne sont utilisables que dans le cadre d'un service de transport combiné.

Par contre, l'aide accordée à l'acquisition de matériel roulant non affecté exclusivement au transport combiné pourrait être déclarée compatible si ses bénéficiaires étaient uniquement des petites ou moyennes entreprises. L'article 4, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'États en faveur des petites et moyennes entreprises (¹) autorise les aides à l'investissement dans du matériel ferroviaire roulant pour des PME. Plus particulièrement, l'intensité de l'aide fixée par l'article 4, paragraphe 2, est de 15 % pour les petites entreprises et de 7,5 % pour celles de taille moyenne. Pour pouvoir appliquer ces dispositions, la Commission doit avoir la confirmation que cette mesure ne bénéficiera qu'aux PME dans les limites de ces plafonds.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

„Komise by ráda informovala Českou republiku, že se po prozkoumání informací poskytnutých orgány České republiky ohledně výše uvedené podpory/opatření rozhodla zahájit řízení podle čl. 88 odst. 2 Smlouvy o ES, pokud jde o investiční podporu pro železniční vozy, které mají být použity v kombinované dopravě, a nevnést vůči žádné z částí oznámeného opatření námitky.“

1. Postup

1. Dopisem ze dne 16. března 2005 oznámilo Stále zastoupení České republiky program podpory kombinované dopravy. Dne 16. března 2005 byla podpora zaevidována pod číslem N 132/2005.
2. V dopise ze dne 19. května 2005 položila Komise v souvislosti s tímto programem další otázky a orgány České republiky na ně odpověděly dopisem, který GR TREN zaevidovalo dne 11. července 2005.

3. Dne 14. června 2005 se konala technická schůzka s orgány České republiky a útvary Komise. — pozemní stavby, pokud jsou potřebné k rozvoji činností souvisejících s provozováním překladiště,
4. Druhá žádost o informace byla zaslána dopisem ze dne 5. září 2005. Orgány České republiky na tuto žádost odpověděly dopisem ze dne 5. října 2005. Třetí žádost o informace byla zaslána dopisem ze dne 1. prosince 2005. Orgány České republiky na tuto žádost odpověděly dopisem ze dne 9. ledna 2006. — mechanismy a technická zařízení pro překládku.

2. Popis programu

2.1 Cíl

5. Cílem programu je rozvinout kombinovanou dopravu, a přesunout tak přepravu nákladu ze silniční dopravy na jiné druhy dopravy. Tento program by měl především posílit využívání nedoprovázené kombinované dopravy zlepšením její konkurenceschopnosti.

Právní základ

6. Návrh usnesení vlády České republiky ke koncepci rozvoje a podpory kombinované dopravy pro období 2006 až 2010 (dále jen „návrh usnesení“).

2.2 Příjemci podpory

7. Příjemci podpory budou provozovatelé kombinované dopravy, železniční dopravci a provozovatelé překladišť. Způsobilé jsou všechny velké, malé a střední podniky.
8. K podpoře mají přístup všechny společnosti v EU, které mají sídlo, agentury, pobočky nebo dceřiné společnosti v České republice.

2.3 Druh a míra podpory

9. Podpora se uskuteční formou nevratných dotací.

Podprogram 1: Podpora na výstavbu nových, rozšíření a modernizaci stávajících překladišť kombinované dopravy

10. Dotovaná překladiště musí být veřejná a dostupná na základě nediskriminačního přístupu všem zúčastněným provozovatelům a uživatelům.
11. Mezi uznatelné náklady patří:
 - získání pozemků, pokud jsou bezprostředně nutné pro technologii překládky a s tím související dopravu,
 - opatření v oblasti infrastruktury, která jsou na těchto pozemcích nutná pro překládku, případně stanovená právními předpisy [včetně ADR ⁽²⁾, RID ⁽³⁾ a ADN ⁽⁴⁾],

⁽²⁾ Sdělení Ministerstva zahraničních věcí č. 77/2004 Sb.m.s. ve znění pozdějších předpisů, kterým se vyhlášují opravy „Přílohy A – Všeobecná ustanovení a ustanovení týkající se nebezpečných látek a předmětů“ a „Přílohy B – Ustanovení o dopravních prostředcích a o přepravě“ Evropské dohody o mezinárodní silniční přepravě nebezpečných věcí (ADR).

⁽³⁾ Vyhláška č. 53/1962 Sb., ministra dopravy a spojů ze dne 1. června 1962 o změně Přílohy 1 (Předpisy o látkách a předmětech vyloučených z přepravy nebo přípustných k přepravě za zvláštních podmínek – RID) k Mezinárodní úmluvě o přepravě zboží po železnicích (CIM), ve znění pozdějších předpisů.

⁽⁴⁾ Evropská dohoda o mezinárodní přepravě nebezpečných věcí po vnitrozemských vodních cestách – Dohoda ADN, sjednaná v Ženevě dne 26. května 2000 (dosud nebyla ratifikována).

12. Podporovat lze rovněž náklady na nové překládací mechanismy, které nahrazují překládací mechanismy ve stávajících překladištích kombinované dopravy po uplynutí doby jejich životnosti, pokud je nezbytnost jejich podpory zvlášť prokázána. Při stanovení výše příspěvku se bere v úvahu zůstatková hodnota každého nahrazovaného mechanismu.

13. Míra podpory dosáhne nejvýše 65 % uznatelných nákladů dotovaného záměru, avšak nejvýše 50 % celkové výše vzniklých nákladů.

14. Podmínkou pro poskytnutí podpory je, že financování investičního záměru není pouze pro soukromý kapitál rentabilní a poskytnutí investiční dotace nevede k narušení hospodářské soutěže. Příjemce podpory musí provozovat uvedené zařízení po dobu nejméně 15 let při výši podílu příspěvku nad 50 % uznatelných nákladů, po dobu nejméně 10 let při výši podílu příspěvku mezi 30 % až 50 % z celkových investičních nákladů a po dobu nejméně 5 let při výši podílu příspěvku méně než 30 % z celkových investičních nákladů.

15. Příjemce podpory je povinen na stavební práce a dodávky vypsát výběrové řízení. Výběr dodavatele zakázky týkající se podporovaného záměru musí příjemce podpory provést v souladu se zákonem č. 40/2004 Sb., o veřejných zakázkách, ve znění pozdějších předpisů a vyhláškou č. 240/2004 Sb., o informačním systému o zadávání veřejných zakázek a metodách hodnocení nabídek podle jejich ekonomické výhodnosti.

16. Příjemci podpory musí svěřit správu infrastruktury třetím osobám pouze na základě zadávacího řízení v souladu se zákonem č. 40/2004 Sb., o veřejných zakázkách. Do uvedeného zákona byly provedeny příslušné právní předpisy Společenství týkající se této oblasti ⁽⁵⁾.

17. V České republice jsou překladiště kombinované dopravy ve vlastnictví soukromých společností. V současné době je provozováno osm překladišť kombinované dopravy. Nejvýznamnějšími překladišti z hlediska objemu překládky jsou Mělník, Praha-Uhríněves, Praha-Žižkov, Želechovice-Lípa. V ostatních překladištích (Lovosice, Přerov) jsou objemy překládky poměrně nízké a v přístavních překladištích (Děčín, Ústí nad Labem) představují téměř nulové hodnoty – v roce 2004 bylo po vnitrozemských vodních cestách v rámci kombinované dopravy přepraveno 240 TEU, tj. přibližně 2 000 t nákladu.

⁽⁵⁾ Směrnice Rady 71/304/EHS, směrnice Rady 89/665/EHS, směrnice Rady 92/13/EHS, směrnice Rady 92/50/EHS, směrnice Rady 93/36/EHS, směrnice Rady 93/37/EHS, směrnice Rady 93/38/EHS, směrnice Evropského parlamentu a Rady 97/52/ES, směrnice Evropského parlamentu a Rady 98/4/ES.

V současné době se připravuje nový zákon o veřejných zakázkách, který je ve fázi druhého čtení v Poslanecké sněmovně. Do uvedeného zákona budou provedeny tyto směrnice: směrnice Evropského parlamentu a Rady 2004/18/ES a směrnice Evropského parlamentu a Rady 2004/17/ES.

18. Překladistiště Praha-Žižkov ukončí zanedlouho provoz, neboť se nachází v hustě obydlené části hlavního města.
19. Žádné ze stávajících překladistišť nespĺňuje požadavky podle Dohody o nejdůležitějších trasách mezinárodní kombinované dopravy a souvisejících objektech (AGTC) ⁽⁶⁾. Ve většině případů nelze srovnávat infrastrukturu kombinované dopravy České republiky s infrastrukturou sousedních zemí, zejména Rakouska a Německa.
20. Slovensko, vzniklé po rozdělení bývalého Československa, je v podobné situaci jako Česká republika. V žádné ze sousedních zemí (Polsku, Rakousku, Slovensku, Německu) se v bezprostřední blízkosti hranic České republiky překladistiště nenacházejí.

Podprogram 2: Podpora pořízení vybavení pro kombinovanou dopravu – investiční příspěvky.

Investiční příspěvky slouží k pořízení speciálních zařízení (vybavení), zejména pro inovační technická řešení, která jsou žádoucí pro zaváděcí fázi nových linek kombinované dopravy. Uznatelné investiční náklady jsou uvedeny v příloze 2 návrhu usnesení.

21. Uznatelné položky budou určeny výhradně pro kombinovanou dopravu:

Uznatelné investiční náklady na pořízení:

- speciálních drážních vozidel a plavidel vnitrozemské vodní dopravy, určených pro kombinovanou dopravu a k nim vázaných překládacích mechanismů,
- Nákup posunovacích lokomotiv nepatří do uznatelných nákladů.
- Speciální železniční vozy určené výhradně k použití v kombinované dopravě. Ve svém oznámení uvádějí orgány České republiky, že tyto speciální železniční vozy nemohou být použity za tradiční železniční služby, nýbrž výhradně a pouze pro přepravu intermodálních přepravních jednotek. Tyto železniční vozy mají speciální konstrukci uzpůsobenou pouze pro přepravu intermodálních přepravních jednotek, a proto nemohou být použity pro přepravu zboží, které přepravují tradiční železniční vozy. Vozy například nemají podlahu, boční či čelní stěny, avšak jsou vybaveny fixačními prvky (šroubové uzávěry). Dotace budou poskytnuty pouze na tyto speciální železniční vozy a žadatel musí předložit jejich přesnou specifikaci a využívat je pro konkrétní novou linku kombinované dopravy. Hlavním cílem podpory je zajistit nezbytný počet železničních vozů pro příslušnou linku kombinované dopravy nebo železniční vozy pro „nové“ systémy kombinované dopravy (např. příprava silničních přípojných vozidel), které dosud nejsou v České republice provozovány. Stejná zásada se uplatní také v případě speciálních silničních vozidel pro kombinovanou dopravu a podpora se bude také týkat intermodálních přepravních jednotek s výjimkou ISO-kontejnerů.
- Náklady na úpravu plavidel pro účely kombinované dopravy. Renovace plavidel se bude provádět

v souladu s klasifikačními kritérii a pod dohledem uznávané klasifikační organizace, a to včetně zkoušení renovovaného plavidla loděnicí, kterou schválí uznávaná klasifikační organizace.

- inovačních systémů zpracování informací, které mají doklad o technické shodě a jsou povoleny pro provoz pro účely kombinované dopravy.

Uznatelné provozní náklady:

- náklady související s použitím infrastruktur železniční dopravy;
- pronájem a odpisy přepravních jednotek, zejména výměnných nástavb a kontejnerů (mimo ISO-kontejnerů) a silničních návěsů umožňujících vertikální překládku, určených pro kombinovanou dopravu;
- pronájem a odpisy drážních vozidel (lokomotiv, nákladních vozů) a plavidel vnitrozemské vodní dopravy, určených pro kombinovanou dopravu;
- získání odborné způsobilosti osob přímo se podílejících na daném projektu kombinované dopravy;
- informační opatření, jejichž pomocí jsou v rámci daného záměru potenciální uživatelé informováni o nových nabídkách služeb kombinované dopravy.

22. Míra podpory dosáhne nejvýše 30 % z celkových nákladů na pořízení vybavení pro kombinovanou dopravu.

Podprogram 3: Podpora zaváděcí fáze nových linek kombinované dopravy

23. Cílem tohoto opatření je zavést kontinentální linky kombinované dopravy, a nabídnout tak alternativu k přímé silniční dopravě a zároveň zmírnit hospodářská rizika přímo související s provozem nových linek kombinované dopravy. Kontinentálními linkami se rozumí linky, které vyžadují svoz a rozvoz nákladu na obou koncích linky. Linkou kombinované dopravy se rozumí pravidelné spojení mezi několika místy, určené pro zásilky kombinované dopravy, včetně s tím spojených služeb.
24. Podmínkou pro poskytnutí podpory je, že se jedná o kombinovanou dopravu provozovanou na území České republiky. Předmětem podpory budou vnitrostátní i mezinárodní linky. U mezinárodních linek se podpora poskytne pouze na vzdálenost na území České republiky za předpokladu, že linka má začátek nebo konec v České republice. Na tranzitní linky lze poskytnout podporu pouze v případě, že linka má pravidelnou zastávku na území České republiky pro nakládku či vykládku zásilek kombinované dopravy.
25. Dotace jsou zejména určeny na podporu kontinentálních linek kombinované dopravy. Tento podprogram však neumožňuje poskytnutí dotací na linky vedoucí do přístavů v Severním moři, do kterých již vedou linky kombinované dopravy z České republiky.
26. K využití podpory musí žadatel prokázat, že linka má příznivý vliv na přesun ze silniční dopravy na jiné druhy dopravy šetrnější k životnímu prostředí a že je záměr v dlouhodobém časovém horizontu životaschopný a rentabilní.

⁽⁶⁾ Evropská dohoda o nejdůležitějších trasách mezinárodní kombinované dopravy a souvisejících objektech (AGTC) v rámci EHK OSN stanoví právní rámec pro rozvoj infrastruktury a služeb mezinárodní kombinované dopravy, zejména infrastruktury a služeb kombinované silniční a železniční dopravy, a pro zlepšení jejich efektivity. Dohoda AGTC vstoupila v platnost dnem 20. října 1993.

27. Pokud ve stanovené době nebude dosaženo stanovených cílů, nebo rentability podporované linky kombinované dopravy bude dosaženo před uplynutím stanovené doby, zastaví se poskytování podpory.
28. Dotace lze poskytovat nejvýše po dobu tří let od zahájení provozu linky a může činit nejvýše 30 % z uznatelných nákladů.
29. Každá dotovaná linka kombinované dopravy bude hodnocena a průběžně monitorována v souladu s podmínkami stanovenými v programu. Každou žádost posoudí hodnotící komise v souladu se stanovenými kritérii. Žádost musí také uvádět očekávaný přínos záměru oproti stávajícímu stavu, tj. s ohledem na silniční dopravu, a popis dopadu na stávající linky kombinované dopravy. Zejména se vypracuje metodika podobná metodice užívané pro projekt převodu na jiný druh dopravy podle projektu Marco Polo.
30. Uznatelné náklady jsou stanoveny v příloze 2 návrhu usnesení a popsány v bodu 21. Pro podprogram 3 je podpora poskytována formou hrazení prokazatelné ztráty provozované linky – systémového neinvestičního příspěvku.

2.4 Rozpočet a doba trvání

31. Očekávaný rozpočet na období 2006 – 2010 činí 1 580 milionů Kč (55 702 450 EUR).

2.5 Postup

32. Hodnocení předložených žádostí o podporu provádí mezirezortní komise. Ministr dopravy jmenuje členy komise, složené ze zástupců ministerstva dopravy, financí, ministerstva pro místní rozvoj, životního prostředí a Svazu dopravy České republiky. Příjemce podpory musí postupovat v souladu se zákonem č. 40/2004 Sb., o veřejných zakázkách, ve znění pozdějších předpisů a vyhláškou č. 240/2004 Sb., o informačním systému o zadávání veřejných zakázek a metodách hodnocení nabídek podle jejich ekonomické výhodnosti.

Žádosti musí splňovat tyto podmínky:

Pro podprogram 1:

33. Důvodová zpráva, členěná na:
- popis současného stavu,
 - zdůvodnění potřeby uskutečnění opatření,
 - popis navrhovaných variant,
 - porovnání stávající a budoucí dopravní situace, předpokládaný přepravený objem v tunách, tuno-kilometrech, zásilkách a přepravních jednotkách,
 - předpokládaný přínos záměru,
 - provozní technologii,
 - stavebně-technický program,
 - popis, resp. zdůvodnění jednotlivých částí zařízení,

- popis vlivu na ostatní stávající překladiště kombinované dopravy (pokud jde o záměr v blízkosti státní hranice, je potřebné zohlednit i vliv na překladiště v sousedním státě).

Pro podprogramy 2 a 3:

34. Podpora záměru nesmí vést k narušení hospodářské soutěže mezi nesilničními druhy dopravy. Podmínkou získání podpory je, že zaváděcí fáze linky kombinované dopravy je nerentabilní. Naproti tomu je nutno prokázat, že po ukončení podpory bude provoz linky rentabilní.
35. Je nutno uvést předpokládaný přínos záměru ve srovnání se stávající situací, zákaznický potenciál, dopad na konkurenční služby.
36. V krátkém popisu záměru v žádosti je nutné shrnout podstatu obsahu záměru, jakož i důvody, proč se má realizovat, a dále uvést efekty (přínosy) záměru vedoucí ke zlepšení konkurenceschopnosti kombinované dopravy oproti stávajícímu stavu. Při žádosti o podporu pro zavedení technické inovace je potřebné přiložit povolení pro uvedení příslušných zařízení do provozu.
37. Z podkladů musí vyplývat, jaký zákaznický potenciál se otevírá tímto záměrem. Zde je nutno identifikovat okruh uživatelů při zavedení záměru, jakož i předpokládané prognózy plánovaného převedení přepravy ze silniční dopravy na kombinovanou dopravu. Žadatel musí předložit základní data, na základě kterých bude možné zkontrolovat skutečně dosažené přínosy záměru.
38. Dále je nutno zhodnotit působení záměru na konkurenční služby. Sem patří jak současné relace, tak i stávající technické a technologické systémy kombinované dopravy. V této souvislosti je nutno prokázat, že záměr povede k převedení přepravy ze silniční dopravy na dopravu železniční nebo vnitrozemskou vodní a že nedojde k narušování stávající nabídky kombinované dopravy.
39. Podnikatelský záměr je nutno předložit pro časové období, které o 12 měsíců přesahuje dobu trvání požadované podpory. Z podnikatelského záměru musí vyplývat výše plánovaných nákladů a výnosů za každý rok plánované podpory i doba, ve které bude dosaženo hospodářské rentability záměru. Vývoj výnosů by měl obsahovat i vazbu na plánovanou linku kombinované dopravy ve vztahu k obvyklým cenám silniční dopravy. Od toho je nutno odvíjet výši požadované podpory. Pokud jsou pro záměr k dispozici další finanční zdroje, musí být uvedeny. V rizikové analýze je nutné prokázat, jak se promítnou změněné rámcové podmínky na úspěchu záměru, jakož i potřebu podpory. Subjekty, které výlučně nepodnikají v kombinované dopravě, musí vést průkazné oddělené účetnictví.

2.6 Hodnocení záměru

40. V článku 10 návrhu usnesení je stanoven postup hodnocení záměru. Schvalovací instituce stanoví výzvou termín podání žádostí pro příslušný rok. Ve výzvě zveřejní, mimo podmínky uvedené v tomto programu, další podrobnosti upřesňující program v příslušném roce.

41. Žadatel o podporu doručí schvalovací instituci v termínu daném výzvou žádost o poskytnutí podpory včetně požadovaných příloh. Mezirezortní komise na základě posouzení úplnosti žádosti včetně příloh a vyhodnocení kritérií uvedených v příloze 5 návrhu usnesení ‚Kontrolní list hodnocení záměru‘ vybere konkrétní příjemce podpory a doporučí výši příspěvku.
42. Kritéria stanovená v příloze 5 se mimo jiné týkají relevance a kvality záměru včetně slučitelnosti záměru s dopravní politikou Společenství a České republiky, politiky životního prostředí, příznivého dopadu v kombinované dopravě, pokud jde o zvýšení objemu přepravy přepravních jednotek přepravovaných ročně, příznivého vlivu na modalsplit, technické úrovně projektu a případných multiplikačních efektů. Hodnocení také přihlíží k hodnocení žadatelů a horizontálním cílům jako nediskriminace.
43. Schvalovací instituce vydá vybraným žadatelům ‚Rozhodnutí o registraci záměru‘, což je považováno za odsouhlasení daného záměru k podpoře. V tomto rozhodnutí si současně může vyžádat doplnění (upřesnění) příloh dle podmínek programu.
44. Žadatel, který obdržel Rozhodnutí o registraci záměru, doručí do stanoveného termínu žádost o vydání ‚Rozhodnutí o účasti státního rozpočtu na financování záměru‘ včetně požadovaných příloh dle čl. 8 návrhu usnesení. Pokud žadatel toto ve stanoveném termínu nedodá, vystavuje se nebezpečí, že mu bude registrace zrušena.
45. Schvalovací instituce po kontrole úplnosti a správnosti všech podkladů od žadatele vydá ‚Rozhodnutí o účasti státního rozpočtu na financování záměru‘.

2.7 Kontrolní opatření

46. Majetek, který je pořízen z poskytnutého příspěvku, nesmí být po stanovenou dobu převeden příjemcem podpory na jiného majitele nebo dán za předmět zástavy. Výjimku tvoří případy, kdy příjemce podpory převede majetek pořízený se státní účastí na nabyvatele, který převezme zabezpečování služby kombinované dopravy v rozsahu, který byl smluvně ujednáno se schvalovací institucí při rozhodování o podpoře, a tuto skutečnost příjemce podpory prokazatelně zdokladuje.
47. Příjemci podpory podléhají kontrole ze strany příslušných orgánů. Ministerstvo dopravy bude také čtvrtletně kontrolovat, zda jsou dodržovány podmínky pro provozní dotaci.
48. Příjemce podpory použije podporu pouze k účelu, na který byla poskytnuta.

49. V případě, že podpora nebyla použita k účelu, na který byla poskytnuta, případně nebyly dodrženy rozhodující projektované parametry a podmínky programu, které budou jmenovitě uvedeny v ‚Rozhodnutí o účasti státního rozpočtu na financování záměru‘, vystavuje se příjemce podpory sankcím podle odst. 3, § 44, zákona č. 218/2000 Sb.
50. Užití podpory podléhá kontrole ze strany schvalovací instituce a dalších orgánů státní správy (finanční orgány, NKÚ, atd.).
51. Co se týče dotací na výstavbu nebo rozšíření překladišť, pokud budou pozemky, objekty a zařízení vyřazeny z provozu před uplynutím stanovené doby, určeny pro jiný účel nebo prodány, je nutné finanční prostředky získané z veřejných rozpočtů na nákup pozemků vrátit státu. Pro zbývající část příspěvku platí, že po odpočtu ceny za získání pozemků ji příjemce podpory musí vrátit ve výši odpovídající podílu doby provozování a stanovené doby. Zbývající část příspěvku na překládací mechanismy se musí vrátit ve výši odpovídající podílu mezi dobou, po kterou byly používány, a stanovenou dobou jejich životnosti.

2.9 Kumulace

52. Podporu nelze kumulovat s místními, regionálními nebo státními dotacemi.

3. Posouzení režimu podpory

53. Podle čl. 87 odst. 1 Smlouvy o ES jsou podpory poskytované státem, které narušují nebo mohou narušit hospodářskou soutěž, neslučitelné se společným trhem, pokud ovlivňují obchod mezi členskými státy, nestanoví-li tato smlouva jinak. V rámci navrhovaného režimu dostávají vybraní příjemci podpory státní příspěvek na náklady související s přepravou zboží v kombinované dopravě, zatímco jiné podniky, vnitrostátní nebo podniky z jiných členských států, které působí ve stejné oblasti, takový příspěvek nedostávají.
54. Zvláště když podpora poskytovaná členským státem posiluje postavení určitého podniku ve srovnání s jinými podniky, které si konkurují na trhu v rámci Společenství, musí se mít za to, že posledně jmenované podniky jsou touto podporou ovlivněny⁽⁷⁾. V tomto případě oznámené opatření posiluje postavení podniků, které jsou příjemci podpory, ve srovnání s jinými podniky působícími v rámci trhu Společenství.

⁽⁷⁾ Viz zejména věc 730/79 *Philip Morris v. Komise* [1980] Sb. rozh. s. 2671, bod 11; věc C-53/00 *Ferring* [2001] Sb. rozh. s. I-9067, bod 21; a věc C-372/97 *Itálie v. Komise*, [2004] Sb. rozh. s. I-3679, bod 44.

55. V tomto ohledu je skutečnost, že hospodářský sektor byl na úrovni Společenství liberalizován, prvkem, který může sloužit ke stanovení toho, zda má podpora reálný nebo potenciální vliv na hospodářskou soutěž a na obchod mezi členskými státy⁽⁸⁾. Směrnice Rady 92/106/EHS ze dne 7. prosince 1992 o zavedení společných pravidel pro určité druhy kombinované přepravy zboží mezi členskými státy⁽⁹⁾ osvobodila od 1. července 1993 operace kombinované dopravy uvedené v článku 1⁽¹⁰⁾ od všech kvót a povolení.
56. Kromě toho není nutné, aby byl podnik, který je příjemcem podpory, zapojen do obchodu v rámci Společenství. Podpora, kterou členský stát podniku poskytne, může pomoci zachovat nebo zvýšit jeho činnost na domácím trhu, a v důsledku toho mají podniky usazené v jiných členských státech méně příležitostí proniknout na trh dotčeného členského státu⁽¹¹⁾. Nadto může posílení podniku, který dosud do obchodu v rámci Společenství nebyl zapojen, dostat tento podnik do postavení, které mu umožní proniknout na trh jiného členského státu.
57. S ohledem na výše zmíněné skutečnosti Komise shledala, že oznámený režim podpory představuje podporu ve smyslu čl. 87 odst. 1, a je proto v zásadě zakázán, pokud by ovšem nebyl považován za slučitelný se společným trhem na základě kterékoliv z výjimek ustanovených ve Smlouvě nebo v sekundárních právních předpisech.
- ### 3.1 Výjimka pro opatření podpory
58. Podle čl. 87 odst. 3 písm. c) podpory, které mají usnadnit rozvoj určitých hospodářských činností nebo hospodářských oblastí, mohou být považovány za slučitelné se společným trhem, pokud nemění podmínky obchodu v takové míře, jež by byla v rozporu se společným zájmem.
59. Společenství již určitou dobu prosazuje politiku dosažení vyváženého intermodálního dopravního systému a podpora konkurenceschopnosti kombinované dopravy vůči dopravě silniční je nedílnou součástí této politiky. Cílem politiky ES v oblasti kombinované dopravy je přesunout přepravu nákladu ze silniční dopravy na jiné druhy dopravy.
60. O podporu rozvoje kombinované dopravy se snaží nástroje Společenství jako například směrnice Rady 92/106/EHS. Bílá kniha o dopravní politice⁽¹²⁾ vyzývá k využívání železniční dopravy a dalších druhů dopravy šetrných k životnímu prostředí, aby se staly konkurenceschopnými alternativami silniční přepravy.
61. Jak se uvádí v navrhovaném nařízení, které se týká programu Marco Polo⁽¹³⁾, představuje intermodální doprava komplexní alternativu dopravy, do které jsou zapojeni různí účastníci s různými obchodními strukturami. Tento dopravní trh je roztržštěný a malý a je často ještě rozdělen upřednostňováním různých druhů dopravy a odlišnými vnitrostátními strukturami.
62. Komise uznává, že zlepšit intermodální dopravu v rámci trhů, na které je volný přístup a kde převažují pravidla volné hospodářské soutěže, poptávky a nabídky, je v první řadě úkol hospodářských subjektů. Pro úplné uvolnění potenciálu intermodální dopravy je však třeba podpořit ochotu vzít na sebe rizika spojená s přechodem ze silniční dopravy na alternativní způsoby.
63. Kromě toho je zaměření na intermodální alternativy také ve stále větší míře odůvodněno následujícími skutečnostmi: Evropský průmysl si udržuje anebo zvyšuje konkurenceschopnost své výroby se sídlem v Evropě v převážné míře díky moderní logistice, optimalizaci výroby a odbytu a vytváření hodnot v procesu. Tyto sofistikované zásobovací řetězce jsou stále citlivější na klesající spolehlivost a rostoucí náklady silniční dopravy. Evropský výrobní průmysl bude proto muset intermodální logistice věnovat hlavní pozornost.
64. Mnoho dopravních společností mimo to působí v současnosti na trzích, které procházejí celkovou restrukturalizací, s čímž souvisí nízké marže a obtížnost plánování. Proto se musí vytvořit praktické a tržně orientované podpůrné programy s cílem pomoci dopravnímu odvětví převzít rizika a reagovat na výzvu dosáhnout udržitelného a rozsáhlého přechodu na jiný druh dopravy v souladu s cíli vytyčenými v Bílé knize Komise z roku 2001. Rozvoj kombinované dopravy a činností, které přispívají ke snížení dopravního přetížení silnic je proto ve společném zájmu ve smyslu čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy.
65. Jelikož neexistuje žádné konkrétnější ustanovení, lze oznámený režim podpory posoudit pouze na základě čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy.

⁽⁸⁾ Viz věc C-409/00 *Španělsko v. Komise* [2003] Sb. rozh. s. I-1487, bod 75.

⁽⁹⁾ Úř. věst. L 368, 17.12.1992, s. 38.

⁽¹⁰⁾ .1. Tato směrnice se vztahuje na operace kombinované dopravy, aniž je dotčeno nařízení (EHS) č. 881/92 (5).

Pro účely této směrnice se "kombinovanou dopravou" rozumí přeprava zboží mezi členskými státy, kdy nákladní automobil, přívěs, návěs s tahačem i bez tahače, výměnná nástavba nebo kontejner o délce 20 a více stop využívá v počátečním a konečném úseku cesty silnici a ve zbývajícím úseku železniční nebo vnitrozemskou vodní dopravu nebo námořní dopravu, pokud tento úsek přesahuje vzdálenost 100 km vzdušnou čarou, a kdy počáteční nebo konečný úsek silniční dopravy je na cestě:

— mezi místem nakládky zboží a nejbližší železniční stanicí vhodnou k překládce v případě počátečního úseku a mezi nejbližší železniční stanicí vhodnou k překládce zboží a místem vykládky zboží v případě konečného úseku nebo,

— v okruhu, který nepřesahuje 150 km vzdušnou čarou od vnitrozemského nebo námořního přístavu nakládky nebo vykládky.

⁽¹¹⁾ V této oblasti viz zejména věc C-310/99 *Itálie v. Komise* [2002] Sb. rozh. s. I-2289, bod 84.

⁽¹²⁾ Bílá kniha *Evropská dopravní politika do roku 2010: čas rozhodnout*. KOM(2001) 370.

⁽¹³⁾ Návrh NAŘÍZENÍ EVROPSKÉHO PARLAMENTU A RADY, kterým se stanoví druhý program „Marco Polo“ pro poskytování finanční pomoci Společenství za účelem zlepšení vlivu systému nákladní dopravy na životní prostředí („Marco Polo II“), KOM(2004)478 v konečném znění.

66. V této souvislosti je třeba splnit tři podmínky, aby mohla být státní podpora prohlášena za slučitelnou se společným trhem podle čl. 87 odst. 3 písm. c). Podpora musí být nezbytná, přiměřená a nesmí měnit podmínky obchodu v takové míře, jež by byla v rozporu se společným zájmem.

Podprogram 1: infrastruktura

Nezbytnost

67. Vysoké náklady na rozvoj překladišť kombinované dopravy jsou jedním z hlavních důvodů, proč se nestaví žádná nová překladiště, nebo se jich staví jen nedostačující počet. Pokud by infrastruktura kombinované dopravy nebyla spolufinancována veřejným sektorem, soukromé hospodářské subjekty by do této infrastruktury za normálních podmínek neinvestovaly, neboť její životaschopnost nelze bez státního financování zaručit⁽¹⁴⁾. Tyto důvody také objasňují, proč v České republice nebylo za posledních 12 let postaveno žádné překladiště. Bez životaschopných překladišť nemůže být kombinovaná doprava efektivně provozována.

68. Poskytnutí dotací na výstavbu nových, rozšíření a modernizaci stávajících překladišť kombinované dopravy proto urychlí rozvoj intermodální dopravy v České republice. Dostupnost vhodné infrastruktury v odvětví kombinované dopravy je nezbytným předpokladem pro rozvoj služeb v tomto odvětví za účelem omezení silniční dopravy. Ze srovnání cen intermodální dopravy s jinými druhy dopravy vyplývá, že tento druh dopravy není v současnosti schopen silniční dopravě konkurovat. Důvodem jsou dodatečné náklady, které vznikají provozovatelům intermodální dopravy.

69. Komise se domnívá, že v zájmu zajištění intermodálního a trvale udržitelného dopravního systému pro budoucnost je třeba dát přednost investicím do infrastruktury, neboť tento druh dopravy vyžaduje nákladné specializované vybavení, kterého by nebylo zapotřebí, kdyby zboží bylo přepravováno po silnici. Poskytnutím příspěvku na náklady na tyto objekty může kombinovaná doprava finančně konkurovat dopravě silniční.

70. Dále je třeba vzít v potaz, že jednak žádné ze stávajících překladišť nesplňuje parametry podle dohody AGTC, jednak není infrastruktura kombinované dopravy v České republice srovnatelná s infrastrukturou v sousedních zemích, zejména v Rakousku a Německu.

⁽¹⁴⁾ Viz Skupina na vysoké úrovni pro financování projektů trans-evropské dopravní sítě v rámci partnerství veřejného a soukromého sektoru, závěrečná zpráva, květen 1997, bod 25 a násl.; viz též rozhodnutí Komise ze dne 22. prosince 1998, N 517/98 – *Spojené království*, poznámka pod čarou č. 12.

71. Plánovaný program je proto považován za nezbytný pro povzbuzení investic a pro realizaci záměrů na podporu kombinované dopravy v České republice.

Přiměřenost a nediskriminace

72. Podpora je přístupná nediskriminačně, jelikož Program podpory stanoví, že dotaci mohou obdržet všechny podniky z EU se sídlem, zastoupením, pobočkou nebo dceřiným podnikem v České republice. Dodržování rovného přístupu k dotacím bude kontrolovat Ministerstvo dopravy.

73. Výběrové řízení popsané v oddíle 2.5 je v návrhu usnesení jasně vysvětleno. Jak vyplývá z článku 6 až 9 návrhu usnesení, zahrnuje také kvantitativní prvky. Díky tomu získává výběrové řízení nezbytnou transparentnost. Při hodnocení popsaném v oddíle 2.6 se bude postupovat podle přílohy 5 návrhu usnesení, která se týká zejména relevance a kvality záměru.

74. V případě porušení těchto podmínek musí být dotace vrácena.

75. Komise závěrem poznamenává, že maximální výše dotace je stanovena na 50 % celkových investičních nákladů, což je v souladu s praxí Komise⁽¹⁵⁾.

76. Vzhledem k tomu, že jsou záměry vybírány na základě kvalitativních kritérií a že je podpora omezena na 50 %, má Komise za to, že je podpora přiměřená.

Absence narušení podmínek obchodu v rozporu se společným zájmem

77. Za prvé, v žádné ze sousedních zemí (Polsku, Rakousku, Slovensku, Německu) se v bezprostřední blízkosti hranic České republiky překladiště nenacházejí. Za druhé, cílem dotyčného programu je zlepšit infrastrukturu kombinované dopravy v České republice. V současnosti připadají s ohledem na význam překládaných objemů v úvahu pouze čtyři překladiště, z nichž jedno brzy ukončí provoz. Dotyčný program bude nediskriminačně přístupný pro všechna uvedená překladiště za účelem zlepšení jejich infrastruktury, budou-li splněny všechny podmínky.

⁽¹⁵⁾ Rozhodnutí Komise ze dne 14. září 2000, N 208/2000 – *Nizozemsko (SOIT)*, Úř. věst. C 315, 4.11.2000; rozhodnutí Komise ze dne 15. listopadu 2000, N 755/99 – *Itálie (provincie Bolzano – zákon č. 8/1998)*, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 19; rozhodnutí Komise ze dne 21. prosince 2000, N 815/A/99 – *Itálie (region Piemont)*, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 20; rozhodnutí Komise ze dne 3. října 2002, N 406/02 *Směrnice na podporu kombinované dopravy*, Úř. věst. C 88, 12.4.2002, s. 16.

78. Aby byly zajištěny, že podmínky obchodu nebudou nepatříčně narušovány, musí dále podnikatelský záměr, který má žadatel předložit, zahrnovat analýzu možných vlivů na trh a popis vlivu na ostatní stávající překladiště kombinované dopravy (pokud jde o záměr v blízkosti státní hranice, je zapotřebí zohlednit i vliv na překladiště v sousedním státě). Tyto informace zohlední příslušné orgány při rozhodování.
79. Komise se proto domnívá, že obchod mezi členskými státy nebude narušen způsobem odporujícím společnému zájmu.
80. Komise proto došla k závěru, že navrhovaná opatření podpory uvedená v podprogramu 1 lze považovat za slučitelná se Smlouvou o ES v souladu s čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy.
85. *Inovační systémy zpracování informací pro kombinovanou dopravu* jsou rovněž zásadním předpokladem pro úspěch kombinované dopravy. Silniční dopravce může prostřednictvím řidiče nákladní vozidla a jeho mobilního telefonu snadno sledovat dálkovou silniční dopravu po celé Evropě. Provozovatel kombinované dopravy by však musel sledovat kontejner a železniční vůz. Při tomto sledování je třeba vzít v potaz různé, někdy málo kompatibilní informační systémy používané několika provozovateli v různých členských státech. Počáteční investice do těchto elektronických systémů pro kombinovanou dopravu jsou proto mnohem vyšší než investice nutné pro srovnatelnou silniční dopravu.
86. Má se za to, že míra podpory stanovená pro toto vybavení v rámci dotyčného programu je v souladu s praxí Komise v této oblasti⁽¹⁷⁾. Komise usuzuje, že plánovaná míra podpory ve výši 30 % přispěje k rozvoji daného odvětví a nezmění podmínky obchodu tak, aby to bylo v rozporu se společným zájmem.

Podprogram 2: vybavení pro kombinovanou/intermodální dopravu

81. a) *Pokud jde o opatření zahrnutá v podprogramu 2, s výjimkou podpory na nákup některých typů železničních vozů pro kombinovanou dopravu.* Vybavení k překládce je nezbytné pro hladké fungování řetězce kombinované dopravy. Náklady, které vznikají při překládce, tvoří celých 30 % nákladů řetězce intermodální dopravy. Státní podpora pro vybavení k překládce proto pomáhá snižovat systémové náklady na kombinovanou dopravu, čímž zlepšuje její konkurenční postavení vůči dopravě silniční. Má se za to, že míra podpory stanovená pro toto vybavení v rámci tohoto programu je v souladu s praxí Komise v této oblasti⁽¹⁶⁾.
82. Kromě toho budou financovány pouze jednotky kombinované dopravy, nikoli standardní námořní kontejnery, které jsou většinou používány při přepravě, kterou nelze definovat jako kombinovanou dopravu.
83. Komise má za to, že plánovaná míra podpory ve výši 30 % přispěje v souladu se zavedenou praxí k rozvoji daného odvětví a nezmění podmínky obchodu tak, aby to bylo v rozporu se společným zájmem.
84. Komise proto došla k závěru, že navrhovaná opatření podpory uvedená v podprogramu 2 lze s výjimkou opatření uvedených v odstavci b) považovat za slučitelná se Smlouvou o ES v souladu s čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy, pokud nenaruší podmínky obchodu způsobem odporujícím společnému zájmu.
87. Komise shledává, že tyto investice neovlivňují obchod tak, aby to bylo v rozporu se společným zájmem. Spadá tedy do oblasti působnosti čl. 87 odst. 3 písm. b) Smlouvy⁽¹⁸⁾.
88. *Pokud jde o informační opatření,* pomocí kterých jsou potenciální uživatelé informováni o nových nabídkách služeb kombinované dopravy, v rámci daného záměru, domnívá se Komise, že poskytování dotací na tato informační opatření motivuje hospodářské subjekty k provádění činností prospěšných pro kombinovanou dopravu, které by bez státní podpory neuskutečnily.
89. Komise došla v předchozích rozhodnutích⁽¹⁹⁾ k závěru, že jestliže záměry na výstavbu a přizpůsobení překladišť a nákup specifického vybavení lze prohlásit za slučitelné se společným trhem, lze za slučitelnou prohlásit i podporu na pomocné činnosti související s těmito záměry.

⁽¹⁶⁾ Viz rozhodnutí Komise ze dne 9. prosince 1998, N 598/98 – Nizozemsko, Úř. věst. C 29, 4.2.1999, s. 13; rozhodnutí Komise ze dne 8. července 1999, N 121/99 – Rakousko, Úř. věst. C 245, 28.8.1999, s. 2; rozhodnutí Komise ze dne 4. května 1999 – Itálie, Úř. věst. L 227, 28.8.1999, s. 12; rozhodnutí Komise ze dne 21. prosince 2000, N 508/99 – Itálie-Bolzano-Alto Adige – zákon č. 4/97, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 21.

⁽¹⁷⁾ Viz rozhodnutí Komise ze dne 9. prosince 1998, N 598/98 – Nizozemsko, Úř. věst. C 29, 4.2.1999, s. 13; rozhodnutí Komise ze dne 8. července 1999, N 121/99 – Rakousko, Úř. věst. C 245, 28.8.1999, s. 2; rozhodnutí Komise ze dne 4. května 1999, C 21/98 – Itálie, Úř. věst. L 227, 28.8.1999, s. 12; rozhodnutí Komise ze dne 21. prosince 2000, N 508/99 – Itálie-Bolzano-Alto Adige – zákon č. 4/97, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 21; rozhodnutí Komise ze dne 15. listopadu 2000, N 755/99 – Itálie-provincie Bolzano – Alto Adige – zákon č. 8/98, odstavec 28, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 19; rozhodnutí Komise ze dne 8. září 2004, N 140/04 – Rakousko, odstavec 3, Úř. věst. C 126, 25.5.2005, s. 10; rozhodnutí Komise N 566/02 Belgie, odstavec 34, dosud nezveřejněno; rozhodnutí Komise N 238/04 – Německo, odstavec 62, Úř. věst. C 136, 3.6.2005, s. 43; rozhodnutí Komise N 833/01 Itálie – samostatná provincie Trento, odstavec 41; rozhodnutí Komise N 134/01 Itálie – Friuli-Venezia-Giulia, odstavec 67, Úř. věst. C 311, 2003; rozhodnutí Komise ze dne 2. dubna 2005, 496/03 – Itálie, odstavec 27, dosud nezveřejněno; rozhodnutí Komise ze dne 25. ledna 2006, N 160/05 – Polsko, odstavec 27, dosud nezveřejněno; rozhodnutí Komise ze dne 26. října 1999, N 293/99 – Belgie (VIK), Úř. věst. C 55, 26.2.2000, s. 11.

⁽¹⁸⁾ Viz předcházející poznámka pod čarou.

⁽¹⁹⁾ N 121/99 – Rakousko – Směrnice na podporu kombinované dopravy – rozhodnuto 7. července 1999; rozhodnutí Komise ze dne 25. ledna 2006, N 160/05 – Polsko, odstavec 32, dosud nezveřejněno.

90. Pokud jde o získávání odborné způsobilosti osob přímo se podílejících na daném záměru v oblasti kombinované dopravy, má Komise za to, že navrhovaná opatření týkající se vzdělávání lze považovat za obecné vzdělávání podle definice v čl. 2 písm. e) nařízení Komise (ES) č. 68/2001 o použití článků 87 a 88 Smlouvy o ES na podpory na vzdělávání⁽²⁰⁾. V zájmu zlepšení konkurenceschopnosti kombinované dopravy musejí být pracovníci poskytovatelů služeb kombinované dopravy řádně vzděláváni ve využívání stále dokonalejší a složitější technologie používané v daném odvětví. Tato podpora je sice částečně věnována na získání znalostí potřebných pro činnost v kombinované dopravě, avšak takto nabyté znalosti a schopnosti jsou plně přenositelné do ostatních podniků nebo pracovních oborů. Znalosti o intermodálních technologiích totiž mohou být využity pro práci v různých druzích dopravy, například v železniční dopravě a vnitrozemské plavbě, a rovněž v celém odvětví logistiky či v odděleních logistiky v dalších odvětvích služeb a výroby. Přenositelnost těchto znalostí neustále roste díky postupující standardizaci a konvergenci informačních technologií.
91. Plánovaná míra podpory ve výši 30 % pro činnost v oblasti vzdělávání se nachází v rámci limitů stanovených pro opatření týkající se obecného vzdělávání v čl. 4 odst. 3 nařízení (ES) č. 68/2001. Dotyčné opatření, jehož cílem je podpora získávání odborné způsobilosti pracovníků, se vztahuje pouze na náklady, které jsou v čl. 4 odst. 7 nařízení (ES) č. 68/2001 považovány za přípustné náklady. Komise poznamenává, že podporu poskytnutou na základě návrhu usnesení nelze kumulovat s dalšími místními, regionálními či státními podporami, které jsou v souladu s článkem 6 nařízení (ES) č. 68/2001. Dotyčné opatření je navíc v souladu s předchozími rozhodnutími přijatými Komisí⁽²¹⁾. Dotyčné opatření lze proto považovat za slučitelné se společným trhem.
92. b) Pokud jde o podporu na nákup některých typů železničních vozů pro kombinovanou dopravu, Komise má pochybnosti o slučitelnosti tohoto druhu podpory se Smlouvou⁽²²⁾.

Podprogram 3: zavádění

93. Bílá kniha o dopravní politice⁽²³⁾ vyzývá k využívání železniční dopravy a dalších druhů dopravy šetrných k životnímu prostředí, aby se staly konkurenceschopnými alternativami silniční nákladní dopravy.
94. Intermodální politika představuje iniciativu zaměřenou na snížení tlaku v odvětví silniční nákladní dopravy a je

v souladu se závěry Evropské rady, která na zasedání v Göteborgu v červnu 2001 prohlásila, že opatření, která pomáhají převedení ze silniční dopravy na druhy dopravy šetrnější k životnímu prostředí, jsou jádrem politiky trvale udržitelné dopravy.

95. Komise poznamenává, že podpora na financování nových služeb kombinované dopravy představuje provozní podporu, které je v zásadě neslučitelná se Smlouvou⁽²⁴⁾. Tato podpora může být povolena pouze jako mimořádné opatření⁽²⁵⁾.
96. Komise se proto musí přesvědčit, že toto opatření nevede k narušení obchodu tak, aby to bylo v rozporu se společným zájmem, i když je cíl plánované podpory v souladu s politikou Komise k dosažení lepšího rozložení mezi jednotlivými druhy dopravy. Proto je třeba prověřit, zda jsou splněny požadavky čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy.

Nezbytnost podpory zaváděcí fáze

97. Jak bylo uvedeno v 55. až 58. bodě odůvodnění, je politikou Komise podporovat intenzivnější využívání železnice při přepravě zboží, a to i prostřednictvím kombinované dopravy.
98. V předmětném případě přispěje plánovaná veřejná podpora oznámeného programu ke snížení hospodářských rizik, která bezprostředně souvisí s provozem nové služby kombinované dopravy, a vytvoří tedy motivaci pro hospodářské subjekty, aby do těchto služeb investovaly. Cílem podpory je snížit hospodářské riziko související se zavedením nových služeb kombinované dopravy na území České republiky a zajistit alternativy k trasám silniční dopravy. Linky kombinované dopravy mohou být efektivní pouze v těch směrech, kde jsou koncentrovány dopravní toky, přičemž určitou dobu trvá, než se nová linka kombinované dopravy na trhu uchytí. Komise shledává, že tento cíl spadá do působnosti její politiky podpory kombinované dopravy a snižování dopravního přetížení silnic.
99. Žadatelé však musí také poskytnout důkazy o budoucí rentabilitě služby bez veřejných dotací. V této souvislosti budou podpořeny pouze záměry, u nichž se předpokládá, že budou po zaváděcí fázi o délce trvání nejvýše tří let rentabilní, přičemž podpora je časově omezena na dobu těchto počátečních tří let.

⁽²⁰⁾ Úř. věst. L 10, 13.1.2001, s. 20; nařízení ve znění nařízení Komise (ES) č. 363/2004 ze dne 25. února 2004.

⁽²¹⁾ Rozhodnutí Komise ze dne 15. listopadu 2000, N 755/99 – *Itálie-provincie Bolzano-Alto Adige – zákon č. 8/98*, odstavec 28, Úř. věst. C 71, 3.3.2001, s. 36; rozhodnutí Komise ze dne 8. září 2004, N 140/04 – *Rakousko*, odstavec 3, Úř. věst. C 126, 25.5.2005, s. 37; rozhodnutí Komise ze dne 2. dubna 2005, 496/03 – *Itálie*, odstavec 58, dosud nezveřejněno.

⁽²²⁾ Viz následující oddíl 4.

⁽²³⁾ Bílá kniha 'Evropská dopravní politika pro rok 2010: čas rozhodnout', KOM(2001) 370.

⁽²⁴⁾ Viz zejména rozhodnutí o zahájení řízení podle čl. 88 odst. 2 Smlouvy o ES v případech C 2/97 ze dne 20. ledna 1997 (Úř. věst. C 93, 22.3.1997) a C 21/98 ze dne 4. května 1999 (Úř. věst. C 227, 28.8.1999).

⁽²⁵⁾ Viz Pokyny Společenství ke státní podpoře na ochranu životního prostředí (Úř. věst. C 72, 10.3.1994); Pokyny Společenství k vnitrostátní regionální podpoře (Úř. věst. C 74, 10.3.1998); Pokyny Společenství pro státní podporu v zemědělském odvětví (Úř. věst. C 28, 1.1.2000).

100. Stanovená hodnotící kritéria jsou dále transparentní a zaručují nediskriminační přístup k opatření podpory. Bude rovněž zajištěno, že podporované záměry přispějí ke skutečnému snížení silniční dopravy a ke zlepšení efektivity dopravy intermodální.
101. Komise proto zastává názor, že podpora je v tomto případě nezbytná k dosažení cíle spočívajícího v podpoře životaschopných služeb kombinované dopravy.

Přiměřenost

102. Výše dotace, která má být poskytnuta, je omezena na nejvýše 30 % provozních nákladů nové přepravní služby a může být poskytována pouze během prvních tří let.
103. Komise poznamenává, že tyto hodnoty odpovídají hodnotám stanoveným pro finanční pomoc Společenství v rámci programu Marco Polo.
104. Plánovaná míra a doba trvání podpory je dále v souladu se stávající praxí Komise ⁽²⁶⁾.
105. Komise došla k závěru, že plánovaná výše a doba trvání dotace je v tomto případě přiměřená na to, aby hospodářské subjekty motivovala k zahájení nových služeb kombinované dopravy, s ohledem na hospodářská rizika, která jsou s těmito druhy dopravy neoddělitelně spojena.
106. Žadatel musí prokázat dlouhodobou rentabilitu záměru. V této souvislosti je stanovena klesající výplata dotací během tříletého období provozní podpory. Zároveň musí žadatel prokázat příznivý vliv provozu linky kombinované dopravy, tj. skutečnost, že část dopravy bude i po ukončení podpory převedena ze silniční dopravy na druhy dopravy šetrnější k životnímu prostředí.

Absence narušení podmínek obchodu v rozporu se společným zájmem

107. V současnosti nejsou v České republice provozovány téměř žádné služby kombinované dopravy, a možný dopad na obchod by proto byl pouze omezený. Hlavním cílem tohoto programu je zavést kontinentální linky kombinované dopravy, a nabídnout tak alternativu k přímé silniční dopravě. V současnosti neexistují v České republice žádné kontinentální linky, a konkurenční prostředí v tomto odvětví kombinované dopravy tudíž nemůže být narušeno. Tento podprogram navíc ne-

umožňuje poskytnutí dotací na linky vedoucí do přístavů v Severním moři, do kterých již vedou linky kombinované dopravy z České republiky.

108. Komise proto došla k závěru, že navrhovaná opatření podpory uvedená v podprogramu 3 lze považovat za slučitelná se Smlouvou o ES v souladu s čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy, pokud nenaruší podmínky obchodu způsobem odporujícím společnému zájmu.

4. Pochybnosti Komise, pokud jde o slučitelnost se Smlouvou v případě podpor na speciální železniční vozy pro kombinovanou dopravu

109. Komise má pochybnosti o tom, zda lze podporu na nákup některých typů železničních vozů pro kombinovanou dopravu prohlásit za slučitelnou se Smlouvou. Možnosti schválit státní podporu na kolejová vozidla je třeba věnovat zvláštní pozornost, zejména s ohledem na riziko, že tato podpora může v závislosti na povaze dotčeného majetku odpovídat provozní podpoře, k níž je Komise zvláště restriktivní.
110. S ohledem na politiku Komise v oblasti podpory kombinované dopravy by však opatření mohlo být považováno za slučitelné na základě čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy, zejména pokud by bylo kromě prohlášení českých orgánů zajištěno, že tyto vozy lze použít pouze k provozu kombinované dopravy, a nikoli k běžné železniční dopravě. V této fázi nemá Komise k dispozici dostatek informací, aby mohla s konečnou platností určit, zda tyto vozy lze používat pouze a výhradně v rámci služby kombinované dopravy.
111. Podporu na nákup kolejových vozidel, která nejsou vyhrazena výlučně pro kombinovanou dopravu, by jinak bylo možné prohlásit za slučitelnou, pokud by příjemci této podpory byly pouze malé či střední podniky. V čl. 4 odst. 5 nařízení Komise (ES) č. 70/2001 ze dne 12. ledna 2001 o použití článků 87 a 88 Smlouvy o ES na státní podpory malým a středním podnikům ⁽²⁷⁾ se povoluje podpora investic do železničních vozů pro MSP. Míra podpory stanovená v čl. 4 odst. 2 přitom činí 15 % v případě malých a 7,5 % v případě středních podniků. K uplatnění těchto ustanovení by Komise potřebovala ujištění o tom, že by na toto opatření měly nárok pouze malé a střední podniky v rámci uvedených procentuálních prahů.

⁽²⁶⁾ N 206/2003 – Spojené království – Grant pro vodní nákladní dopravu (WFG) – rozhodnutí Komise ze dne 20. dubna 2004; N 810/02 – Itálie – Program podpory pro železniční nákladní dopravu – článek 38 zákona č. 166 ze dne 1. srpna 2002 – rozhodnutí Komise ze dne 10. prosince 2003; C 65/2000 – Francie – Podpora na zavádění námořních linek na krátkou vzdálenost – rozhodnutí Komise z února 2002; N 238/2004 Německý režim podpory na financování nového provozu kombinované dopravy, Úř. věst. C 136, 3.6.2005, s. 43.

⁽²⁷⁾ Úř. věst. L 10, 13.1.2001, s. 33.

5. Rozhodnutí

112. Komise se proto rozhodla:

- vyzvat Českou republiku postupem podle čl. 88 odst. 2 Smlouvy o ES, aby podala své připomínky a poskytla veškeré informace, které by mohly pomoci vyhodnotit danou investiční podporu na železniční vozy, které mají být použity v kombinované dopravě;
- považovat zbývající část oznámených opatření podpory za slučitelné se Smlouvou na základě čl. 87 odst. 3 písm. c) Smlouvy o ES a nevznášet námitky.

113. S ohledem na výše uvedené úvahy vyzývá Komise Českou republiku postupem podle čl. 88 odst. 2 Smlouvy o ES, aby podala své připomínky a poskytla veškeré informace, které by mohly pomoci vyhodnotit danou podporu/opatření, do jednoho měsíce od obdržení tohoto dopisu. Komise vyzývá orgány Vaší země, aby kopii tohoto

dopisu neprodleně zaslaly potenciálnímu příjemci podpory.

114. Komise by ráda České republice připomněla, že čl. 88 odst. 3 Smlouvy o ES má odkladný účinek, a ráda by ji upozornila na článek 14 nařízení Rady (ES) č. 659/1999, který stanoví, že veškerou protiprávní podporu musí příjemce navrátit.

115. Komise tímto Českou republiku upozorňuje, že uvědomí zainteresované strany zveřejněním tohoto dopisu a jeho stručného shrnutí v *Úředním věstníku Evropské unie*. Uvědomí také zainteresované strany ze států ESVO, které jsou signatáři Dohody o EHP, zveřejněním oznámení v dodatku EHP *Úředního věstníku Evropské unie* a bude informovat Kontrolní úřad ESVO zasláním kopie tohoto dopisu. Všechny tyto zainteresované strany budou vyzvány, aby podaly své připomínky do jednoho měsíce od data zveřejnění daného dopisu či oznámení.“

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.4253 — Bridgepoint/Limoni)
Affaire susceptible d'être traitée selon la procédure simplifiée

(2006/C 150/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 16 juin 2006, la Commission a reçu notification d'un projet de concentration conformément à l'Article 4 du Règlement Concentration (C) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾ par lequel l'entreprise Bridgepoint Europe III appartenant à Bridgepoint Capital Group Ltd. («Bridgepoint», UK) acquiert au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du Règlement Concentration l'entier contrôle de l'entreprise Limoni Holdings S.p.A et de sa filiale («Limoni», Italy), par le biais d'achat d'actions.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- pour Bridgepoint: entreprise de «private equity» investissant dans des entreprises actives dans de nombreux secteurs industriels en Europe et hors Europe;
- pour Limoni: vente en gros et au détail de parfums et de produits cosmétiques en Italie, en Croatie et en Slovénie;

3. Sur la base d'examen préliminaire, la Commission estime que la transaction notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004. Cependant, la décision finale sur ce point est soumise à une réserve. Conformément à la Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines concentrations en application du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽²⁾ il convient de noter que le cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite Communication.

4. La Commission invite les parties tierces intéressées à lui soumettre leurs observations éventuelles concernant l'opération envisagée.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Les observations peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.4253 — Bridgepoint/Limoni, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction Générale de la concurrence
Merger Registry
J-70
B-1049 Bruxelles

⁽¹⁾ OJ L 24 du 29.1.2004, p. 1.

⁽²⁾ OJ C 56 du 5.3.2005, p. 32.

Communication de la Commission conformément à la procédure prévue à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil

Imposition d'obligations de service public sur les services aériens réguliers à l'intérieur de l'Italie

(2006/C 150/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

En vertu des dispositions de l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement n° 2408/92/CEE du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1992 concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intracommunautaires, le gouvernement italien a décidé, conformément aux décisions prises lors de la conférence des services organisée par la Région de Sicile, d'imposer des obligations de service public sur les liaisons suivantes:

1. Liaisons concernées

Trapani — Rome et Rome — Trapani

Trapani — Cagliari et Cagliari — Trapani

Trapani — Bari et Bari — Trapani

Trapani — Milan et Milan — Trapani

Conformément à l'annexe II du règlement (CEE) n° 2408/92, on entend par destination de Rome le système aéroportuaire de Rome, qui comprend Roma Fiumicino et Roma Ciampino, et par destination de Milan le système aéroportuaire de Milano Linate, Milano Malpensa et Bergamo Orio al Serio.

- 1.1. Conformément à l'article 9 du règlement n° 95/93/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 18 janvier 1993, modifié par le règlement n° 793/2004 fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté, les organes compétents pourront réserver certains créneaux horaires pour l'exécution des services selon les modalités prévues dans le présent document.
- 1.2. L'ENAC vérifiera que les transporteurs acceptants disposent d'une structure adéquate et qu'ils répondent aux conditions minimales d'accès au service aux fins de satisfaire les objectifs visés par les obligations de service public.

2. Détail des obligations de service public

2.1. En ce qui concerne les fréquences minimales:

a. Entre Trapani — Rome et Rome — Trapani

Les fréquences sont les suivantes: au moins 2 vols aller et 2 vols retour par jour, pendant toute l'année;

b. Entre Trapani — Cagliari et Cagliari — Trapani

Les fréquences sont les suivantes: au moins 1 vol aller et 1 vol retour par jour, pendant toute l'année;

c. Entre Trapani — Bari et Bari — Trapani.

Les fréquences sont les suivantes: au moins 5 vols aller et 5 vols retour par semaine, pendant toute l'année;

d. Entre Trapani — Milan et Milan — Trapani.

Les fréquences sont les suivantes: au moins 1 vol aller et 1 vol retour par jour, pendant toute l'année;

La totalité de la capacité de chaque aéronef devra être mise en vente selon le régime des obligations.

2.2. En ce qui concerne les horaires:

Sur la liaison Trapani — Rome, les horaires devront prévoir:

— 1 vol partant entre 06h00 et 09h00

— 1 vol partant entre 18h00 et 21h00

Sur les liaisons Trapani — Milan et Trapani — Cagliari, les horaires devront prévoir:

— 1 vol partant entre 06h00 et 09h00

Sur la liaison Trapani — Bari, les horaires devront prévoir, pendant les 5 jours de la semaine où elle doit être exploitée:

— 1 vol partant entre 06h00 et 09h00

Sur la liaison Rome — Trapani, les horaires devront prévoir:

— 1 vol partant entre 06h00 et 09h00

— 1 vol partant entre 18h00 et 21h00

Sur les liaisons Milan — Trapani et Cagliari — Trapani, les horaires devront prévoir:

— 1 vol partant entre 18h00 et 21h00

Sur la liaison Bari — Trapani, les horaires devront prévoir, pendant les 5 jours de la semaine où elle doit être exploitée:

— 1 vol partant entre 18h00 et 21h00

2.3. *En ce qui concerne les aéronefs utilisables ou la capacité offerte:*

Les services Trapani — Rome et retour, Trapani — Bari et retour ainsi que Trapani — Milan et retour doivent être assurés par des aéronefs offrant une capacité d'au moins 120 sièges tant à l'aller qu'au retour.

Les services Trapani — Cagliari et retour doivent être assurés par des aéronefs pressurisés de type biturbopropulseur ou biréacteur offrant une capacité journalière d'au moins 44 sièges tant à l'aller qu'au retour.

En cas de nécessité du marché, la capacité offerte sera accrue par la mise en place de vols supplémentaires qui ne donneront lieu à aucune compensation additionnelle ni à l'application de tarifs différents de ceux visés au point 2.4 ci-après.

Le transporteur qui accepte les charges prendra toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'accès des personnes handicapées et à mobilité réduite aux aéronefs, sans préjudice des raisons de sécurité justifiant le refus d'embarquement.

2.4. *En ce qui concerne les tarifs:*

a) Les tarifs maximum aller simple à appliquer sur chaque liaison sont les suivants:

Trapani — Rome ou Rome — Trapani	60,00 EUR
Trapani — Cagliari ou Cagliari — Trapani	60,00 EUR
Trapani — Bari ou Bari — Trapani	50,00 EUR
Trapani — Milan ou Milan — Trapani	75,00 EUR

Tous les tarifs indiqués s'entendent hors TVA et sont nets de charges et de taxes aéroportuaires. Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune majoration.

Il conviendra de prévoir au moins un mode de distribution et de vente des billets totalement gratuit, sans aucuns frais supplémentaires pour le passager.

Les tarifs susmentionnés s'appliquent à l'ensemble des passagers qui voyagent sur les lignes visées au point 1.

b) Les organes compétents révisent chaque année les tarifs maximum sur la base du taux d'inflation de l'année précédente calculé en fonction de l'indice général ISTAT/FOI des prix à la consommation. Cette révision est notifiée à tous les transporteurs opérant sur les liaisons en question et portée à la connaissance de la Commission afin d'être publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

- c) Si, sur la moyenne observée chaque semestre, une variation de plus de 5 % est enregistrée sur le taux de change entre l'euro et le dollar US ou sur le prix du carburant, les tarifs doivent être modifiés proportionnellement à la variation observée et à la part relative du carburant dans les coûts du vol.

Sur la base d'une enquête menée par un comité technique mixte composé d'un représentant désigné respectivement par l'ENAC et la Région de Sicile et chargé de consulter les transporteurs opérant sur les lignes en question, le ministère des Infrastructures et des Transports procède à l'éventuel ajustement semestriel des tarifs, en accord avec le président de la Région de Sicile.

L'ajustement éventuel prend effet à compter du semestre qui suit.

Cet ajustement est notifié à tous les transporteurs opérant sur les liaisons en question et porté à la connaissance de la Commission afin d'être publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.

2.5. *En ce qui concerne la continuité des services:*

Afin de garantir la continuité, la régularité et la ponctualité des vols, le transporteur qui accepte les présentes obligations de service public s'engage à:

- garantir le service pendant au moins douze mois consécutifs et à ne l'interrompre que moyennant un préavis d'au moins six mois;
 - conformer sa politique envers les usagers aux principes énoncés dans la Charte des droits du passager, afin de veiller au respect des réglementations nationale, communautaire et internationale en vigueur;
 - constituer un cautionnement d'exploitation destiné à garantir la bonne exécution et la poursuite du service. Ce cautionnement devra s'élever à au moins 800 000 EUR sous la forme d'une garantie d'assurance, en faveur de l'ENAC, qui l'utilisera pour garantir la continuité du régime d'obligations;
 - effectuer, chaque année, au moins 98 % des vols programmés, le nombre de vols annulés pour des raisons directement imputables au transporteur ne devant, sauf cas de force majeure, pas dépasser 2 %;
 - verser à l'organisme régulateur, à titre de pénalité, la somme de 3 000 EUR pour chaque annulation excédant la limite précitée. Les sommes perçues à ce titre seront réaffectées à la continuité territoriale de la Sicile.
-

AIDE D'ÉTAT — POLOGNE**Aide d'État n° C 49/2005 (ex N 233/2005) — Aide à la restructuration en faveur de Chemobudowa Kraków S.A.****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2006/C 150/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par lettre du 21 décembre 2005 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Pologne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la Concurrence
Greffé des aides d'État
SPA 3, 6/5
B-1049 Bruxelles
Fax: (32-2) 296 12 42

Ces observations seront communiquées à la Pologne. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

TEXTE DU RÉSUMÉ

PROCÉDURE

Deux mesures en faveur de la restructuration de l'entreprise Chemobudowa ont été notifiées par les autorités polonaises par lettre du 29 avril 2005. Par la suite, il a été découvert que d'autres mesures avaient été accordées pendant la période de restructuration. La Commission n'exclut pas qu'elles puissent constituer des aides d'État. Deux d'entre elles ont été accordées après l'adhésion sans notification et pourraient donc être considérées comme illégales.

DESCRIPTION DU BÉNÉFICIAIRE ET DE LA RESTRUCTURATION

ChK est la société mère du groupe Capital. Celui-ci se compose de deux sociétés: Chemobudowa Kraków et Towarzystwo Budownictwa Społecznego Krak-System S.A. Il s'agit d'une grande société créée en 1949, qui employait 919 salariés en 2004, dont 343 dans des établissements à l'étranger (en République tchèque et en Allemagne).

Les deux mesures notifiées consistent dans un prêt de 10 millions de PLN (2,57 millions d'euros) et le report de dettes envers le secteur public d'un montant de 693 000 PLN (environ 178 000 EUR), dont le remboursement s'effectuera par tranches. Le prêt est garanti par une hypothèque sur des biens immobiliers dont la valeur a été estimée à 17,35 millions de PLN (environ 4,46 millions d'euros).

Les autorités polonaises ont également informé la Commission de l'octroi à ChK de 18 aides d'État au cours de la période allant de décembre 2001 à mai 2004. La Pologne soutient qu'une partie d'entre elles sont des mesures *de minimis* et que les autres répondent au principe du créancier privé. Deux de ces mesures ont été accordées après l'adhésion sans avoir été notifiées.

La période de restructuration prévue dans le plan de restructuration notifié s'étend de 2003 à 2005. Toutefois, selon les autorités polonaises, les difficultés de la société ont commencé dès 2002, lorsque ChK a accusé une perte nette de 6,5 millions de PLN (1,625 million d'euros). Les autorités polonaises ont confirmé que la restructuration organisationnelle avait, dans une certaine mesure, commencé dès le quatrième trimestre 2002. En réalité, la période de restructuration a donc commencé en 2002.

Outre la restructuration financière, le plan de restructuration comporte notamment une restructuration des actifs comprenant une cession d'actifs, une restructuration organisationnelle axée sur la décentralisation de la fourniture de services et le recentrage des activités sur le marché de la construction au détriment de toutes les activités secondaires, ainsi qu'une restructuration de l'emploi, dont l'objectif est d'augmenter le nombre de salariés travaillant sous contrat à durée déterminée, étant donné qu'une part importante des activités de ChK est de caractère saisonnier.

ÉVALUATION

La Commission doit clarifier la question de savoir si les 18 mesures mentionnées ci-dessus constituent ou non des aides d'État étant donné que, pour apprécier la compatibilité des mesures accordées après l'adhésion, elle doit tenir compte de toutes les mesures accordées dans le contexte de la présente restructuration, en particulier pour établir si l'aide est limitée au minimum nécessaire. En outre, étant donné que deux des 18 mesures ont été accordées après l'adhésion, elles seront couvertes par l'analyse de compatibilité. La Commission a examiné ces aides au regard des lignes directrices de 2004 concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

La Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE parce qu'elle doute que toutes les conditions d'autorisation des aides à la restructuration soient remplies, notamment

- que les plans de restructuration permettent de rétablir la viabilité à long terme du bénéficiaire, étant donné que le projet consiste principalement dans une restructuration financière;
- que la contribution propre du bénéficiaire à la couverture des coûts de restructuration soit importante étant donné que la Commission ne dispose pas d'informations suffisantes sur son origine;
- que la société puisse bénéficier d'aides à la restructuration étant donné que le bénéficiaire a réussi à dégager un bénéfice d'exploitation de 5,4 millions de PLN (1,388 million d'euros) en 2004.

La Commission a demandé à la Pologne de lui fournir des renseignements complémentaires pour dissiper ces doutes.

TEXTE DE LA LETTRE

«Komisja pragnie poinformować Polskę, że po zbadaniu informacji przekazanych przez polskie władze w sprawie wspomnianego wyżej środka pomocy postanowiła wszcząć procedurę przewidzianą w art. 88 ust. 2 Traktatu WE.

I. PROCEDURA

- 1) Planowana pomoc na rzecz spółki Chemobudowa Kraków S.A. («ChK» lub »beneficjent»), przedsiębiorstwa budowlanego należącego do Państwa, zgłoszona została Komisji pismem z dnia 29 kwietnia 2005 r., zarejestrowanym w dniu 2 maja 2005 r. Dnia 20 czerwca 2005 r. Komisja wezwała Polskę do przedłożenia brakujących dokumentów. Dokumenty te dostarczone zostały w piśmie z dnia 9 sierpnia 2005 r., zarejestrowanym dnia 11 sierpnia 2005 r. Komisja wezwała do udzielenia dalszych informacji w piśmie z dnia 15 września 2005 r., na które Polska odpowiedziała pismem z dnia 26 października, zarejestrowanym 27 października 2005 r.

II. OPIS

1. Odnośne przedsiębiorstwo

- 2) ChK jest dużym przedsiębiorstwem utworzonym 1949 r. W 2004 r. firma zatrudniała 919 pracowników, z czego 343 osoby pracowały w zagranicznych oddziałach (w Republice Czeskiej i Niemczech).
- 3) ChK jest spółką matką Grupy Kapitałowej Chemobudowa Kraków. Grupa składa się z dwóch spółek:
 1. ChK, beneficjenta środków będących przedmiotem niniejszej decyzji;

2. Towarzystwa Budownictwa Społecznego Krak-System S.A. («TBS»), w którym ChK posiada 78 % udziałów. Działalność spółki obejmuje budowanie domów mieszkalnych na zasadach najmu. Według polskich władz obroty firmy są nieznaczące, a zyski w całości przeznaczane są na działalność własną, natomiast statut spółki nie przewiduje korzystania z praw do dywidendy przez ChK.

- 4) W latach dziewięćdziesiątych pracownicy ChK podjęli działania zmierzające do prywatyzacji przedsiębiorstwa. W tym celu przeprowadzono trzy wyceny przedprywatyzacyjne. Ze względu na brak zainteresowania ze strony inwestorów żaden z projektów prywatyzacyjnych nie został zrealizowany.
- 5) Beneficjent posiada 0,13 % udziału w polskim rynku budowlanym. Posiada oddziały w Niemczech oraz Republice Czeskiej, które generują 42 % sprzedaży.

2. Trudności beneficjenta

- 6) Według polskich władz trudności beneficjenta rozpoczęły się w 2002 r., kiedy to spółka ChK odnotowała stratę netto w wysokości 6,5 mln PLN (1,67 mln EUR⁽¹⁾).
- 7) W 2003 r. strata netto ChK wyniosła 1,9 mln PLN (0,488 mln EUR). Natomiast w roku 2004 beneficjent osiągnął zysk netto w wysokości 1,7 mln PLN (0,437 mln EUR). Jednakże, według najnowszych informacji przekazanych przez polskie władze (pismo z dnia 26 października), w 2006 r. beneficjent, wbrew pierwotnym przewidywaniom, nie będzie w stanie odzyskać długoterminowej rentowności.
- 8) W 2003 r. obroty ChK osiągnęły poziom 126,7 mln PLN (32,6 mln EUR). Dla porównania, w roku 2001 sprzedaż spółki osiągnęła wartość 178,6 mln PLN (45,9 mln EUR).
- 9) Zdaniem polskich władz kapitał obrotowy ChK ma wartość ujemną, [...]. Trudności ze spłatą zobowiązań publicznoprawnych uniemożliwiają spółce branie udziału w przetargach publicznych, które zazwyczaj stanowią znaczną część działalności spółki. Jako główne przyczyny trudności beneficjenta polskie władze wymieniają:

— kryzys na rynku budowlanym;

— restrykcyjną politykę banków uznających sektor budowlany za branżę wysokiego ryzyka;

— brak ochrony przed konkurentami zagranicznymi, którzy zlecają realizację poszczególnych etapów projektów budowlanych podwykonawcom działającym w warunkach silnej konkurencji. Podwykonawcy — zdaniem polskich władz — stosują »ceny dumpingowe«.

⁽¹⁾ Wszystkie kwoty podane przez polskie władze w polskich złotych (PLN) przeliczono na euro (EUR) według kursu z 10 października 2005 r. (1 EUR = 3,8933 PLN).

3. Restrukturyzacja

Plan oraz okres restrukturyzacji

- 10) Zgłoszony plan restrukturyzacji przewiduje okres restrukturyzacji na lata 2003-2005. Jednakże trudności ChK rozpoczęły się już w 2002 r., a polskie władze potwierdziły, że pierwsze działania restrukturyzacyjne podjęto już w czwartym kwartale 2002 r. Komisja rozumie zatem, że okres restrukturyzacji rozpoczął się w rzeczywistości w 2002 r. Ponadto, jak wskazano powyżej, beneficjent, wbrew wcześniejszym przewidywaniom, najwyraźniej nie będzie w stanie odzyskać długoterminowej rentowności w 2006 r. Dlatego też polskie władze uważają, że okres restrukturyzacji być może będzie musiał zostać przedłużony poza zgłoszony wcześniej rok 2005.
- 11) Głównym elementem planu restrukturyzacji jest restrukturyzacja finansowa, na którą składa się 77 % łącznych kosztów restrukturyzacji. Beneficjent zamierza wykorzystać większą część (około 90 %) zgłoszonej pomocy państwa na pokrycie naliczonych zobowiązań krótkoterminowych.
- 12) Środki na restrukturyzację zatrudnienia obejmują zarówno redukcję liczby pracowników jak i zmianę ich statusu prawnego, czyli zwiększenie liczby pracowników zatrudnionych na czas określony, a to ze względu na fakt, że przeważająca część prac ChK ma charakter sezonowy. Tak więc liczba pracowników zatrudnionych na czas nieokreślony zmniejszyła się z 921 w 2002 r. do 565 w czerwcu 2005 r., co stanowi spadek o 39 %.
- 13) Uzasadniając ograniczoną restrukturyzację majątku, spółka podkreśla brak popytu na oferowane składniki majątku. Jednakże spółce udało się sprzedać 6 składników majątku o wartości 13,94 mln PLN (3,58 mln EUR). Według informacji podanych przez polskie władze, na dzień 20 października 2005 r. spółka ChK nadal posiadała majątek o wartości 8,965 mln PLN (2,30 mln EUR), który nie jest konieczny do prowadzenia przez nią działalności operacyjnej.
- 14) Planuje się przeznaczenie 1 mln PLN na inwestycje w systemy deskowań, co powinno podnieść produktywność spółki oraz jakość produktów.
- 15) Restrukturyzacja organizacyjna obejmuje decentralizację sposobu świadczenia usług oraz skoncentrowanie działalności na rynku budowlanym, przy rezygnacji ze wszystkich pozostałych działalności.

Koszty restrukturyzacji

- 16) Koszty restrukturyzacji podano w Tabeli 1 poniżej.

Tabela 1. Koszty restrukturyzacji

	Specyfikacja	Koszty restrukturyzacji (w tys. PLN)	w %
1.	Restrukturyzacja finansowa	34 349,0	77,0
2.	Restrukturyzacja zatrudnienia	3 870,9	8,3
	— Szkolenia	228,7	
	— Wypłata odpraw	3 522,9	
	— Szkolenia objęte Ustawą o zatrudnieniu z 1994 r.	119,3	
3.	Restrukturyzacja majątku	2 725,0	6,0
4.	Restrukturyzacja produktów	2 463,4	5,6
5.	Restrukturyzacja organizacyjna	1 355,0	3,0
	— Koszty controllingu	1 355,0	
6.	Łącznie	44 763,3	100,0

- 17) Restrukturyzacja finansowa obejmuje:
 - zobowiązania wobec Państwowego Funduszu Rehabilitacji Osób Niepełnosprawnych (PFRON) w kwocie 693 000 PLN (178 000 EUR);
 - zobowiązania naliczone na dzień 30 czerwca 2004 r. w kwocie 12,975 mln PLN (3,33 mln EUR);
 - krótkoterminowe zobowiązania publiczne oraz handlowe naliczone w okresie 2003-2004 w kwocie 12,363 mln PLN (3,18 mln EUR).

- 18) Ponadto Komisja stwierdza, że beneficjent podjął dalsze działania w ramach restrukturyzacji finansowej (patrz punkt 25), które nie zostały zgłoszone Komisji, a które obejmują zobowiązania, odroczone lub rozłożone na raty, w kwocie 8,437 mln PLN (2,17 mln EUR).
- 19) Natomiast restrukturyzacja kosztów zatrudnienia obejmuje między innymi cztery środki, które nie zostały zgłoszone Komisji (patrz punkt 25), a których wartość wynosi 119 280 PLN (30 663 EUR).
- 20) Restrukturyzacja majątku obejmuje koszty sprzedaży majątku oraz koszty inwestycji. Restrukturyzacja organizacyjna obejmuje między innymi koszty systemu controllingu. Ponadto restrukturyzacja produktów obejmuje koszty certyfikacji, marketingu oraz systemu deskowań.
- 21) Spółka po raz pierwszy zwróciła się o pomoc państwa w czerwcu 2003 r. Jednak ze względu na opóźnienia administracyjne oraz problemy z notyfikacją w Polsce (np. zmianą organu udzielającego pomocy), pomoc została zgłoszona Komisji dopiero w maju 2005 r. Zgodnie z założeniami określonymi w planie restrukturyzacji spółka spodziewała się otrzymać zgłoszoną pożyczkę w wysokości 10 mln PLN (2,57 mln EUR) w listopadzie 2004 r. Ponieważ pożyczka nie została jeszcze udzielona, wszystkie środki pochodzące ze sprzedaży majątku wykorzystano na potrzeby restrukturyzacji finansowej zamiast na inne środki restrukturyzacyjne, jak to wcześniej przewidywano w planie restrukturyzacji. Ponadto poziom naliczonych zobowiązań krótkoterminowych na koniec okresu restrukturyzacji będzie znaczny i spółka nie będzie w stanie pokryć ich ze środków własnych, w związku z czym konieczna będzie dalsza restrukturyzacja finansowa.

Finansowanie restrukturyzacji

- 22) Poniższa tabela przedstawia źródła finansowania restrukturyzacji w okresie 2002-2005.

Tabela 2. Finansowanie restrukturyzacji

Nr	Specyfikacja	Kwota (w tys. PLN)
1.	Wkład własny	25 632,8
1.1	— Sprzedaż majątku	22 906,9
	— Sprzedaż zrealizowana	13 941,7
	— Sprzedaż planowana	8 965,2
1.2	— Pozostałe dekladowane środki w ramach wkładu własnego	2 725,9
2.	Pomoc państwa	19 130,5
2.1	— Wartość zgłoszonej pomocy państwa	10 693,3
2.2	— Dodatkowe środki w ramach pomocy państwa przyznane w okresie restrukturyzacji	8 437,2
3.	Łącznie	44 763,3

Środki przyznane przez władze publiczne

- 23) Polskie władze poinformowały o zamiarze przyznania dwóch środków na restrukturyzację ChK. Po pierwsze, beneficjent ma otrzymać pożyczkę w kwocie 10 mln PLN (2,57 mln EUR) od Agencji Rozwoju Przemysłu (ARP). Pożyczka ta jest zabezpieczona hipoteką na nieruchomościach wycenionych na 17,35 mln PLN (około 4,46 mln EUR). Po drugie, ChK zamierza skorzystać z faktu odroczenia zobowiązań wobec PFRON oraz rozłożenia spłaty na raty. Odroczone kwota wynosi 693 000 PLN (około 178 000 EUR).
- 24) Podstawą prawną pożyczki jest Ustawa o komercjalizacji i prywatyzacji z 30 sierpnia 1996 r.⁽²⁾. Podstawą prawną dla odroczenia zobowiązań wobec PFRON jest Ustawa o rehabilitacji zawodowej i społecznej oraz zatrudnianiu osób niepełnosprawnych z 27 sierpnia 1997 r.

⁽²⁾ Zgodnie z art. 56 ust. 2) ustawy 15 % rocznych przychodów z prywatyzacji wraz z naliczonymi odsetkami przekazywane jest na Fundusz Restrukturyzacji Przedsiębiorców. Majątek funduszu wykorzystuje się na ratowanie oraz restrukturyzację firm w trudnej sytuacji. Zgodnie z art. 56 ust. 5) ustawy, minister właściwy do spraw skarbu podwyższa kapitał ARP S.A. o kwotę stanowiącą 1/3 przychodów Funduszu Restrukturyzacji Przedsiębiorców z przeznaczeniem tych środków na udzielanie pomocy na ratowanie i restrukturyzację dużych przedsiębiorstw będących w trudnej sytuacji, w tym także przeznaczonych do prywatyzacji.

25) Oprócz powyższych zgłoszonych środków polskie władze poinformowały Komisję o 18 środkach na rzecz ChK przyznanych w okresie od grudnia 2001 r. do maja 2004 r. Według polskich władz wartość nominalna tych środków wynosi 8,511 mln PLN (2,19 mln EUR). Polska wnosi, aby środków tych nie traktować jako pomoc państwa z następujących powodów:

A. 6 środków pomocy przyznanych w okresie od grudnia 2001 r. do listopada 2002 r. stanowiły refundacje przyznane na mocy Ustawy o zatrudnieniu z 1994 r. w wysokości 119 280 PLN (30 663 EUR). Polska utrzymuje, że jest to zgodne z zasadą *de minimis*.

B. 5 środków w kwocie 1,5 mln PLN (0,39 mln EUR) stanowiły odroczenia spłaty kredytów oraz uzgodnienia dotyczące rozłożenia płatności na raty. Polska twierdzi, że środki te nie stanowią pomocy państwa, ponieważ pozostają zgodne z zasadą wierzyciela prywatnego, a organa udzielające pomocy wyraziły zgodę na restrukturyzację tych zobowiązań w celu optymalizacji ich spłaty. Jeden ze środków został przyznany po akcesji, przy czym nie dokonano jego zgłoszenia.

C. 7 środków pomocy w kwocie 6,8 mln PLN (1,75 mln EUR), z elementem pomocy wynoszącym, zgodnie z obliczeniami Polski, 229 100 PLN (58 000 EUR) stanowiły odroczenia spłaty kredytów oraz uzgodnienia dotyczące rozłożenia płatności na raty. Polska twierdzi, że środki te nie stanowią pomocy państwa, gdyż są one zgodne z zasadą *de minimis*. Jeden z tych środków został przyznany po akcesji, przy czym nie dokonano jego zgłoszenia.

26) Pierwszy środek przyznany po akcesji w dniu 12 maja 2004 r. (ujęty powyżej w kategorii B) to rozłożenie na raty spłaty zobowiązania w kwocie 3,164 mln PLN (0,81 mln EUR) wobec Zakładu Ubezpieczeń Społecznych (dalej »ZUS«). Według polskich władz kwota pomocy wynosi 147 322 PLN (37 874 EUR). Polskie władze poinformowały, że umowa ta została unieważniona, gdyż spółka ChK nie dopełniła jej warunków. W rozumieniu komisji zobowiązanie, którego wspomniana umowa dotyczy, pozostaje niespłacone i jako takie zostało ujęte w ramach kosztów restrukturyzacji finansowej.

27) Drugi środek przyznany po akcesji w dniu 20 maja 2004 r. (ujęty powyżej w kategorii C), został przyznany przez Naczelnika Małopolskiego Urzędu skarbowego i polega na rozłożeniu spłaty kwoty 280 000 PLN (71 979 EUR) na raty. Według polskich władz kwota tej pomocy wynosi 1 748 PLN (450 EUR).

Wkład własny beneficjenta w finansowanie restrukturyzacji

28) Z dostępnych informacji wynika, że beneficjent pokrywa część wkładu własnego w finansowanie restrukturyzacji ze środków pochodzących ze sprzedaży majątku oraz częściowo z zysków uzyskanych w okresie restrukturyzacji. Na obecnym etapie Komisja nie posiada informacji na temat ewentualnych innych źródeł wkładu własnego beneficjenta w finansowanie restrukturyzacji.

III. OCENA

1. Zakres kompetencji Komisji

29) Środki pomocy, które przyznane zostały przed przystąpieniem Polski do UE, a które nie mają zastosowania po przystąpieniu, nie mogą być badane przez Komisję zgodnie z procedurami ustanowionymi w art. 88 Traktatu WE, ani też w ramach tzw. mechanizmu przejściowego, ustanowionego w załączniku IV.3 do aktu przystąpienia. Komisja nie jest zobowiązana ani upoważniona do kontroli zgodności takich środków z zasadami rynku wewnętrznego. Uważa się, że właściwym kryterium dla ustalenia momentu przyznania pomocy jest prawnie wiążący akt prawny, na mocy którego właściwe organy krajowe przyznają pomoc⁽³⁾. Równoznaczne z przyznaniem pomocy jest zatem zobowiązanie państwa, a nie jedynie przekazanie określonej kwoty. Uznaje się, że indywidualne środki nie mają zastosowania po przystąpieniu, jeśli dokładna kwota zaangażowania ze strony państwa znana jest w momencie przyznania pomocy lub w dniu przystąpienia.

30) Jeśli natomiast środki przyznane przed przystąpieniem, niemające już zastosowania po akcesji, stanowią część tego samego planu restrukturyzacji, co środki przyznane po akcesji, należy je uwzględnić w ocenie zgodności środków przyznanych po przystąpieniu.

31) Na podstawie informacji przekazanych przez polskie władze Komisja wnioskuje, że 16 spośród 18 środków opisanych w punkcie 25 przyznano przed przystąpieniem i dlatego środki te nie mają zastosowania po akcesji. Zatem Komisja nie jest ani zobowiązana, ani upoważniona do ich zbadania.

32) Jeśli chodzi o pozostałe dwa ze wspomnianych 18 środków, które szczegółowo opisano w punktach 26 i 27, Komisja stwierdza, że zostały one przyznane po akcesji bez zgody Komisji, a zatem należy je traktować jako nową, bezprawną pomoc. W związku z faktem, że umowa, o której mowa w punkcie 26, została unieważniona, Komisja wyraża wątpliwość co do tego, czy dalsze istnienie zobowiązania nie oznacza, że występuje tu element pomocy państwa.

33) Podsumowując, Komisja jest upoważniona do oceny dwóch zgłoszonych środków, opisanych w punkcie 23 oraz dwóch środków, o których mowa w punktach 26 i 27.

34) Aby jednak poddać ocenie zgodność czterech wskazanych powyżej środków, Komisja musi uwzględnić wszystkie środki pomocy przyznane w związku z obecną restrukturyzacją, zwłaszcza w celu określenia ograniczenia pomocy do niezbędnego minimum. Zatem Komisja musi ustalić, które z 16 środków przyznanych przed przystąpieniem i niemających zastosowania po akcesji

- przyznano w ramach obecnej restrukturyzacji i które
- stanowiły pomoc państwa.

⁽³⁾ Wyrok Sądu Pierwszej Instancji z dnia 14 stycznia 2004 r. w sprawie T-109/01, *Fleuren Compost przeciwko Komisji*, punkt 74.

- 35) Jeśli chodzi o pierwszy wymóg, Komisja uznaje, że dwa spośród wspomnianych 16 środków przyznano w 2001 r. ⁽⁴⁾, czyli przed rozpoczęciem okresu restrukturyzacji w 2002 r. (punkt 10). Zatem nie zostały one przyznane w ramach obecnej restrukturyzacji i dlatego nie będą uwzględnione w ogólnym pakiecie restrukturyzacyjnym. Pozostałych 14 środków przyznano w okresie od 2002 do 2004 r., kiedy spółka była już w trudnej sytuacji. Zgodnie z punktem 16 wytycznych wspólnotowych w sprawie pomocy państwa na ratowanie i restrukturyzację przedsiębiorstw znajdujących się w trudnej sytuacji z 2004 r. ⁽⁵⁾ (»wytyczne«), wszelka dalsza pomoc po opracowaniu i w czasie wdrażania planu restrukturyzacji lub likwidacji traktowana jest jako pomoc na restrukturyzację.
- 36) Pozostaje ustalić, czy tych 14 środków stanowi pomoc państwa, gdyż polskie władze twierdzą, że nie stanowią one pomocy państwa (patrz punkt 25). Zgodnie z powyższym (punkt 31) Komisja nie jest upoważniona do oceny zgodności środków przyznanych przed przystąpieniem i niemających zastosowania po akcesji. Pomimo to, Komisja musi być w stanie ustalić, czy te poprzednie środki — o ile są one elementem restrukturyzacji — stanowią pomoc państwa.
- 37) Komisja wyraża wątpliwość co do tego, czy środki opisane w punkcie 25, kategoria B, można traktować jako niezawierające elementu pomocy powołując się na zasadę wierzyciela prywatnego. Komisja stwierdza, że środki te przyznano w okresie, w którym, jak wynika z dostępnych informacji, spółka doświadczała już trudności finansowych. Można zatem przypuszczać, że przekazanie zasobów państwowych stanowi pomoc państwa, chyba że zostanie udowodnione inaczej. Władze polskie do chwili obecnej nie przedstawiły żadnych dowodów potwierdzających fakt, że państwo działało w tym przypadku jako sumienny wierzyciel prywatny. Ponadto polskie władze przedłożyły kalkulacje dotyczące kwoty pomocy w ramach tych środków, co kłóci się ze stwierdzeniem, że środki te nie zawierały elementu pomocy.
- 38) Ponadto Komisja wyraża także wątpliwość co do tego, czy kwota pomocy w ramach środków określonych w punkcie 25, kategoria A i kategoria C została obliczona w sposób prawidłowy i co za tym idzie, czy środki te są zgodne z zasadą *de minimis*, a zatem nie zawierają elementu pomocy. Wartość nominalna tych środków wynosi 6,811 mln PLN (1,75 mln EUR), co znacznie przekracza pułap *de minimis*, którego wartość określono na 100 000 EUR w okresie trzech lat. Biorąc pod uwagę fakt, że spółka była w trudnej sytuacji w chwili przyznania środków, Komisja wyraża wątpliwość co do tego, czy kalkulacja elementu pomocy została wykonana w sposób prawidłowy.
- 39) Podsumowując, Komisja wyraża wątpliwość, czy poprzednie środki opisane w punkcie 25, kategoria A (z wyłączeniem dwóch środków przyznanych w 2001 r.), B i C (z wyłączeniem dwóch środków przyznanych po przystąpieniu) nie zawierają elementu pomocy. Na podstawie aktualnie dostępnych informacji powinny one zostać ujęte w pakiecie restrukturyzacyjnym, zgodnie z wyjaśnieniami w punkcie 34 powyżej.

⁽⁴⁾ Ich wartość wynosi 74 161 PLN (19 064 EUR).

⁽⁵⁾ Dz.U. C 244 z 1.10.2004, str. 8.

2. Pomoc państwa w rozumieniu art. 87 ust. 1 Traktatu WE

- 40) Artykuł 87 ust. 1 Traktatu WE stanowi, że wszelka pomoc przyznawana przez Państwo Członkowskie lub przy użyciu zasobów państwowych w jakiegokolwiek formie, która zakłóca lub grozi zakłóceniem konkurencji poprzez sprzyjanie niektórym przedsiębiorstwom lub produkcji niektórych towarów, jest niezgodna ze wspólnym rynkiem w zakresie, w jakim wpływa na wymianę handlową między Państwami Członkowskimi.
- 41) Zarówno zgłoszone odroczenie jak i pożyczka, a także dwa niezgłoszone środki obejmują użycie zasobów państwowych. Co więcej, przynoszą one korzyści spółce, gdyż redukują jej koszty. Spółka ChK, będąc w trudnej sytuacji finansowej, nie uzyskałaby takiego finansowania w warunkach rynkowych.
- 42) ChK działa na rynku budowlanym i posiada oddziały w innych Państwach Członkowskich UE. Tym samym spełnione jest kryterium dotyczące wpływu na wymianę handlową między Państwami Członkowskimi.
- 43) W związku z powyższym te 4 środki uznaje się za pomoc państwa w rozumieniu art. 87 ust. 1 Traktatu WE.

3. Wyłączenia na mocy art. 87 ust. 2 oraz art. 87 ust. 3 Traktatu WE

- 44) Zwolnienia określone w art. 87 ust. 2 Traktatu WE nie mają zastosowania w omawianym przypadku. Jeśli chodzi o wyłączenia na mocy art. 87 ust. 3 Traktatu WE, biorąc pod uwagę fakt, że głównym celem pomocy jest przywrócenie długoterminowej rentowności przedsiębiorstwa znajdującego się w trudnej sytuacji, w tym wypadku można zastosować jedynie wyłączenie na mocy art. 87 ust. 3 pkt c) Traktatu WE, który dopuszcza pomoc państwa przeznaczoną na ułatwianie rozwoju niektórych działań gospodarczych, o ile nie zmienia ona warunków wymiany handlowej w zakresie sprzecznym ze wspólnym interesem.

3.1. Wytyczne w sprawie pomocy na ratowanie i restrukturyzację

- 45) Komisja oceni środki stanowiące nową pomoc oraz cały plan restrukturyzacji zgodnie z obowiązującymi wytycznymi w sprawie pomocy na ratowanie i restrukturyzację. Aktualne wytyczne wspólnotowe w sprawie pomocy państwa na ratowanie i restrukturyzację przedsiębiorstw znajdujących się w trudnej sytuacji ⁽⁶⁾ (»wytyczne«) weszły w życie dnia 10 października 2004 r.
- 46) Przypadek ten zgłoszony został w dniu 2 maja 2005 r., zatem podlega on wytycznym z 2004 roku.

⁽⁶⁾ Dz.U. C 244 z 1.10.2004, str. 2.

- 47) Zgodnie z pkt 104 *in fine* wytycznych z 2004 r., Komisja ocenia zgodność bezprawnej pomocy przyznanej przed 1 października 2004 r. z wytycznymi obowiązującymi w momencie przyznawania pomocy. Jeśli zatem chodzi o dwa niezgłoszone środki przyznane w maju 2004 r. (patrz punkt 26 i 27), w ich przypadku zastosowanie powinny mieć wytyczne w sprawie pomocy na ratowanie i restrukturyzację z 1999 r. (?).
- 48) Nie przewiduje się jednak możliwości oceniania zgodności z prawem różnych środków w ramach tego samego pakietu restrukturyzacyjnego na podstawie dwóch różnych instrumentów prawnych. Komisja postanowiła zatem oprzeć swoją analizę na wytycznych z 2004 r. z następujących powodów. Po pierwsze, zgłoszenie zostało przekazane Komisji długo po wejściu w życie wytycznych z 2004 roku. W chwili zgłoszenia zarówno organ udzielający pomocy jak i beneficjent na pewno zdawali sobie sprawę z tego, że zgłoszenie będzie podlegać już nowym wytycznym. Po drugie, punkt 104 wytycznych z 2004 r. miał zagwarantować, że wytycznym z 2004 r. będzie podlegał cały pakiet restrukturyzacyjny, nawet gdyby część lub całość pomocy została przyznana niezgodnie z prawem po wejściu w życie wspomnianych wytycznych. Z treści samych wytycznych nie ma też możliwości wyciągnięcia wniosków przeciwnych, w szczególności takich, że intencją punktu 104 było zagwarantowanie, że pakiet restrukturyzacyjny będzie podlegał poprzednim wytycznym, gdyby część lub całość pomocy została przyznana niezgodnie z prawem w okresie obowiązywania tychże wytycznych. Ponadto, poniżej wyrażone wątpliwości związane z wytycznymi z 2004 r. występowałyby również w przypadku, gdyby ocenę przeprowadzono na podstawie wytycznych z 1999 r.

3.2. Uprawnienie firmy do otrzymania z pomocy

- 49) Zgodnie z wytycznymi przedsiębiorstwo znajduje się w trudnej sytuacji, jeżeli nie jest w stanie odzyskać rentowności jedynie przy użyciu własnych środków lub też środków zgromadzonych od akcjonariuszy bądź w wyniku zaciągnięcia kredytów. Wytyczne określają także typowe oznaki charakterystyczne dla takich przedsiębiorstw, jak np. rosnące straty oraz spadek obrotów.
- 50) Obroty spółki spadły z 178,6 mln PLN (około 45,9 mln EUR) w 2001 r. do 126,7 mln PLN (około 32,6 mln EUR) w 2003 r., co stanowi spadek o 29 %. W 2003 r. spółka ChK odnotowała stratę netto w wysokości 1,9 mln PLN (0,488 mln EUR). Jak wspomniano w pkt 9, kapitał obrotowy spółki na początku restrukturyzacji, czyli w 2002 r., stanowił wielkość ujemną, [...].
- 51) Według polskich władz sytuacja ekonomiczna grupy kapitałowej nie pozwala jej na sfinansowanie restrukturyzacji ChK (będącej spółką dominującą) ze środków własnych. Zdaniem polskich władz trudna sytuacja ChK nie wynika z arbitralnej alokacji kosztów i jest do tego stopnia poważna, że grupa sama nie jest w stanie sobie z nią poradzić.

- 52) Biorąc pod uwagę oznaki charakterystyczne dla przedsiębiorstwa znajdującego się w trudnej sytuacji opisane w punkcie 11 wytycznych, Komisja stwierdza, że na początku okresu restrukturyzacyjnego spółka ChK była w trudnej sytuacji.
- 53) Jednak na podstawie informacji dostarczonych przez polskie władze w piśmie z dnia 26 października, zarejestrowanym w dniu 27 października 2005 r., beneficjent odnotował w 2004 r. zysk netto w kwocie 1,7 mln PLN (0,437 mln EUR). Ponadto w 2004 roku beneficjent odnotował zysk na działalności operacyjnej w wysokości 5,4 mln PLN (1,388 mln EUR). Uwzględniając te wyniki oraz brak jakichkolwiek wyjaśnień ze strony polskich władz co do przyczyn, dla których uznają one, że spółka nie odzyska rentowności w 2006 r. (patrz pkt 7), Komisja wyraża wątpliwość, czy spółka nadal jest w trudnej sytuacji w rozumieniu wytycznych i czy w związku z tym jest uprawniona do otrzymania zgłoszonej pomocy.

3.3. Odzyskanie rentowności

- 54) Aby dany środek mógł zostać uznany za zgodny z punktami 34-37 wytycznych z 2004 r., plan restrukturyzacji powinien określać sposoby, których zastosowanie służyć będzie przywróceniu długoterminowej rentowności przedsiębiorstwa w rozsądnym terminie. Należy tego dokonać w oparciu o realistyczne założenia co do przyszłych warunków prowadzenia działalności operacyjnej.
- 55) Restrukturyzacja opiera się głównie na restrukturyzacji finansowej (77 % łącznych kosztów restrukturyzacji (jak to wskazano w Tabeli 1)) i dotyczy przede wszystkim redukcji zadłużenia oraz poprawy płynności, co umożliwi kontynuację produkcji.
- 56) Zgłoszona pożyczka w wysokości 10 mln PLN (2,57 mln EUR) nie została jeszcze udzielona. Jak wskazano już w punkcie 17, środki pochodzące ze sprzedaży majątku wykorzystano na potrzeby restrukturyzacji finansowej zamiast na inne cele restrukturyzacyjne, jak to wcześniej przewidywał plan restrukturyzacji. Jednakże, zgodnie z tym, co zostało odnotowane w punkcie 21, poziom zobowiązań krótkoterminowych (niektóre są przeterminowane i obciążone wysokim oprocentowaniem) na koniec okresu restrukturyzacji jest zbliżony do poziomu zgłoszonej pomocy państwa. Jeśli więc Komisja zatwierdzi zgłoszoną pożyczkę, zostanie ona wykorzystana na dalszą restrukturyzację finansową, w szczególności na spłatę zobowiązań krótkoterminowych. Zatem istnieją wątpliwości co do tego, czy spółka będzie miała środki na inne zaplanowane działania restrukturyzacyjne (restrukturyzacja przemysłowa, restrukturyzacja zatrudnienia, itd.). To budzi obawy co do wiarygodności planu restrukturyzacji.
- 57) Ponadto polskie władze wspominają, że, zgodnie z informacjami przedstawionymi przez spółkę, spółka nie będzie w stanie odzyskać rentowności w 2006 r. Polska zwraca się z prośbą o przedłużenie okresu restrukturyzacji, przy czym nie wyjaśnia, czy oraz w jaki sposób plan zostanie uaktualniony w kontekście niepowodzenia jego realizacji. To także budzi obawy co do wiarygodności pierwotnego planu.

(?) Dz.U. C 288 z 9.10.1999, str. 2.

- 58) Jak już wskazano w punkcie 9, największym wyzwaniem, przed jakim stanęła spółka ChK jest brak jakiejkolwiek ochrony przed zagraniczną konkurencją, którzy zlecają realizację poszczególnych etapów budowy podwykonawcom działającym w warunkach silnej konkurencji, jako że — według informacji podanych przez polskie władze — stosują oni »ceny dumpingowe«. Komisja ma wątpliwości co do tego, czy redukcja kosztów przewidziana przez spółkę na koniec okresu restrukturyzacji jest wystarczająca do rozwiązania powstałego problemu.
- 59) Zasadniczo, Komisja na obecnym etapie wyraża wątpliwość co do tego, czy ocena problemów spółki została przeprowadzona w sposób odpowiedni oraz czy dokonano prawidłowego wyboru instrumentów do ich rozwiązania.
- 60) Komisja stwierdza ponadto, że opis okoliczności, które doprowadziły do powstania problemów spółki, a także opis sytuacji spółki na początku restrukturyzacji oraz dalszych jej perspektyw został dostarczony przez polskie władze. Komisja wyraża jednak wątpliwość co do tego, czy założenia przyjęte do analizy są wiarogodne, gdyż polskie władze nie przedłożyły żadnych badań rynkowych.
- 61) Jak wskazano powyżej, wkład własny spółki w restrukturyzację stanowią środki pochodzące głównie ze sprzedaży majątku. Obserwuje się brak jakichkolwiek środków ze źródeł zewnętrznych (np. kredytów bankowych) oraz brak zainteresowania ze strony inwestorów prywatnych, pomimo prób prywatyzacji (patrz punkt 4). Środki pochodzące z zewnątrz wskazywałyby na to, że istnieje przekonanie ze strony rynku co do tego, że spółka ma szanse odzyskać rentowność, co stanowi jeden z warunków określonych w wytycznych (punkt 43) dopuszczających pomoc państwa.
- 3.4. *Pomoc ograniczona do minimum*
- 62) Zgodnie z punktami 43-45 wytycznych z 2004 r. kwota i intensywność pomocy musi być ograniczona do ścisłego minimum koniecznego do podjęcia restrukturyzacji przedsiębiorstwa. Pomoc winna zostać przyznana w taki sposób, aby uniknąć dostarczania przedsiębiorstwu nadwyżki środków pieniężnych, które mogłyby zostać wykorzystane na agresywne działania zakłócające rynek, niemające żadnego związku z restrukturyzacją.
- 63) Ponadto od beneficjenta oczekuje się wniesienia znacznego wkładu w restrukturyzację ze środków własnych lub ze środków pozyskanych z zewnętrznych źródeł finansowania na warunkach rynkowych. Wytyczne z 2004 r. w sposób jasny wskazują, że restrukturyzacja winna być w znacznej części finansowana ze środków własnych, w tym środków pochodzących ze sprzedaży składników majątku, które nie są niezbędne przedsiębiorstwu do utrzymania się na rynku, oraz ze środków pozyskanych z zewnętrznych źródeł finansowania na warunkach rynkowych.
- 64) Komisja wyraża wątpliwości co do tego, czy wkład własny beneficjenta jest znaczny, a także czy ogranicza on pomoc do niezbędnego minimum.
- 65) Wartość sprzedaży składników majątku, zarówno sprzedaży zrealizowanej jak i planowanej, wynosi 22,906 mln PLN (5,88 mln EUR). Ponieważ jednak zbliża się

koniec okresu restrukturyzacji, Komisja wątpi, czy dwa składniki majątku o wartości 8,965 mln PLN (2,304 mln EUR) zostaną sprzedane. Władze polskie wskazują wyraźnie, że sprzedaż tych dwóch składników majątku może być trudna i jest bardzo prawdopodobne, że w ogóle nie dojdzie do skutku.

- 66) Komisja wyraża także wątpliwość co do »pozostałych wkładów własnych«, określonych w Tabeli 2, gdyż nie podano tutaj żadnych szczegółowych informacji ani nie wskazano na źródło tych wkładów własnych.
- 67) Zgodnie z punktem 43 wytycznych z 2004 r., z wkładu własnego wykluczone są wszystkie przyszłe spodziewane zyski, jak przepływ środków pieniężnych. Zatem nie można brać pod uwagę przyszłych zysków ani amortyzacji. Polskie władze proponują w tym przypadku zaliczyć do wkładu własnego poprzednie przepływ środków pieniężnych, taki jak zysk na działalności operacyjnej, argumentując, że został on osiągnięty niezależnie od zgłoszonej pomocy państwa. Komisja ma co do tego wątpliwości, zwłaszcza ze względu na fakt, że spółka korzystała już z pomocy państwa w okresie restrukturyzacji, a zyski te osiągnięto także dzięki pomocy państwa.
- 68) Komisja ma wątpliwości co do minimalnej niezbędnej kwoty pomocy państwa, gdyż koszty restrukturyzacji przedstawione w różnych informacjach oraz zgłoszeniach różnią się między sobą. Komisja ma wątpliwości, czy potrzeby finansowe spółki zostały oszacowane w sposób odpowiedni.

IV. DECYZJA

- 69) W związku z powyższym, Komisja postanawia wszcząć procedurę przewidzianą w art. 88 ust. 2 Traktatu WE w odniesieniu do dwóch zgłoszonych środków oraz dwóch środków przyznanych po przystąpieniu do UE, ze względu na wątpliwości co do ich zgodności z zasadami wspólnego rynku.
- 70) W świetle powyższych rozważań Komisja, działając zgodnie z procedurami przewidzianymi w art. 88 ust. 2 Traktatu WE, wzywa polskie władze do przedłożenia uwag umożliwiających rozpatrzenie istniejących wątpliwości w terminie jednego miesiąca od daty otrzymania niniejszego pisma.
- 71) Komisja wzywa władze do niezwłocznego przekazania kopii niniejszego pisma odbiorcy pomocy.
- 72) Komisja informuje Polskę, że art. 88 ust. 3 Traktatu WE ma także skutek zawieszający, a ponadto zwraca uwagę na art. 14 rozporządzenia Rady (WE) nr 659/1999, który stanowi, że wszelka bezprawna pomoc może być odebrana odbiorcy.
- 73) Ponadto Komisja przypomina Polsce, że poinformuje zainteresowane strony publikując niniejsze pismo oraz jego streszczenie w *Dzienniku Urzędowym Unii Europejskiej*. Komisja powiadomi także zainteresowane strony w krajach EFTA, które podpisały Porozumienie EOG, publikując notatkę w Dodatku EOG do *Dziennika Urzędowego Unii Europejskiej* oraz poinformuje Urząd Nadzoru EFTA przesyłając mu kopię niniejszego pisma. Wszystkie zainteresowane strony będą mogły przedłożyć swoje uwagi w terminie jednego miesiąca od daty publikacji.»

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.4236 — Wendel-Carlyle/Stahl)

(2006/C 150/09)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 19 juin 2006, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
 - en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32006M4236. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire. (<http://ec.europa.eu/eur-lex/lex>)
-

III

(Informations)

PARLEMENT EUROPÉEN

APPEL À PROPOSITIONS (N° VIII-2007/01)

Ligne budgétaire 4020 «Financement des partis politiques européens»

(2006/C 150/10)

1. OBJECTIFS POURSUIVIS

1.1. Contexte

L'article 191 du traité instituant la Communauté européenne indique que les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union et qu'ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union. Dans ce contexte, le règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement Européen et du Conseil du 4 Novembre 2003 ⁽¹⁾ définit les règles relatives au statut et au financement des partis politiques au niveau européen. Ce règlement prévoit en particulier une contribution financière annuelle du Parlement européen, sous forme de subvention de fonctionnement, aux partis politiques qui en font la demande et qui respectent les conditions fixées par ce règlement.

1.2. Objet de l'appel à proposition

Conformément à l'article 2 de la réglementation du Bureau du Parlement Européen du 29 mars 2004 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2004/2003 ⁽²⁾, «le Parlement européen publie chaque année, avant la fin du premier semestre, un appel à propositions en vue de l'octroi de la subvention pour le financement des partis politiques au niveau européen.» Le présent appel à propositions concerne les demandes de subventions relatives à l'exercice budgétaire 2007 et couvrant la période d'activité comprise entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2007.

2. CRITÈRES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

2.1. Recevabilité des candidatures

Seules seront prises en considération les propositions écrites établies conformément au formulaire de demande de subvention figurant en annexe 1 de la réglementation susvisée du Bureau du Parlement Européen du 29 mars 2004, adressées à

l'attention du Président du Parlement européen et respectant les délais et les modalités de dépôt des demandes tels que décrits ci-dessous.

2.2. Critères d'éligibilité

Pour pouvoir prétendre à une subvention, un parti politique au niveau européen doit remplir les conditions prévues à l'article 3 du règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen, à savoir:

- a) avoir la personnalité juridique dans l'État membre où il a son siège;
- b) être représenté, dans au moins un quart des États membres, par des membres du Parlement européen ou dans les parlements nationaux ou régionaux ou dans les assemblées régionales,

ou

avoir réuni, dans au moins un quart des États membres, au moins trois pour cent des votes exprimés dans chacun de ces États membres lors des dernières élections au Parlement européen;
- c) respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée, à savoir les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit;
- d) avoir participé aux élections au Parlement européen ou en avoir exprimé l'intention.

Les demandeurs doivent en outre certifier qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations énoncées à l'article 93 du règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽³⁾.

⁽¹⁾ JO L 297 du 15.11.2003, p.1.

⁽²⁾ JO C 155 du 12.6.2004, p.1, Décision modifiée par le Bureau le 1^{er} février 2006 (JO C 150 du 28.6.2006, p. 9).

⁽³⁾ JO L 248 du 16.9.2002.

2.3. Critères de sélection

Les candidats doivent apporter la preuve qu'ils possèdent la viabilité légale et financière nécessaires pour mener à bien le programme d'activité faisant l'objet de la demande de financement et posséder les capacités techniques et de gestion nécessaires pour mener à bonne fin le programme d'activité à subventionner.

2.4. Critères d'attribution

Conformément à l'article 10 règlement (CE) n° 2004/2003, les crédits disponibles de l'exercice 2007 seront répartis entre les partis politiques dont la demande de financement a fait l'objet d'une décision positive au regard des critères de recevabilité, d'éligibilité et de sélection, de la façon suivante:

- 15 % sont répartis en part égales,
- 85 % sont répartis entre les partis qui ont des élus au Parlement européen, proportionnellement au nombre d'élus.

2.5. Pièces justificatives à fournir

Pour l'évaluation des critères précités, les candidats fourniront obligatoirement les pièces justificatives suivantes:

- a) La lettre de demande originale.
- b) Le formulaire de demande figurant en annexe 1 de la réglementation du Bureau du Parlement Européen, du 29 mars 2004 dûment rempli et signé (y inclus la déclaration sur l'honneur).
- c) Une copie du statut du parti politique.
- d) Un certificat d'enregistrement officiel.
- e) Une preuve d'existence récente du parti politique.
- f) La liste des directeurs/membres du Conseil d'administration (noms et prénoms, titres ou fonctions au sein du parti politique candidat).
- g) Les documents attestant que le demandeur remplit les conditions visées à l'article 3 b), c), d) et à l'article 10, paragraphe 1, b) ⁽¹⁾ du règlement n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen.
- h) Le programme du parti politique.
- i) Les états financiers pour 2005 certifiés par un organisme externe de contrôle de comptes ⁽²⁾.
- j) Le budget prévisionnel de fonctionnement pour la période d'éligibilité (1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007) indiquant les coûts éligibles à un financement à charge du budget communautaire.

⁽¹⁾ Y inclus les listes des élus visés à l'article 3 b), premier alinéa et à l'article 10, paragraphe 1, b).

⁽²⁾ Sauf si le parti politique au niveau européen a été créé pendant l'année courante.

3. MODALITÉS DE FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Le budget prévu pour l'exercice 2007 s'élève à un montant total de 10 436 000 EUR, sous réserve de l'approbation de l'autorité budgétaire.

Le montant maximal de l'aide financière accordée par Parlement ne dépassera pas 75 % des coûts éligibles des budgets de fonctionnement des partis politiques au niveau européen. La charge de la preuve incombe au parti politique concerné.

Le financement communautaire s'effectue sous forme de subvention au fonctionnement tel que prévu par le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil) ⁽³⁾ et ses modalités d'application établi par le règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 ⁽⁴⁾. Les modalités de versement de la subvention et les obligations relatives à son usage seront déterminées dans les conventions de subvention dont un modèle est joint en annexe 2 à la réglementation du Bureau du Parlement Européen du 29 mars 2004.

4. PROCÉDURE

4.1. Date limite et modalités de dépôt des propositions

La date limite de réception des demandes est fixée au 15 novembre 2006. Les demandes reçues après cette date limite ne seront pas prises en compte.

Les propositions doivent:

- être rédigées sur le formulaire de demande de financement;
- être impérativement signées par le demandeur ou son mandataire dûment habilité;
- être envoyées sous double enveloppe. Les deux enveloppes seront fermées. L'enveloppe intérieure devra porter, en plus de l'indication du service destinataire tel qu'il figure dans l'appel à propositions, l'indication suivante:

«APPEL À PROPOSITIONS — *Subventions 2007 aux partis politiques européens* —

À NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER
NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITÉE».

Si des enveloppes autocollantes sont utilisées, elles seront fermées à l'aide de bandes collantes au travers desquelles sera apposée la signature de l'expéditeur. Est considérée comme signature de l'expéditeur non seulement sa marque manuscrite, mais aussi le cachet de son organisme;

- être expédiées au plus tard à la date limite fixée par l'appel à propositions, soit par voie postale sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi, soit par porteur, contre reçu daté du service de courrier du lieu du service du Parlement européen indiqué dans l'appel à propositions. Le dépôt par porteur doit être effectué au plus tard à 12h00 du jour de la date limite.

⁽³⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 357 du 31.12.2002, p. 1.

Une proposition envoyée par courrier privé est considérée comme ayant été livrée par porteur. Il incombe au demandeur de s'assurer que sa proposition a été livrée au plus tard à 12h00 du jour de la date limite au service du courrier du Parlement européen à l'adresse ci-dessous, et qu'un reçu a été délivré.

L'adresse de l'enveloppe extérieure sera la suivante:

PARLEMENT EUROPÉEN
Service du Courrier Officiel
Bâtiment KAD 00D008
L-2929 Luxembourg

Cette enveloppe portera également l'adresse de l'expéditeur.

L'adresse de l'enveloppe intérieure sera la suivante:

M. le Président du Parlement Européen
aux bons soins de M. Vanhaeren, Directeur général des finances
SCH 05B031
L 2929 Luxembourg

4.2. Calendrier de mise en œuvre du programme d'activité

La période d'éligibilité pour le co-financement des dépenses du budget 2007 de fonctionnement des partis politiques européens s'étend du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007.

4.3. Procédure et délai d'attribution

Les procédures et délais suivants seront appliqués au fins de la réception par le Parlement européen et de l'attribution des subventions aux Partis Politiques Européens:

- a) Réception et enregistrement par le Parlement (au plus tard le 15 novembre 2006)

- b) Examen et sélection par les services du Parlement. Seules les demandes admissibles seront examinées en fonction des critères de sélection et d'évaluation énoncés dans l'appel à propositions.
- c) Adoption de la décision finale par le Bureau du Parlement (prévu avant le 15 février 2007) et communication du résultat aux candidats.
- d) Signature d'une convention de subvention (prévu avant le 15 mars 2007).
- e) Versement d'un préfinancement de 80 % (15 jours après la signature de la convention).

4.4. Renseignements complémentaires

Les textes suivants sont disponibles à la page Internet du PE:

<http://www.europarl.eu.int/tenders/default.htm>:

- a) Règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement Européen et du Conseil du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen.
- b) Réglementation du Bureau du Parlement Européen du 29 mars 2004 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2004/2003.
- c) Formulaire de demande de financement.
- d) Modèle de convention.

Toute question concernant le présent appel à propositions en vue de l'octroi de subventions doit être envoyée par courrier électronique, en rappelant la référence de la publication, à l'adresse suivante: Helmut.Betz@europarl.europa.eu.

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'appel à propositions — DG EAC n° 33/06 — Octroi de subventions pour la promotion et la coordination de projets de développement des systèmes de crédits dans l'enseignement et la formation professionnels (ECVET)

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 144 du 20 juin 2006)

(2006/C 150/11)

Page 19, au point «4. Délai»:

au lieu de: «Les demandes devront être envoyées à la Commission au plus tard le 16 août 2006.»

lire: «Les demandes devront être envoyées à la Commission au plus tard le 31 août 2006.»

Rectificatif aux notes explicatives concernant les protocoles pan-euro-méditerranéens de l'origine

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 16 du 21 janvier 2006)

(2006/C 150/12)

Pages 6 et 10, note de bas de page ⁽¹⁾:

au lieu de: «Il n'y a pas de code ISO-Alpha pour la Communauté mais EEC, EC, CEE ou CE sont acceptables.»

lire: «Il n'y a pas de code ISO-Alpha pour la Communauté, mais EEC, EC, CEE, CE ou EU sont acceptables.»

Page 6, article 17:

au lieu de: «Un certificat de circulation EUR.1 ou EUR-MED peut être délivré lorsque les produits concernés sont originaires du pays d'exportation ou d'un des autres pays repris aux articles 3 et 4 pourvu que le cumul avec les Îles Féroé ou avec les pays méditerranéens autre que la Turquie N'AIT PAS ETE APPLIQUE.»

lire: «Un certificat de circulation EUR.1 ou EUR-MED peut être délivré lorsque les produits concernés sont originaires du pays d'exportation ou de l'un des autres pays visés aux articles 3 et 4, pour autant que le cumul avec les Îles Féroé ou avec les pays méditerranéens autres que la Turquie ⁽²⁾ N'AIT PAS ÉTÉ APPLIQUÉ.»

⁽²⁾ La Turquie s'est jointe au cumul pan-européen en 1999, avant que le système soit étendu aux pays méditerranéens.»